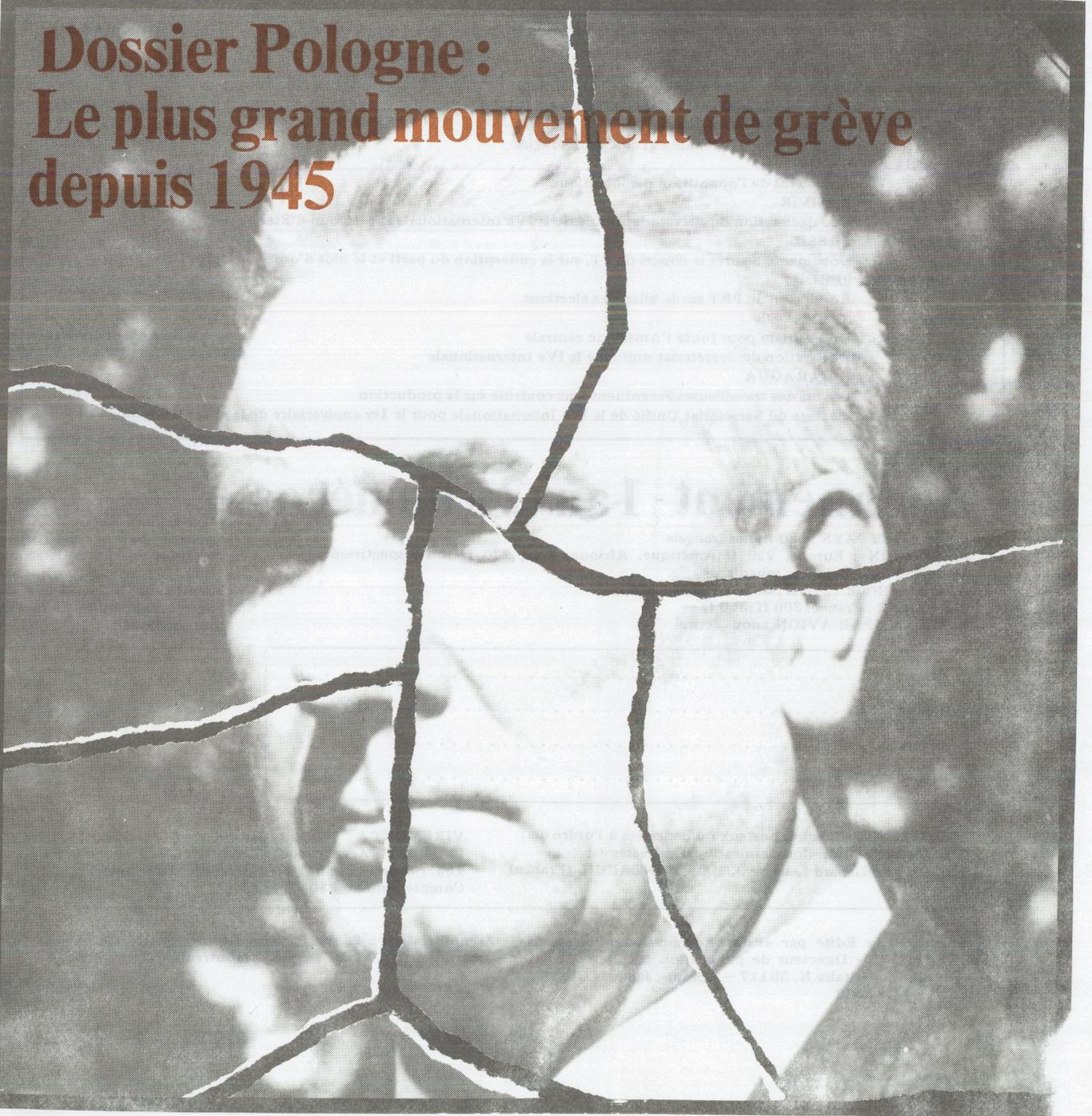


Bimensuel - Numéro 82-83 du 31 juillet 1980 - 15 ff - 8 fs - 200 fb -

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Dossier Pologne :
Le plus grand mouvement de grève
depuis 1945



A nos amis lecteurs,

Avec ce numéro double, de 48 pages, *Inprecor/Intercontinental Press* va suspendre pour la durée du mois d'août sa publication.

La prochaine édition paraîtra le 12 septembre.

Depuis un an, *Inprecor/Intercontinental Press* s'est transformé, afin de fournir à ses lecteurs et aux militants une couverture plus riche de l'actualité internationale. Sur les sujets importants, nous avons commencé à publier des dossiers plus complets, comme celui-ci sur les luttes ouvrières en Pologne.

Pourtant *Inprecor* a dû faire face à certaines difficultés financières. Les hausses des coûts de fabrication (surtout le papier et les tarifs postaux qui ont presque

doublé) nous ont imposé une modification de la formule et une augmentation longtemps différée du prix. Nous avons dû choisir un caractère plus étroit (corps 9 au lieu de corps 10) qui, en restant de lecture aisée, permet de gagner, avec une nouvelle maquette, 30 pour cent de la pagination pour la même quantité de texte.

C'est ainsi que ce numéro double de 48 pages correspond à un 60 pages selon l'ancienne formule.

L'effort qui a été fait depuis un an, pour augmenter la diffusion régulière d'*Inprecor/Intercontinental Press*, et surtout le nombre de ses abonnés devra être poursuivi et accentué à la rentrée. Nous ne doutons pas de votre aide pour réussir.

A bientôt,

L'équipe d'*Inprecor*

Sommaire

Page 3	DOSSIER POLOGNE Le plus grand mouvement de grève depuis 1945 Documents : 2 déclarations du KOR — Le déroulement du conflit aux ateliers mécaniques «Ursus»	Cyril SMULGA
Page 11	LES NOTRES : H. DEWAR 1920 - 1980	
Page 12	ITALIE Après les élections, la relance de l'austérité	Franco TURIGLIATTO
Page 15	FEMMES La conférence de l'ONU à Copenhague Interview d'une militante féministe irlandaise Les trusts pharmaceutiques et la contraception	Mariane MARAIS
Page 21	ALGERIE A la recherche de l'homme providentiel	Ameziane RAFIK
Page 25	IRAN Document : La participation des paysans à la Révolution	Eric HOOGLUND
Page 29	INDOCHINE Impérialisme, Thaïlande et l'aide aux réfugiés	Pierre ROUSSET
Page 34	CHINE Document de l'opposition démocratique	
Page 35	BOLIVIE Une déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur le coup d'Etat	
Page 36	BRESIL Documents : Après le congrès du PT, sur la conception du parti et le mot d'ordre de Constituante	
Page 39	PEROU Résolution du PRT sur le bilan des élections	
Page 44	SALVADOR Un Vietnam pour toute l'Amérique centrale Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale	Andres MEDRANO
Page 47	NICARAGUA Les masses travailleuses accentuent leur contrôle sur la production Message du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale pour le 1er anniversaire de la chute de Somoza	Fred MURPHY

Abonnement - 1 an - 25 numéros

POUR TOUS PAYS : 180 francs français
PAR AVION : Europe, 220 ff; Amérique, Afrique, Asie, 270 ff (ou respectivement 70 dollars US, 75 dollars canadiens)
Afrique du Nord : 225 ff; Moyen-Orient : 225 ff
PLI FERME : France, 300 ff; 350 ff
PLI FERME PAR AVION : nous écrire

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

NOM :
Prénom :
Adresse :
Pays :

VERSEMENT : Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de :
PEC (Presse-Edition-Communications), adressés à :
PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL (France)

VIREMENT à :
PEC - BNP - Agence Robespierre
153, rue de Paris - 93100 - MONTREUIL (France)
Compte numéro 230179/90

«INPRECOR» Edité par «Presse-Edition-Communications» - Administration : 2, rue Richard Lenoir - MONTREUIL - Directeur de publication : Robert MARCH - Imprimé par ROTOGRAFIE (Montreuil)
Commission paritaire N. 59117 - Gérant : Jacques GIRMA
ISSN - 0378 8342

Le plus grand mouvement de grève depuis 1945

LE 1er juillet 1980, en introduisant une hausse des prix de la viande, la bureaucratie polonaise a mis le feu aux poudres. Immédiatement à Ursus, près de Varsovie, dans le combinat de machines agricoles, les Ateliers mécaniques *Ursus*, des arrêts de travail eurent lieu. L'entreprise a, il est vrai, une tradition déjà ancienne de luttes contre les hausses de prix et les manœuvres bureaucratiques pour faire payer la crise à la classe ouvrière : en juin 1976, ce furent les travailleurs d'Ursus et de Radom qui obligèrent le gouvernement à annuler la hausse du prix de la viande ; en décembre 1970, *Ursus* fut l'une des rares entreprises

du centre de la Pologne à suivre l'exemple des ouvriers du littoral.

Dans les jours qui ont suivi, de nombreuses autres usines ont arrêté le travail. Partout, les grévistes exigeaient l'annulation de la hausse des prix et des augmentations de salaires. Le mouvement a touché, jusqu'au jour où nous écrivons, près de quarante entreprises. Dans le lot, une dizaine de très grandes concentrations ouvrières, employant comme *Z.M. Ursus*, l'aciérie *Huta Warszawa* ou l'entreprise automobile *FSO Zeran* de Varsovie, entre 10 000 et plus de 20 000 ouvriers.

Cyril SMUGA

Arrivée au pouvoir à la suite des grèves de la côte baltique, en décembre 1970, obligée finalement en février 1971 d'annuler la hausse des produits alimentaires qui avait déclenché les grèves des chantiers navals, par une grève massive des travailleuses du textile de Lodz, l'équipe Gierek (Premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais, POUP) avait des marges de manœuvres fort réduites. D'une part, l'insuffisance notoire de la production agricole nécessitait une forme de rationnement pour répondre aux exigences du marché, ce qui n'était pas possible du fait des protestations ouvrières ; d'autre part, les augmentations de salaires, consenties en décembre 1970 et en janvier 1971, aggravaient encore les tensions du marché : l'inexistence de produits de consommation durable faisait que les travailleurs utilisaient leurs gains salariaux pour augmenter leur consommation alimentaire.

lancé le pays dans une course à l'industrialisation. Par dizaines de milliers, furent achetées à l'étranger des licences dans le but de moderniser l'industrie polonaise. Simultanément, le marché intérieur a été approvisionné grâce aux importations, tant alimentaires que de biens de consommation durable, achetés en Occident. Des milliards de dollars d'emprunts furent contractés auprès des banques capitalistes. Le développement de la production et des exportations polonaises était sensé permettre un remboursement rapide des emprunts et faire de la Pologne un partenaire commercial à la hauteur de son développement industriel.

Par contre, toutes les concessions que la bureaucratie a dû faire en janvier 1971, en ce qui concerne le « dialogue » avec les travailleurs, leur participation au contrôle de la production et à la mise en valeur de leur créativité, furent systématiquement défaites. Un exemple : alors que Gierek fut obligé de laisser faire des élections libres dans le syndicat du chantier naval *Adolf Warski* de Szczecin — et que des militants du comité de grève ont accédé aux responsabilités tant localement qu'au niveau régional, une politique systématique de répression/intégration dans l'appareil fut menée à leur égard. Bogdan Golaszewski fut assassiné le 10 août 1970. Edmund Baluka, intégré dans l'appareil, coupé des siens, fut licencié après avoir voté contre le rapport moral au congrès national

des syndicats (il était le seul...), et finalement poussé à émigrer. En février 1976, un autre membre du comité de grève, Ulfik, mourut après une tentative de meurtre contre lui... A aucun niveau la bureaucratie n'a voulu céder ne serait-ce qu'une parcelle de son pouvoir. Le slogan était : « *Produisez, consommez, nous ferons le reste !* »

La crise économique capitaliste, le rétrécissement du marché qu'elle a provoqué et l'exacerbation de la concurrence qui a suivi, coupa court aux rêves du développement des exportations. Les produits polonais, en dehors des produits des chantiers navals, bien que peu chers, n'étaient pas fiables, leur niveau technologique était incomparablement inférieur à celui des produits occidentaux. Par contre, la très forte croissance de l'économie polonaise (entre 10 et 15 %) durant plusieurs années provoqua une accélération incontrôlée des importations. En 1976, l'endettement vis-à-vis de l'étranger atteignait 12 milliards de dollars, équivalent d'une année d'exportations. Simultanément, la croissance de la production agricole, n'était que de l'ordre de 3 à 4 % par an. Et la peur de nouvelles grèves a fait que, sans possibilités de contrôle national, les bureaucrates locaux augmentaient les salaires de façon importante : entre 1970 et 1976, les salaires moyens d'ouvriers industriels ont plus que doublé. Les tensions du marché alimentaire s'aggravèrent d'autant.

Crédits tout azimuth et forte croissance

Dans cette situation, confiante dans la pérennité du « boom » économique capitaliste du début des années soixante-dix, la bureaucratie a

Le premier «non» des travailleurs

En juin 1976, lorsqu'il fut clair que la politique du développement industriel accéléré n'avait fait qu'accroître les tensions diverses et que la crise économique du capitalisme n'était pas un phénomène passager, les autorités tentèrent un nouveau tournant. Ce fut la hausse des prix des produits alimentaires de 100 à 150 % et la grève à Ursus où les travailleurs coupèrent la ligne de chemin de fer Poznan-Varsovie, et à Radom où le siège du comité local du POUF fut brûlé. La grève se généralisa à l'ensemble du pays, provoquée autant par la hausse, qui fut annulée au bout de deux jours, que par la répression contre ceux de Radom et d'Ursus.

Incapable de mener une autre politique, la bureaucratie ne put que défaire ce qu'elle avait fait faire : dans tout le pays, une «*manœuvre économique*» fut introduite : il s'agissait de stopper les investissements qui pouvaient encore l'être (en pratique, tout ce qui n'était pas considéré comme prioritaire, même si pour achever les travaux il ne manquaient plus que quelques semaines... !), de réduire drastiquement les importations afin d'utiliser les ressources ainsi dégagées pour payer la dette extérieure (condition sine qua non pour avoir de nouveaux prêts) et d'achever certains investissements considérés comme stratégiques. En fait, les pesanteurs locales et les erreurs de planification provoquèrent la continuation des investissements dans l'industrie lourde au détriment de ceux dans les transports, la production électrique, l'industrie fourragère et la transformation des produits agricoles.

Bilan de faillite

Après la course effrénée aux licences occidentales (1), ce fut le manque de pièces détachées, de matières premières, etc. Ensuite, l'arrêt de la construction de plusieurs centrales électriques et, notamment, de l'immense complexe de Kozienice qui devait, à lui seul, assurer l'approvisionnement en énergie électrique d'un quart du pays; au même moment, on achevait la construction d'un des plus grands complexes sidérurgiques en Europe, *Huta Katowice* — grand consommateur d'énergie — et d'autres investissements du même type, ce qui a produit un important déficit en électricité. En 1976, la Pologne se suffisait en énergie électrique et même en exportait vers les pays voisins. Aujourd'hui, en utili-

lisant ses installations à pleine capacité, il en manque plus du tiers ! Conséquence : quasiment toutes les entreprises sont débranchées un jour par semaine ou par quinzaine !

Enfin, les inondations du printemps 1979 et celles de cet été n'ont pas été provoquées par le Bon Dieu — comme tente de le faire croire la bureaucratie —, mais bien parce que, «*manœuvre économique*» oblige, «*on*» n'a pas considéré comme prioritaire l'entretien des digues de protection et la régulation des fleuves. Dans un pays, au climat tempéré, plat, le prix à payer est lourd : en 1979, on parlait d'un tiers de la Pologne «*sous l'eau*», cet été rien ne garantit que le désastre sera moindre. Le manque à gagner, en ce qui concerne la production agricole et la réparation des entreprises «*sous l'eau*», s'élèvera, sans doute, à plusieurs dizaines de milliards de zlotys (2)... Il en a été de même lorsque les chutes de neige, phénomène assez fréquent en Pologne, avaient paralysé le transport et la production d'énergie dans l'ensemble du pays durant les premières semaines de janvier 1979. Il n'y avait pas

assez de réserves de charbon et de fuel, pas assez de matériel pour déblayer la neige qui recouvrait les voies ferrées, pas assez de produits chimiques pour la faire fondre...

C'est, avec ce bilan désastreux de ses dix dernières années de règne et alors que l'endettement à l'étranger dépasse les 18 milliards de dollars, que l'équipe Gierk a décidé d'augmenter les prix de la viande de 70 à 80 %. En catimini, sans annonce officielle, et dans certaines régions du pays seulement, prudence oblige ! Cette hausse a été d'autant plus durement ressentie par les travailleurs qu'elle touchait les produits jusqu'alors vendus à des prix dits «*normaux*», ceux d'avant 1977, date à laquelle la bureaucratie a créé un réseau parallèle de distribution de viande et de dérivés de la viande dans des magasins «*commerciaux*» affichant des prix de 100 à 150 % plus élevés. Seuls les buffets d'entreprises, dans le réseau «*normal*», étaient encore à peu près approvisionnés. La hausse n'a été annoncée que le lendemain du 1er juillet date à laquelle plusieurs entreprises étaient déjà en grève (3).

LE MOUVEMENT DE GREVES LE PLUS LONG ET LE PLUS MASSIF DE L'HISTOIRE DE LA POLOGNE POPULAIRE

Mardi 1er juillet, la grève à débuté aux Ateliers mécaniques *Ursus*, grand complexe de production de tracteurs et de machines agricoles, employant quelques 14000 ouvriers. Le lendemain, dans l'entreprise *POLMO* de Tczew, à une vingtaine de kilomètres de Gdansk, les 3500 travailleurs ont arrêté la production. Il en fut de même à *WSK Mielec* et à *WSK Swidnik*, deux fabriques d'avions et de matériel de communication, employant chacune plus de 10000 personnes. A Gdansk, le département K1 du chantier naval débrayait et les ouvriers d'*ELMOR*, en grève également, envoyaient une délégation à Gierk. A Varsovie et dans la région, c'était, outre *Ursus* où la grève se poursuivait, le complexe sidérurgique, *Huta Warszawa*, et le département des lampes pour téléviseurs noir-et-blanc de l'entreprise *POLKOLOR Zelow*, près de Piaseczno. Les ateliers d'entretien des tramways de la rue Kaweczynska, après avoir élu une délégation en assemblée générale, annonçaient une grève pour le 7 juillet si la hausse n'était pas annulée. Enfin, à Srem, la fonderie du trust *Cegielski* stoppait le travail les 2 et 3 juillet.

Partout, au bout de deux jours, les travailleurs obtenaient une augmentation de salaire de l'ordre de 7 à 10 %, soit sous forme de prime, soit

directement intégrée au salaire. Simultanément, entre le 4 et le 7 juillet, l'augmentation des prix était annulée.

Cette première vague de grèves était caractérisée partout, sauf à *POLMO* de Tczew et à *Cegielski* de Srem, par un degré d'auto-organisation inconnu en Pologne depuis la grève des chantiers navals de décembre 1970-janvier 1971. A *Ursus*, dans trois départements, des commissions ouvrières, élues par l'ensemble des travailleurs et animées par des militants de l'opposition, furent constituées. Ailleurs, c'était l'élection de comités de grève ou de délégations pour négocier avec la direction.

(1) Pour ne citer qu'un exemple, le département de production navale, celui des chemins de fer et celui du bâtiment, achetèrent chacun une licence de moteurs électriques semblable, qui pour les équipements de navires, qui pour les locomotives, qui pour les machines de chantier. Chaque moteur est produit à quelques exemplaires par mois alors que l'achat d'une seule licence aurait permis de développer une production massive, tant pour le marché intérieur que pour l'exportation.

(2) Monnaie polonaise.

(3) Voir à ce sujet les déclarations du «*KOR*» du 2 et du 11 juillet, publiées ci-après.

Partout, «grève» signifiait occupation de l'entreprise, méthode classique, connue dans les années trente sous le nom de «grève polonaise».

La deuxième vague

Obligée de reculer, la bureaucratie ne s'avouait pas vaincue. Le 8 juillet, l'augmentation des prix était à nouveau introduite dans presque toutes les régions du pays. Et ce fut la deuxième vague de grèves, plus massive bien que moins organisée. C'est que la répression qui s'était abattue sur les dirigeants, réels ou présumés, des grèves de 1970-1971 et 1976, incitait les travailleurs à la prudence. A la question : «*Qui vous représente ?*» dans plus d'un cas, l'assemblée générale répondait d'une seule voix : «*Nous sommes tous nos représentants !*». Les 9, 10 et 11 juillet, la grève toucha la brasserie de Lezajsk, l'entreprise *Zamech* de Elbag, *AGROMET* de Poznan et à Varsovie, l'entreprise de matériel de télécommunication, l'usine *Swierczewski* où une assemblée générale, après avoir élu une délégation et menacé de faire grève, les travailleurs ont obtenu une augmentation de salaire de 10 %, la fabrique de montres électroniques, *Wawel*, et celle de réfrigérateurs, *Mera*, près de Varsovie.

Enfin, ce fut le tour de *FSO Zeran* où sont produites les voitures *FIAT-Polski*, le «Billancourt polonais, qui emploie plus de 20000 travailleurs. Le vendredi 11, la direction annonce des augmentations de de 10 % et renvoie les travailleurs chez eux : «*Les congés commencent le 14 juillet au soir, partez plus tôt !*», s'entendent-ils dire. Rien à faire, ils reviendront le samedi occuper l'usine pour que l'augmentation concédée sous forme de prime soit intégrée au salaire. Ils l'obtiendront !

D'autres entreprises font grève, suivant l'exemple de ceux qui ont gagné 10 %. L'opposition regroupée autour du Comité d'autodéfense sociale, *KOR* et de sa cheville ouvrière, le bulletin bimensuel, *Robotnik* (l'ouvrier), qui popularise de toutes ses forces; les radios étrangères, émettant en polonais, reprennent les informations parues dans la presse occidentale, dont celles parues dans *Rouge*, n'y sont pas pour rien. Partout, les travailleurs savent qu'il est possible de gagner. Des grèves reprennent dans certaines entreprises qui ont déjà débrayé dans les premiers jours de juillet, notamment à *Ursus* et à *WSK Swidnik* où ils obtiendront 15 % d'augmentation.

A Zyrardow, entre Lodz et Varsovie, la majorité des grosses boîtes est en grève : les ateliers de répa-



ration des machine-outils, *Polar-revena*, les producteurs de vodka de *Polmos*, la fabrique des cuirs et peaux, *Syrena* et trois grandes entreprises textiles : *Zaklady Lniarskie*, *Zywardowskie zaklady tkanin technicznych*, et *Stella*. Dans cette dernière qui emploie une majorité de femmes dont de nombreuses mères célibataires, un comité de grève clandestin est créé. Le *KOR* organise des collectes pour permettre à la grève de tenir.

La seule grève où le syndicat officiel, en tant que tel, a joué quelque rôle, est celle de *WSK Swidnik* : craignant que la répression s'abatte sur leurs délégués, les ouvriers ont exigé et obtenu que le conseil syndical les représente aux côtés des délégués durant les négociations avec la direction.

La grève générale de Lublin

Dès le 9 juillet, un certain nombre de grèves ont démarré dans les entreprises importantes de la ville. C'est le cas dans la fabrique de camions de *Lublin*, dans la chaussure chez *Buczek*, aux abattoirs, dans l'entreprise qui produit des balances et à *AGROMET*. Dans au moins deux entreprises, dans l'usine de préfabriqués pour le bâtiment et chez les cheminots, des comités de grève ont été formés.

Les cheminots exigeaient des élections libres dans le syndicat, l'augmentation des allocations familiales jusqu'au niveau des allocations que touchent les militaires et la police de sécurité, une prime «spéciale anniversaire», des samedis libres (4), une augmentation égale pour tous de 1200 zlotys, l'interdiction de l'entrée des flics sur le terrain de «l'entreprise» et la sécurité garantie pour les grévistes. Les revendications du bâtiment étaient similaires : allocations familiales, abrogation du réseau des magasins «commerciaux», augmentation horaire égale pour tous de 5 zlotys.

L'arrêt des trains, suivi par la grève des transports en commun municipaux a entraîné la grève de toutes les entreprises de la ville. Pendant quelques jours, il n'y avait pas de pain, les boulangers s'étant joints au mouvement. La situation a été considérée suffisamment grave pour que les autorités réquisitionnent l'armée pour assurer le transport et l'approvisionnement de la ville. Cependant, en dehors de l'arrestation pendant 48 heures de six militants de l'opposition, nous ne connaissons pas de cas de répression.

La bureaucratie a reculé, annonçant même, dans la presse, que les «*exigences des travailleurs étaient justifiées*». Dans une lettre du Bureau

(4) En Pologne, un samedi par mois est chômé, mais pas dans les transports.

politique du POUP, publiée par l'organe local, *Sztandar Ludu*, les bureaucrates ont néanmoins mis en garde contre «les inquiétudes que suscitent les arrêts de travail chez nos

amis et alliés). Tout le monde a compris : «L'URSS — dont la frontière est à peine à 50 kilomètres de Lublin — veille.»

L'OPPOSITION AU RENDEZ-VOUS

Dès le 2 juillet au soir, le KOR — qui est apparu comme le principal groupe d'opposition — diffusait un court communiqué relatant les grèves. Les militants du KOR et de *Robotnik*, lorsqu'ils n'étaient pas présents dans l'usine, se rendaient sur place vérifier les informations reçues sur les grèves et distribuer la déclaration ainsi que le numéro 56 de *Robotnik*, paru le 1er juillet, à la veille des grèves. Une permanence téléphonique était assurée dans plusieurs appartements de Varsovie. Le KOR informait quotidiennement la presse étrangère sur les grèves, ne donnant que les informations qu'il avait pu vérifier.

Le 11 juillet, une nouvelle déclaration était prête, suivie le lendemain du numéro 57 de *Robotnik* qui la publiait ainsi que des articles relatant le déroulement des grèves connues à ce moment, présentait les revendications avancées et les formes d'organisations. Un article à part décrivait, de façon détaillée, l'expérience d'*Ursus*, la plus avancée selon les militants de l'opposition.

Le KOR s'engageait à venir en aide aux travailleurs réprimés pour cause de grève et commençait à collecter un fond de grève pour certaines entreprises.

Simultanément une série de revendications immédiates (5) furent publiées parmi lesquelles il faut noter l'introduction du rationnement de la viande, seule façon égalitaire, selon le mouvement, de répartir la pénurie. (En l'absence d'un contrôle populaire et vu l'inégalité des revenus et des pouvoirs, le rationnement en stimulant le marché noir, risque d'avoir les

effets opposés.) Interrogé par nous au téléphone, Jacek Kuron, un des principaux animateurs du KOR, déclarait : «*Nous pensons que, dans cette vague de grèves, nous pourrions gagner en expériences, populariser — ce qui est le plus important — les expériences les plus avancées. Et, comme nous nous attendons à un «automne chaud», nous pensons que cet automne nous arriverons à généraliser l'auto-organisation de l'ensemble de la société mais, en premier lieu, celle des travailleurs.* (6)» Le chemin parcouru par le KOR, né en septembre 1976, est énorme : il a aidé les travailleurs réprimés et est, aujourd'hui, capable d'organiser les travailleurs les plus avancés, de populariser les luttes, même s'il reste un mouvement hétérogène dont les options politiques contradictoires aboutissent souvent à des compromis ambigus (7).

Organisation pragmatique dont l'idéologie est confuse (mais être marxiste dans un pays où les travailleurs font massivement grève contre un gouvernement qui se prétend «marxiste», n'est pas un réflexe évident !), penchant tantôt vers l'église lorsque celle-ci montre sa force, tantôt vers la paysannerie, comme lors des grèves du lait en 1978, le KOR s'est, cette fois-ci, orienté vers le soutien à la classe ouvrière. Seul parmi les divers groupes d'opposition, il a été capable de le faire. Et aujourd'hui par le biais de *Robotnik* — bulletin bimensuel tiré à 30 000 exemplaires et dont le KOR veut tripler le tirage d'ici l'automne — il incarne la mémoire collective de la classe. D'un groupe de «patronage» intellectuel, il s'étend vers réseau d'ouvriers combattifs.

LA GRANDE PEUR DES BUREAUCRATES ET LA CRISE QUI APPROCHE

La réaction de la bureaucratie a été, dès le début, de reculer face à la classe ouvrière organisée et soutenue (et informée régulièrement) par l'opposition. Les directions des entreprises ont partout accepté de discuter avec les grévistes, signant là où les travailleurs l'exigeaient des engagements à ne pas réprimer les grévistes. Les premiers jours, les prix ont valsé sous les coups de butoir du mécontentement ouvrier. Partout, les travailleurs ont obtenu des augmentations de l'ordre de 7 à 15 %. Et là où les organisations créées pendant les grèves voulaient se maintenir, la bureaucratie n'a pas été capable de s'y opposer.

De répression, en dehors de quelques arrestations d'opposants pendant 48 heures — fort nombreuses — point ! La milice a même reçu une circulaire la mettant en garde : «*Ne vous montrez pas en uniforme près des usines, à fortiori lorsqu'elles sont en grève. Ne faites pas circuler de cars dans les environs de ces entreprises. Si, lors des pillages de magasins, vous devez intervenir, faites le vite et dans le calme. Ne le faites, en aucun cas, s'il y a risque de bagarre !*»

Simultanément, des brèches sont apparues dès les premiers jours dans le monolithisme de l'appareil.

Par exemple, Stanislaw Kania, membre du Bureau politique, a prononcé à Gdansk devant les cadres du parti un discours mettant implicitement en cause la direction actuelle et se posant en candidat au pouvoir. Le parti ne contrôle plus la crise de l'économie. Il ne connaît ni la production réelle ni les dépenses — toutes les statistiques sont fausses — et même l'approvisionnement en pain n'est pas garanti pour les prochains mois ! Le rédacteur en chef de *Polityka*, hebdomadaire central officieux du POUP, après avoir félicité les réussites de la politique étrangère de Gierek, a brossé un tableau de la situation économique sombrement réaliste, mettant en cause les méthodes du pouvoir actuel. Dans un autre article, il n'a pas manqué de rappeler sa fonction de député «*élu du peuple*», alors que l'hebdomadaire n'a pas l'habitude de rendre compte des débats de la Diète. Les «dauphins» fourmillent !

Si, de concession en concession, la bureaucratie a réussi, semble-t-il, à arrêter la vague de grèves en cours, notamment grâce aux départs en congés payés, la crise a toutes les raisons de rebondir cet automne. D'abord, parce que les hausses de prix — celle déjà entrée en vigueur et les autres, inévitables en particulier sur le marché libre — vont réduire à la portion congrue les gains salariaux obtenus. Ensuite, parce que les travailleurs, conscients de leur force, vont s'opposer de plus en plus à la gabegie bureaucratique. Enfin, parce que les réformes réclamées par une partie des tenants du pouvoir, risquent fort de ressembler à un plan d'austérité déguisé.

Les travailleurs connaissaient déjà l'incapacité des bureaucrates à gouverner le pays. Ils mesurent aujourd'hui leur faiblesse. Le développement de l'auto-organisation ouvrière, même sous la forme syndicaliste des commissions ouvrières ou des délégués d'atelier, ne manquera pas de poser le problème du droit des travailleurs à contrôler la gestion de leurs entreprises. De là à revendiquer l'autogestion, démocratiquement centralisée pour l'ensemble de l'économie, il n'y a qu'un pas. En Pologne, maillon le plus faible de la chaîne bureaucratique, la crise ne fait que commencer.

Le 21 juillet 1980 □

(5) Voir la déclaration du «KOR» du 11 juillet, publiée ci-après.

(6) Voir interview à «Rouge» publiée dans le numéro 928 du 18 juillet 80.

(7) Voir «Inprecor» numéro 59 du 19 septembre 1979 : «Voyage à l'intérieur de l'opposition polonaise».

Déclaration du KOR du 2 juillet 1980

LE 1er juillet une augmentation importante du prix de certaines qualités de viande et charcuterie a été introduite. Etant donné qu'il n'y a pas eu de communiqué officiel annonçant cette hausse, la société ne connaît ni son étendue, ni son taux. On sait seulement que, dans les boucheries et dans les buffets d'entreprises, les marchandises vendues jusqu'alors aux prix de marché, ont été vendues aux «prix commerciaux» (1), c'est-à-dire deux fois plus cher.

Nous savons qu'apprenant l'augmentation des prix, les ouvriers de trois entreprises de *Z.M. Ursus* se sont mis en grève. Au total, sur les 17 000 travailleurs de *Z.M. Ursus*, 40 % ont pris part à la grève jusqu'à aujourd'hui. Les grévistes exigent l'échelle mobile des salaires pour compenser l'augmentation des prix et avancent des revendications liées aux conditions de travail et aux salaires dans les diverses entreprises : le triplement de la prime pour les travaux effectués dans des conditions nuisibles pour la santé, 10 % de prime pour le travail de nuit, etc.

Les grèves durent de deux à plusieurs heures. Elles s'interrompent durant les discussions avec la direction qui s'engage à prendre en considération les revendications et à donner une réponse ultérieurement. La direction s'engage par écrit à ne pas réprimer les grévistes. Ces engagements sont remis aux représentants des grévistes. A *Z.M. Ursus*, la grève se poursuit toujours dans le secteur du montage et dans celui des roues dentées.

Le 2 juillet à Tczew, une grève a commencé dans l'entreprise produisant des accessoires automobiles *POLMO*. Toute la première brigade a

fait grève et, à 14 heures, la deuxième brigade a également commencé la grève. L'entreprise emploie environ 3 500 travailleurs. Les grévistes exigent une augmentation des salaires compensant la hausse des prix.

Nous recevons des informations sur les grèves dans d'autres entreprises mais, pour le moment, nous ne pouvons les vérifier.

La façon dont l'augmentation des prix a été faite montre, une nouvelle fois, le mépris de la société et de ses droits. La crise économique dure depuis plusieurs années déjà. Les autorités d'Etat n'ont rien fait pour améliorer la situation du pays. Elles rejettent les conséquences de leur incapacité sur la société. L'augmentation des prix, sans une réforme économique et sociale générale, n'améliore rien.

Le Comité d'autodéfense sociale, *KOR*, exprime son entière solidarité aux grévistes et appuie leurs exigences. Nous soulignons, en particulier, notre soutien à la revendication d'échelle mobile, ce qui peut, au moins en partie, arrêter la paupérisation de la société qui s'accroît.

Nous exigeons une information complète sur l'actuelle hausse des prix. Nous exigeons la publication du bilan alimentaire (production, consommation, commerce extérieur, autres dépenses). Nous exigeons une information complète sur l'étendue des protestations ouvrières. Nous mettons en garde les autorités de la République populaire de Pologne devant l'irresponsable provocation de la société, qui peut mener à une catastrophe nationale. Nous appelons à mener des négociations sérieuses avec les représentants, indépendants, élus démocratiquement, des travailleurs.

Nous nous adressons aux ouvriers de toute la Pologne. Nous mettons en garde devant les formes de protestation qui pourraient être utilisées par les autorités pour provoquer des émeutes. La forme de lutte ouvrière la plus efficace pour les intérêts des travailleurs et de toute la société, et surtout la moins dangereuse pour toute la nation, est l'auto-organisation au sein des entreprises, l'élection de représentants ouvriers indépendants pour qu'ils présentent, au nom de tous les travailleurs, les revendications, mènent les négociations avec les autorités, dirigent l'action ouvrière de façon responsable mais résolue. Les travailleurs doivent être conscients que seule l'action solidaire peut donner des résultats positifs. Avant tout, il ne faut pas permettre que les autorités commencent une quelconque persécution des grévistes et des dirigeants ouvriers, réels ou supposés.

Nous nous adressons à l'ensemble de la société pour qu'elle appuie solidairement les exigences ouvrières. □

Varsovie, le 2 juillet 1980
Comité d'autodéfense sociale, *KOR*

(1) Les «prix commerciaux» ont été introduits, en 1977, dans un certain nombre de magasins. Il s'agissait de contourner l'engagement pris par le gouvernement, au lendemain de la grève générale de juin 1976, de ne pas augmenter les prix. En principe, ces magasins devaient vendre la viande et la charcuterie de meilleure qualité. En fait, ce sont les seuls magasins où, sauf dans les conditions exceptionnelles quand la bureaucratie «fait un geste» (à la veille de Noël par exemple), on peut trouver la viande et la charcuterie. Les prix pratiqués y sont 100 à 150 % plus élevés que ceux pratiqués par les boucheries ordinaires qui, elles, ne sont pas approvisionnées.

Déclaration du KOR du 11 juillet 1980

LE 1er juillet, une forte hausse du prix de la viande et de la charcuterie a été introduite. Le 2 juillet, au cours du journal télévisé, le vice-président de *Spolem* (2) a officialisé la hausse qui ne touchait plus qu'une partie des articles augmentés la veille. Le 4 juillet, dans diverses régions du pays, dans les buffets d'entreprises (3) et dans certains magasins, on a vu le retour aux anciens prix pour quasiment tous les articles augmentés trois jours auparavant. Dans d'autres régions, par contre, les nouveaux prix ont été maintenus dans les buffets et les magasins. Les jours suivants et jusqu'à ce jour, la valse des prix a continué. Par exemple, dans le buffet d'entreprise de l'aciérie *Huta Warszawa*, le 1er juillet, les nouveaux prix ont été introduits; le 3 juillet entre 7 et 12 heures, les anciens prix étaient en vigueur entre 12 et 14 heures, ensuite les nouveaux à partir de 14 heures le 3 et durant toute la journée du 4, on est revenu aux anciens prix, puis du 5 jusqu'à ce jour, ce sont les nouveaux prix qui sont appliqués.

Le 9 juillet, a eu lieu, à Varsovie, la réunion de la direction centrale du Parti et des gestionnaires de l'économie. Le maintien de la hausse des prix a été confirmée mais pour moins de produits que ce qu'avait annoncé le vice-président de *Spolem* (deux qualités de viande, le lard, certaines volailles et conserves). Pour l'année prochaine, une hausse des retraites dites de «l'ancien portefeuille» (4), une augmentation substantielle des allocations familiales et une hausse des plus bas salaires ont été annoncées.

Les autorités retirent la hausse des prix, l'introduisent à nouveau puis la réduisent, promettent la hausse des salaires, le tout sous la pres-

sion des protestations ouvrières, des revendications appuyées par des menaces de grève et par des grèves.

Actuellement, nous possédons des informations sur les grèves dans 14 entreprises (5) : l'aciérie *Huta Warszawa*, l'entreprise automobile *FSO* à Varsovie, *Z.M. Ursus* près de Varsovie, *WSK Mielec*, *WSK Swidnik*, *POLMO* à Tczew, *POLCOLOR Zelow* à Piaseczno près de Varsovie, *ZELMOT* à Varsovie, le combinat de construction de *Rzeszow* à Dabrowa Gornicza, les abattoirs de *Grudziadz*, le département K 1 des chantiers navals de Gdansk, l'entreprise *Rosa Luxembourg* de Varsovie, *KAMET* de Poznan, *Cegielski* à Srem.

Dans cinq entreprises, les travailleurs ont exigé l'ajournement de la hausse de prix, dans huit, une augmentation des salaires, dans une autre (*FSO*), une hausse des salaires et une baisse des prix. Partout où les travailleurs ont exigé l'augmentation des salaires, la direction s'est engagée à les augmenter.

Dans trois départements de *Z. M. Ursus*, des commissions ouvrières ont été créées. La direction s'est engagée, par écrit, à ne pas réprimer les grévistes. Les travailleurs exigent l'échelle mobile des salaires.

Les grèves continuent dans tout le pays. Dans la déclaration en date du 2 juillet (6), nous écrivions : «*Le comité d'autodéfense sociale, KOR, exprime son entière solidarité aux grévistes et appuie leurs exigences. Nous soulignons en particulier notre soutien à la revendication d'échelle mobile... La forme de lutte ouvrière la plus efficace pour les intérêts des travailleurs et de toute la société, et surtout la moins dangereuse pour toute la nation, est l'auto-organisation au sein des entreprises, l'élection démocratique de représentants ouvriers indépendants pour qu'ils présentent, au nom de tous les travailleurs, les revendications, mènent les négociations avec les autorités, dirigent l'action ouvrière de façon responsable mais résolue. Les travailleurs doivent être conscients que seule l'action solidaire peut donner des résultats positifs. Avant tout, il ne faut pas permettre que les autorités commencent une quelconque persécution des grévistes et des dirigeants ouvriers, réels ou supposés.*»

La politique irresponsable d'investissements menée au cours des années soixante-dix, la politique agricole qui a conduit à la crise de l'offre des produits agricoles, tout cela a créé une véritable catastrophe économique. Un des facteurs de crise est également le système des prix con-

(2) «*Spolem*» est la coopérative qui contrôle la plupart des magasins alimentaires de l'ensemble du pays.

(3) Dans certaines entreprises, les buffets vendent également des biens de première nécessité, dont la viande et la charcuterie. Les prix pratiqués y sont ceux du réseau ordinaire (voir note 1). Ils sont, en général, mieux approvisionnés que les réseaux publics afin d'éviter le mécontentement des travailleurs. C'est l'augmentation de certains produits vendus dans ces buffets (notamment du lard et du jarret de porc) qui a mis le feu aux poudres le 1er juillet 1980.

(4) Il s'agit de retraites dont le paiement a commencé avant la promulgation, suite aux grèves de 1970-71, de la nouvelle loi sur les retraites. Leur montant est inférieur de moitié aux retraites accordées depuis.

(5) Cette liste a été établie le 11 juillet. Elle ne comporte donc que les informations reçues et vérifiées par le «*KOR*» à cette date. Depuis, le nombre des grèves connues a doublé. (Voir article ci-dessus.)

(6) Voir document publié ci-dessus.

traire aux lois économiques et maintenu depuis des dizaines d'années. Mais ce système ne peut être changé que dans le cadre d'un changement radical de l'ensemble de l'économie. Le système économique actuel est irrationnel, il freine le progrès, gaspille l'effort humain et sape le moral des travailleurs.

On critique les ouvriers en disant qu'ils travaillent mal, que la paresse règne et que la journée de travail n'est pas utilisée. Mais tout cela vient du fait que les gens ne veulent pas travailler à cause du système des stimulants (7) et du fonctionnement de l'ensemble de l'économie. Ce n'est pas du fait des ouvriers qu'il manque des matières premières ou que l'usine s'arrête parce qu'on a coupé le courant. Le Parti ouvrier unifié polonais, POUP, veut se décharger sur la société de la responsabilité de ses propres erreurs, de son incapacité et de son incompréhension des processus économiques.

Le changement du système des prix ne pourra être accepté que lorsqu'il sera un petit maillon d'une réforme radicale de l'économie. En effet, la cause essentielle de la crise, c'est la politique, vieille de plusieurs années, des gouvernements de la République populaire de Pologne qui consiste à prendre les décisions en dehors de la société et à remplacer les réformes économiques nécessaires par des mesures au jour le jour. Les conséquences négatives de cette politique pèsent entièrement sur la société et en particulier sur les couches les plus démunies.

Il faut entreprendre immédiatement les actions nécessaires pour sauver le pays de la catastrophe :

1 - Le système économique et la façon dont sont prises les décisions concernant l'ensemble de la société doivent être radicalement changés. Le Comité d'autodéfense sociale, KOR, ne se prononce pas sur les orientations de cette réforme. Nous sommes persuadés que seule une discussion pan-nationale peut les définir. Sans doute, une telle discussion prendra en compte les propositions de réformes formulées durant ces dernières années par les institutions sociales indépendantes. Le programme gouvernemental des réformes et le calendrier de sa réalisation doivent, de la même façon, être clairement formulés. Dans le cas contraire, nous répondrons aux actions au jour le jour du gouvernement par des actions de riposte au jour le jour des différents groupes sociaux.

2 - Etant donné que la cause immédiate de l'actuelle tension est la situation du marché alimentaire

et, en particulier, du marché de la viande, il faut immédiatement stopper la politique qui provoque la faillite des paysans individuels, principaux producteurs de la nourriture. Il faut garantir la propriété privée de la terre, la liberté de la vendre et de l'acheter. Toutes les formes de production agricole (familiale, coopérative et étatique) doivent être traitées de la même façon en ce qui concerne l'approvisionnement, la vente, les prix, les crédits, l'impôt et les droits de recours à la justice. Il faut consacrer à l'agriculture individuelle une juste part, plus importante qu'elle ne l'est actuellement, de fourrage et des autres moyens de production liés à l'agriculture.

3 - Tant que ce changement de la politique agricole ne conduira pas à l'augmentation des livraisons de produits alimentaires sur le marché et tant que les autorités de l'Etat ne seront pas capables d'assurer l'approvisionnement de tous en viande, accessible dans les magasins au prix normal, il faudra supprimer les «prix commerciaux» (8) et introduire le rationnement général de la viande et de ses dérivées, c'est-à-dire des tickets de rationnement au prix d'avant le 1er juillet 1980.

4 - Il est nécessaire de publier l'ensemble des données concernant la situation économique et, en particulier, l'endettement vis-à-vis de l'étranger et le bilan en entrées/sorties de la viande (production globale, consommation individuelle et collective, commerce extérieur).

5 - Il est particulièrement important que les discussions et les négociations à venir se déroulent dans le calme et que leurs résultats expriment le point de vue réel, de tous les groupes sociaux. Les autorités doivent comprendre qu'elles n'éviteront pas la négociation avec la société. Mais c'est d'elles que dépend le climat dans lequel ces négociations se dérouleront : dans le calme ou dans l'atmosphère d'une lutte de plus en plus déterminée.

Le Comité d'autodéfense sociale, KOR, en accord avec ses buts, souligne la nécessité de rétablir les droits des citoyens. Ils ont été garantis dans les «Chartres des droits de l'Homme», ratifiées par la RPP. L'observation de ces droits par les autorités créera les conditions d'un accord en ce qui concerne les réformes économiques, politiques et sociales les plus urgentes.

— Il faut rendre possible aux assemblées de travailleurs l'élection de commissions ouvrières, de commissions d'employés, de syndicats indé-

pendants et d'autres formes de représentation capables de défendre les intérêts des travailleurs.

— Il faut rendre possible l'organisation des citoyens, la lutte pour leurs droits, la proposition et la réalisation d'initiatives dont le but est le bien de la société.

— Pour faciliter cela, il faut changer le «décret sur les assemblées et associations» ;

— Il faut changer le Code du Travail et, en particulier, supprimer l'article 52/1 qui permet le licenciement pour cause de grève. Le droit de grève doit être garanti par la loi.

Il faut créer les conditions d'une discussion pan-nationale sur la situation actuelle; à côté de facteurs proprement économiques, il y a le baillonnement de la société par la censure et le monopole des mass-média (presse, radio, télévision) qui permet non seulement d'empêcher l'expression des opinions réelles de la société mais également les prises de positions de spécialistes lorsqu'elles sont considérées comme gênantes. De cette façon, aussi bien la société que les autorités, sont privées de tout contrôle sur la situation du pays et les gens qui connaissent les problèmes économiques et sociaux ne peuvent faire entendre leurs propositions ni auprès des autorités ni, ce qui n'est pas le moindre, auprès de leurs concitoyens. Le maintien de cette situation ne permet pas de trouver de solutions et augmente ainsi le danger d'une catastrophe.

— Il faut donc permettre l'accès des mass-média aux experts indépendants, publier les prises de positions des assemblées de travailleurs, des organisations indépendantes, stopper les poursuites contre les éditions et la presse indépendantes.

— Il faut supprimer la censure préventive et promulguer une loi sur la presse qui précise les sanctions nécessaires à la protection des secrets militaires et des personnes privées.

— Il faut arrêter la répression que subissent les gens qui mènent une activité sociale et politique indépendante.

(7) En fonction de l'accomplissement du plan général, les ouvriers touchent une prime. Cela dit, on fait encore largement appel aux «stimulants idéologiques» (tableau d'honneur, etc.) dont les travailleurs ne se soucient guère quand ils ne cherchent pas à les éviter.

(8) Voir ci-dessus note (1).

- Les compétences de la milice et des services de sécurité devraient être réduites.
- Il faut rétablir l'indépendance de la justice.
- Tous les prisonniers politiques doivent être immédiatement libérés.

Nous avons précisé ci-dessus les conditions minimales qui permettraient d'entamer une discussion pan-nationale sur la situation actuelle et

d'arriver à une entente entre la société et les autorités. Le Comité d'autodéfense sociale, *KOR*, s'adresse à l'ensemble de la société et, en particulier, aux assemblées ouvrières pour qu'elles appuient ces propositions et les mettent en avant dans les négociations à venir avec les autorités. Il ne faut pas se satisfaire d'un retrait partiel de la hausse des prix ou d'une indemnité partielle obtenue seulement dans les entreprises les plus importantes. Ces reculs des autorités n'améliorent pas les conditions de vie, en particulier, pour les couches les plus démunies. Il s'agit non

seulement des conditions de vie, mais aussi il est très important d'arrêter le processus de désagrégation de l'Etat et de la société. L'irresponsabilité des autorités ne nous libère pas de notre responsabilité envers notre pays.

Comité d'autodéfense sociale, *KOR*

N.B. : Le Comité d'autodéfense sociale, *KOR*, conformément à ses buts, viendra en aide à tous ceux qui auront été réprimés pour leur participation aux grèves. □

Dossier Pologne

Le déroulement du conflit aux Ateliers mécaniques *Ursus*

LA grève aux Ateliers mécaniques *Ursus* a commencé dans trois départements, le mardi 1er juillet, dans la deuxième équipe. Elle fut directement provoquée par les bruits concernant une augmentation du prix de la viande. La tension est montée du fait du manque d'informations. Le mercredi, le buffet d'entreprise n'a pas été approvisionné en viande. La grève a gagné les autres départements; le mercredi, seuls deux départements des presses travaillaient, violemment conspués par les autres travailleurs.

Le 3 juillet, la grève a atteint les chaînes de montage. Les ouvriers arrêtaient le travail, débranchaient les machines et se groupaient en brigades pour formuler les revendications. La grève s'étendait lentement.

Les membres de la direction et les activistes du parti pour l'émulation dans le travail appelaient à la reprise. Ils s'approchaient des groupes d'ouvriers et, s'il y avait des membres du parti, ils en appelaient à leur conscience de militants — sans résultats. Certains se faisaient particulièrement remarquer par leur zèle. Le contre-maître *Grazniewski*, du département des châssis, menaçait ses subordonnés de sanctions pénales et le contre-maître *Pietrzka*, du département de montage des moteurs, de licenciements disciplinaires. Simultanément, la direction

a commencé à chercher à isoler des grévistes. Les Ateliers mécaniques ont été isolés du reste du monde et, dans certains départements, le téléphone a été coupé pour que les grévistes ne puissent pas informer l'extérieur.

Les grévistes du département PS de montage ont élu une délégation de dix membres, de même que ceux du département PB des châssis où la délégation comptait vingt personnes.

Au département PR de réparation et d'énergie, les ouvriers ont organisé une assemblée générale, rédigé un cahier de revendications et élu un comité de grève de sept personnes.

La direction, tentant de maîtriser la situation, organisait des réunions de chefs de brigade, contre-maîtres, etc., sans réussir à faire reprendre le travail. Etant donné cet échec, les directions de département ont entamé des négociations, selon les cas, avec les délégués ou avec l'ensemble des travailleurs. Au début, la direction expliquait que les ouvriers des autres entreprises étaient encore moins bien traités et promettait des augmentations à compter du 30 septembre pour ceux qui accompliraient la norme. Dans la plupart

des départements, les deuxième et troisième équipes ont rejoint la grève. Le lendemain, la grève était totale.

En présence d'un dirigeant local du parti, le comité de grève a présenté les revendications des grévistes :

- 1 - Augmentation de la prime pour travail dans des conditions dangereuses pour la santé, de 0,1 à 1,5 zlotys de l'heure;
- 2 - Création d'une prime de 10 % pour le travail en seconde équipe;
- 3 - Augmentation des salaires de façon à compenser la hausse des prix, introduction de l'échelle mobile.

Les grévistes ont donné deux heures à la direction pour répondre.

Passé ce délai, le directeur assisté des directeurs de département a fait son apparition. Ils commencèrent comme d'habitude par des menaces. En réponse, les travailleurs ont rajouté une revendication : que la direction signe un engagement écrit de ne pas réprimer les grévistes. Le directeur promet et appela à la reprise du travail. Il annonça que la direction était prête à examiner en détail les revendications, plus tard, si le travail reprenait. C'était le moment crucial. Les grévistes ont tenu bon et la direc-

tion changea de tactique. Elle accepta de négocier, posant comme seule condition que le comité de grève change de nom pour que le terme «grève» n'apparaisse pas. Les travailleurs ont accepté et c'est ainsi que le comité a pris le nom officiel de «commission ouvrière». Les discussions commencèrent.

En attendant leur issue, les travailleurs ont commencé les préparatifs pour couper l'eau chaude, menaçant de paralyser tous les départements si les discussions n'aboutissaient pas. De temps en temps, un des délégués sortait et informait les travailleurs du déroulement de la négociation. La délégation de la direction comprenait : le directeur-général, faisant fonction de négociateur en chef, le directeur des départements, le premier secrétaire local du parti et une personne inconnue des travailleurs.

Finalement, la direction s'engagea à satisfaire les revendications 1 et 2 dans la semaine et la revendication 3 avant le 15 février suivant. Elle refusait, par contre, de s'engager en ce qui concerne la non-répression des grévistes. Ceux-ci ont donc voté la continuation de la grève. La direction recula à nouveau à 16h30.

Le lendemain, le directeur a informé les travailleurs sur les diverses augmentations : sur les primes de risque, de 400 zlotys sur les salaires (9). Une prime supplémentaire de 500 zlotys fut de plus accordée.

Dans le département PS, ne voulant pas de rencontre avec la délégation des travailleurs, la direction a pris les devants. Les travailleurs furent informés par leurs contre-maîtres et chefs de brigades qu'on leur accordait une prime exceptionnelle de 10 % en plus d'une augmentation de salaire de 10 %.

Dans les départements PB et PP, il y eut des discussions avec les grévistes. Les augmentations furent égales à celles du département PR et dans le département PB, les grévistes ont obtenu en plus que les travailleurs de la catégorie 3 passent en catégorie 4. Dans le département PB, les travailleurs ont pu obtenir une prime supplémentaire.

Peu après, le travail a repris normalement dans tous les départements. La «commission ouvrière» a décidé de se maintenir. □

Source : *Robotnik*, numéro 57 du 12 juillet 1980.

(9) Il s'agit d'une erreur : l'augmentation ne fut, en fait, que de 200 zlotys (NDLR).

Les nôtres

Hugo Dewar (1920-1980)

HUGO DEWAR, mort le 14 juin dans sa 71^{ème} année, a appartenu pendant plus d'un demi-siècle à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de Grande-Bretagne. Il adhéra d'abord à l'*Independent Labour Party*, puis au Parti communiste britannique dans les années qui suivirent la grève générale de 1929. Lors de la montée du nazisme en Allemagne, il s'opposa à la politique stalinienne de la «3^{ème} période» et, avec les membres du groupe dit de Balham, un quartier de Londres, il fonda la première organisation trotskyste en Grande-Bretagne, la *Communist League*, section britannique de l'Opposition de Gauche internationale.

Au cours de l'histoire assez chaotique du mouvement trotskyste ainsi que des autres organisations révolutionnaires de ce pays, Hugo Dewar ne cessa de militer, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale. Exprimant parfois des divergences politiques ou tactiques avec la Quatrième Internationale, il ne céda jamais quoi que ce soit à la social-démocratie ou au stalinisme. Il a écrit des livres, des brochures

sur des questions comme la politique du PC britannique, les procès de Moscou, les événements de Hongrie. Il était également poète à ses heures.

Au cours de ces années tragiques qui virent la victoire du fascisme sur le continent européen et du stalinisme dans les partis communistes, son logement à Londres était ouvert et de nombreux exilés révolutionnaires s'y étaient réfugiés. Aucun d'eux — j'en suis certain — n'a oublié l'accueil et la camaraderie fraternelle avec lesquels il fut reçu par Hugo (qui parlait plusieurs langues) et par sa compagne Margaret, elle-même réfugiée d'Europe orientale. Hugo était d'une génération qui a connu beaucoup de défaites et de déceptions, mais il n'a jamais abandonné le combat de la classe ouvrière et n'a jamais désespéré de la victoire de la révolution socialiste.

Nous adressons à sa compagne, Margaret Dewar, nos condoléances attristées et notre solidarité dans l'épreuve qu'elle traverse.

Pierre FRANK

Après les élections, la relance de l'austerité

Franco TURIGLIATTO

LORSQU' il se forma, le printemps passé, avec l'appui de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste et du Parti républicain, le second gouvernement Cossiga ne proposa aucun plan économique. Il attendait que les élections aient eu lieu pour lancer, ensuite, une politique d'austérité bien plus rude que celle qui avait été appliquée depuis 1976 en Italie.

L'attaque violente que le patronat et le gouvernement sont en train de lancer contre la classe ouvrière fut annoncée dans le cours même de la campagne électorale par la mise au chômage technique, un jour par semaine durant sept semaines, à la FIAT, de 78000 ouvriers.

Un saut qualitatif dans l'attaque gouvernementale et patronale

Après les élections, l'attaque gouvernementale a pris toute son ampleur, bien que, du point de vue même des capitalistes, 1979 fût une année relativement positive. En effet, pour la première fois depuis de nombreuses années, le taux de croissance de l'inflation, qui fut de 20 %, fut supérieur de 1 % à celui des salaires.

Selon la Banque d'Italie, une source bourgeoise au-dessus de tout soupçon, le revenu national en 1979 a crû de 5 %, la production industrielle de 7 % et la productivité horaire de 8 %. L'augmentation de la richesse produite par les travailleurs s'est donc faite exclusivement à l'avantage de la classe capitaliste.

Dans l'industrie, les coûts unitaires salariaux ont diminué de 4,7 % en termes réels. Cette réduction des coûts unitaires a permis une redistribution des revenus d'environ 3,4 % en faveur des profits. Mais la crise qui s'annonçait, poussa les patrons italiens à prendre des mesures d'attaque plus radicales et à chercher à infliger une défaite à la classe ouvrière. De nombreuses voix patronales se sont élevées pour réclamer une dé-

valuation de la lire afin de rendre plus compétitifs les produits italiens sur les marchés extérieurs.

L'échelle mobile des salaires est devenue l'objectif central de l'attaque du patronat. Elle serait, selon lui, la cause fondamentale de l'inflation et il réclame sa neutralisation. Au sein même du gouvernement, la proposition d'un blocage de l'échelle mobile a été discutée. A son tour, le vice-président de la FIAT, Umberto Agnelli, demanda la dévaluation de la lire et annonça que la FIAT aurait recours à des licenciements massifs. Le chiffre de 15000 ouvriers à licencier fut rapidement avancé. Le leitmotiv des politiciens et des économistes bourgeois a été le suivant durant la dernière période : *« Il faut diminuer le coût du travail pour faire face à la concurrence étrangère. Il faut garantir une plus grande mobilité de la force de travail. »*

Le président de la FIAT, Gianni Agnelli, dans son rapport annuel aux actionnaires, a non seulement souligné à plusieurs reprises la nécessité des licenciements, mais de plus a clairement exprimé la volonté de tous les patrons italiens de retourner, après ces douze dernières années, à une situation dans laquelle ils puissent réellement diriger dans l'entreprise, disposer pleinement, selon leur volonté, des machines et des hommes comme cela se fait dans la quasi-totalité des pays capitalistes.

Le gouvernement, à la fin juin, prenait des mesures économiques très dures dont l'axe central était le blocage de l'échelle mobile des salaires. Dans les entreprises, l'inquiétude et la tension montèrent immédiatement malgré la passivité des directions syndicales. Les travailleurs considéraient, à juste titre, l'échelle mobile comme la principale conquête économique et sociale de leurs luttes depuis 1969.

La lutte pour les contrats au niveau des entreprises

Dans cette période, de nombreux travailleurs sont engagés dans des luttes pour le renouvellement des contrats au niveau des entreprises.

Ces luttes doivent aboutir à une intégration de ces contrats aux contrats conclus au niveau national qui, eux, ont été renouvelés l'an passé.

Dès le début, ces luttes ont mal commencé. En effet, il est impossible pour la classe ouvrière de faire face à des problèmes généraux tels que l'inflation galopante ou le chômage, avec des luttes partielles et isolées, en particulier quand elle se trouve devant un patronat uni et décidé à lui infliger une défaite économique et politique.

Les directions syndicales, que ce soient celles des grandes confédérations ou celles des fédérations traditionnellement combattives comme le syndicat de la Chimie ou de la Métallurgie, avaient envisagé ces renouvellements contractuels dans le cadre d'un développement de la production industrielle italienne, ce qui aurait permis une collaboration de plus en plus ouverte avec le patronat. En effet, les syndicats mettent tous les jours plus l'accent sur la nécessité d'augmenter la productivité et de diminuer le coût du travail pour rendre l'industrie italienne plus compétitive sur le marché mondial. Au centre des revendications syndicales, se trouve une idée bien peu précise : « la nouvelle organisation du travail ». Avec cette formule, on indique diverses choses :

- 1 - la revendication de l'accroissement de l'automation, ce que le patronat a déjà par ailleurs décidé et mis en pratique,
- 2 - l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation du travail qui, dans une interprétation dite de gauche, aurait des aspects utopistes car réalisables seulement si le patronat était déjà chassé des entreprises et qui, dans une interprétation plus réaliste, implique une cogestion des entreprises pour accroître la productivité.

Dans ces contrats, au niveau des entreprises, on ne parle plus de réduction du temps de travail, si ce n'est dans quelques cas limites et seulement pour atteindre les 40 heures qui sont déjà inscrites dans les con-

trats nationaux de l'an passé et ne sont valables que pour certains secteurs ouvriers.

Enfin, les directions syndicales, sur le thème des augmentations de salaires, ont renoncé à leur politique traditionnelle d'augmentation égale pour tous. Les augmentations de salaires réclamées sont d'une part réduites et d'autre part se font en pourcentage. Dans quelques cas, comme à l'*Alfa Romeo* de Milan, les bureaucrates syndicaux ont été plus loin : ils ont introduit des revendications salariales qui ne sont rien de plus qu'une volonté de «monnayer la fatigue» du travail, c'est-à-dire qu'ils ont demandé plus de salaires pour les ouvriers à la chaîne. Ils ont ainsi renoncé à la bataille traditionnelle pour l'augmen-

tation des poses, le ralentissement des rythmes et donc la diminution de la fatigue. Ils ont ainsi ouvert la voie à une relance du corporatisme dans les revendications salariales des diverses couches de la classe ouvrière. Il ne faut donc pas s'étonner si, à la fin du mois de juin, ces luttes contractuelles qui auraient dû, selon les directions syndicales, se conclure avant la fin des vacances, se trouvent dans une impasse.

Seulement dans quelques petites et moyennes entreprises, ces luttes se sont conclues avec des résultats très modérés. Les batailles contractuelles dans les grandes entreprises (*FIAT, Alfa Romeo, Zanussi, Olivetti, Montedison, Siemens*), sont toutes bloquées.

Un chômage menaçant et une combativité accentuée

Pendant ce temps, le problème du chômage devient de plus en plus dramatique. La *SIR*, une grande entreprise chimique, qui possède des établissements dans les régions les plus pauvres d'Italie, au sud et en Sardaigne, et qui est en crise depuis des années, a annoncé la fermeture de ses usines. En conséquence, depuis le mois de juin, 30 000 ouvriers ont été licenciés. A l'*Indesit*, grande entreprise d'appareils électro-ménagers, 6 000 ouvriers ont été mis au chômage technique jusqu'à fin octobre. Cette mesure représente le premier pas vers des licenciements.

Dans le secteur des télécommunications, ce sont près de 30 000 ouvriers qui sont mis au chômage technique pour de très longues périodes. Nous pourrions allonger cette liste. Aux secteurs traditionnellement en crise, avant tout la chimie, se sont ajoutés, dans la dernière période, des secteurs de la métallurgie, pourtant les plus dynamiques dans le passé. Toutes ces mesures, prises dans leur ensemble, annoncent le lancement d'une offensive gouvernementale de grande envergure. Elles suscitent un climat d'effervescence dans les entreprises. Ces grèves, se situant dans le cadre du renouvellement des con-

trats au niveau des entreprises, avaient d'abord pris une allure routinière. Puis elles se sont rapidement animées.

La manifestation nationale des travailleurs du secteur des pneumatiques et matières plastiques, qui luttent pour le renouvellement de leur contrat au niveau national, s'est déroulée à Turin, deux jours avant la réunion du gouvernement qui devait décider de mesures d'attaque contre les travailleurs. Cette manifestation a réuni des milliers de travailleurs et exprimé une très forte combativité.

La grève générale de tout le secteur industriel que les directions syndicales avaient prévue, depuis un certain temps, pour le 1er juillet — afin de soutenir les luttes contractuelles et afin de faire appliquer un ancien accord conclu avec le gouvernement — a pris une dimension allant bien au-delà de ce qui avait été initialement prévu. Des centaines et des centaines de motions en provenance des Conseils de fabrique se prononçaient pour la défense de l'échelle mobile, pour la transformation de la grève du 1er juillet en une grève générale nationale de tous les salariés et pour l'organisation de grandes manifestations dans la rue. Elles furent adressées aux directions syndicales qui ne s'attendaient pas à un tel mouvement.

Les directions syndicales tergiversent

Les dirigeants syndicaux, face à cette mobilisation ouvrière et aux Conseils de fabrique, déclaraient qu'ils n'accepteraient pas de modifications de l'échelle mobile et qu'ils auraient recours à la grève générale si le gouvernement voulait l'im-

poser. La direction de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, *FLM*, demanda qu'une grève générale soit organisée pour le 1er juillet. Mais les directions des confédérations, craignant la dynamique qui s'affirmait au sein de la classe ouvrière,

refusèrent d'élargir la grève à tous les salariés. Le secrétaire de l'*UIL*, le socialiste Benvenuto, eut l'audace d'affirmer «qu'on ne pouvait pas déclarer une grève contre des rumeurs, des bruits de couloir, contre une volonté présumée du gouvernement de modifier l'échelle mobile !» Finalement, le gouvernement décida de remettre ses décisions au 2 juillet, c'est-à-dire au lendemain de la grève générale et à la suite d'une rencontre avec les dirigeants syndicaux !

La grève du 1er juillet fut un réel succès. La participation fut très forte, les entreprises étaient quasiment vides. Les cortèges, les manifestations furent très nombreux même s'ils n'atteignirent pas les sommets connus depuis 1969. Des dizaines de milliers de personnes étaient présentes dans les trois plus importants rassemblements : ceux de Turin, de Milan et de Naples. A Milan, le meeting au cours duquel Benvenuto prit la parole, se transforma rapidement en une mise en question de la ligne des syndicats et Benvenuto, lui-même, fut chahuté. Face aux mots d'ordre combatifs lancés par des militants syndicaux, entre autres ceux de la LCR, Benvenuto voulut faire croire qu'il ne s'agissait que d'une opposition minoritaire et isolée. Pourtant, très rapidement, l'ensemble du rassemblement reprit le mot d'ordre de grève générale. Benvenuto parla au milieu des sifflets et de la contestation générale.

L'*UIL* et le *PSI*, pour échapper au jugement des travailleurs, inventèrent, par la suite, une histoire de provocation organisée par le *PCI* contre les dirigeants socialistes. Il est vrai que la contestation, dont fut l'objet Benvenuto, fut largement reprise par les militants et certains cadres intermédiaires du *PCI*. Cela est, en partie, dû à la polémique qui oppose aujourd'hui les deux partis réformistes. Mais les raisons plus profondes et plus réelles de ces manifestations de mécontentement résident dans le malaise que connaissent les travailleurs face à l'orientation syndicale. Cette attitude exprime la volonté de rechercher une alternative permettant de riposter à l'attaque patronale.

A Turin où le dirigeant communiste de la *CGIL*, Lama, a pris la parole, il n'y eut ni sifflets ni contestation, le climat était néanmoins tendu et l'incertitude des travailleurs face à la ligne proposée par les syndicats était bien là.

La grande banderole contre les licenciements et pour les 35 heures que portaient les militants de la LCR, les diverses pancartes défendant le

mot d'ordre de grève générale ou de réduction du temps de travail reçurent un accueil très favorable auprès des travailleurs. Or, elles exprimaient clairement une orientation de lutte radicalement opposée à celle proposée par les directions syndicales.

Face à la riposte ouvrière, le gouvernement était contraint de renoncer à s'attaquer à l'échelle mobile et de rencontrer les syndicats pour obtenir leur appui et leur couverture pour prendre d'autres mesures.

Les nouvelles mesures concoctées par le gouvernement

Il n'y eut pas de véritable accord entre le gouvernement et les syndicats. Cependant, ces derniers ont évidemment donné au gouvernement l'assurance qu'ils n'auraient pas recours à la grève générale pour s'opposer aux nouvelles mesures du plan d'austérité. Ces mesures d'austérité, proposées par le Conseil des ministres, représentent pourtant une attaque très dure aux conditions de vie des travailleurs. Les principaux points du plan d'austérité sont les suivants :

1 - Une augmentation de la TVA qui aboutit à faire augmenter, en particulier, l'essence, les biens alimentaires de première nécessité (le pain, les pâtes, le lait, etc.) et certains services essentiels comme le gaz et l'électricité. Une augmentation spéciale est prévue pour les alcools ;

2 - L'introduction d'un prélèvement spécial de 0,5 % sur tous les salaires, ce qui représente un véritable impôt direct supplémentaire. Ce prélèvement est prévu pour une période minimum de cinq ans, mais il n'est pas du tout certain qu'il sera remboursé au bout de ces cinq ans.

Ce prélèvement devrait servir à constituer un fond de solidarité pour les entreprises en crise qui sont gérées conjointement par le patronat et les syndicats. En réalité, cette mesure revient à prendre dans la poche des travailleurs pour redistribuer aux patrons.

De plus, des subsides importants sont alloués à certains secteurs industriels.

3 - Une réduction importante des dépenses sociales est accordée aux patrons par le biais d'une fiscalisation des contributions sociales. Cette mesure a déjà permis au patronat d'économiser 4000 milliards de lires* en 1979. En 1980, le cadeau devrait être de 30000 milliards de lires. Cela équivaut à un transfert de 7 milliards de lires en faveur des pro-

fits. Cette fiscalisation entraînera, pour chaque travailleur, une perte d'environ 100000 lires par an.

Les directions des confédérations syndicales ont fait quelques critiques d'ordre secondaire aux nouvelles mesures du gouvernement. Cependant, elles ont totalement accepté la mesure centrale, c'est-à-dire le prélèvement de 0,5 % sur les salaires.

Quelques dirigeants syndicaux ont même eu l'audace de présenter cette mesure comme progressiste et se sont vantés de l'avoir, eux-mêmes, proposée au gouvernement. Finalement, les directions syndicales n'ont fait aucune proposition pour s'opposer au plan d'austérité. Les dirigeants de la *FLM* ont critiqué les mesures, puis ils ont voté le document proposé par les directions des confédérations. Cependant, devant les pressions très fortes de la base, ces dernières ont été contraintes d'ouvrir une phase de consultation avec les travailleurs sur les lieux de travail.

Face à ce nouveau plan d'austérité, face à ces dirigeants syndicaux du PCI et du PSI qui criaient victoire parce qu'ils avaient évité, disaient-ils, une modification de l'échelle mobile, — comme si ces nouvelles mesures n'étaient pas tout aussi graves — la réaction des travailleurs fut claire. Dans différents endroits, comme à Gènes, à la *FIAT* de Rivalta, à l'*Alfa Romeo* de Milan, des mobilisations ont immédiatement eu lieu. Dans d'autres endroits des Conseils de fabrique, des assemblées de travailleurs ont voté des motions pour la grève afin de repousser la nouvelle version du plan d'austérité. De nombreuses motions demandent à la *FLM* de s'engager à préparer la grève générale. Le déroulement des premières réunions syndicales pour discuter du plan d'austérité du gouvernement a clairement indiqué cette volonté.

La crise de direction

L'opposition des travailleurs aux mesures est généralisée comme l'est la volonté de riposter et de lutter. Les difficultés viennent du fait que les travailleurs, lorsqu'ils doivent faire face à une attaque violente de l'adversaire, s'engagent semi-spontanément dans la lutte mais, par la suite, ils sont désorientés par les propositions des directions réformistes. Ce n'est pas spontanément, automatiquement, que peut surgir, en positif, une orientation alternative à celle mise en avant par leurs propres organisations de masse, une orientation alternative pour imposer leur volonté de lutte.

De plus, il y a un élément nouveau dans la situation italienne : le PCI, qui, depuis des années et aujourd'hui encore, soutient la politique d'austérité, a pris, dans ce cas particulier, position contre les décrets du gouvernement.

Le PCI a donc une position quelque peu différente de ses principaux dirigeants syndicaux. Il n'y a aucun doute à avoir sur la signification tactique d'une telle position. Le PCI est en difficulté, il est isolé, il n'a pas de perspective à court terme d'entrer au gouvernement. Il doit donc chercher à recomposer sa base en développant une opposition qui puisse être quelque peu crédible. Il n'est pas inutile de rappeler que, durant les derniers mois, la direction du PCI a lancé une série d'attaques violentes contre les syndicats et, en particulier, contre la *FLM*, accusant ses dirigeants d'être trop radicaux et de ne pas tenir suffisamment compte des intérêts de la nation et de la politique de l'*EUR* (c'est-à-dire de la politique d'austérité décidée dans un congrès syndical qui se déroula à Rome dans le palais de l'*EUR*).

Aujourd'hui, apparemment, les positions sont changées. En réalité, la polémique engagée par le PCI se caractérise plus par la dureté de ses déclarations que par le refus, au niveau de sa pratique, de la politique d'austérité. En outre, ce n'est pas un refus d'ensemble des mesures prises par le gouvernement. Cette position tactique du PCI a néanmoins relancé l'activité de ses militants dans les entreprises. Cependant, plus d'une fois, cette relance se fait de façon sectaire et ne favorise pas l'unité des syndicats et la capacité des Conseils de fabrique à proposer une offensive unitaire et véritablement de classe contre l'attaque bourgeoise.

Gouvernement et patrons, de leur côté, ont déjà déclaré, sans ambiguïté, que les mesures prises sont, certes utiles, mais qu'elles sont insuffisantes. Ils considèrent la question de l'échelle mobile comme essentielle. Il n'y a aucun doute qu'ils se remettront à l'ouvrage à la première occasion.

De nouvelles augmentations sont déjà prévues, entre autres celles des taxes de téléphone et des frais hospitaliers. En outre, une augmentation des loyers frappera les locataires salariés dès le mois d'août. □

* 1000 lires représentent environ 5 francs français.

Le combat à la FIAT

Pendant cette période, la situation dans ce qui reste de bastion de la classe ouvrière italienne, la *FIAT*, se fait plus critique. Les discussions entre le syndicat et la direction sont interrompues. Le débat se polarise, non plus sur le renouvellement du contrat d'entreprise, mais sur les licenciements prévus. La direction de la *FIAT* campe sur ses positions : elle veut le feu vert pour licencier. La *FLM*, bien qu'ayant déclaré de nombreuses heures de grèves, commence à accepter la logique des licenciements. Elle recherche un accord avec le patronat.

Il est intéressant de voir que la *FLM* de la *FIAT* avance des propositions qui sont identiques à celles qu'elle avait repoussées, il y a quelques mois, lorsque le patronat les mettait en avant.

Ces propositions peuvent se résumer ainsi : le blocage de l'embauche, la mise en retraite anticipée, la mobilité maximum de la main d'œuvre pour faire passer les travailleurs d'un secteur à un autre selon les exigences de la production et du marché et enfin, la mise au chômage

technique. Ce sont des propositions ultra-défensives et qui ne peuvent que conduire à la défaite.

Pour l'instant, aucun secteur des directions syndicales n'a proposé l'objectif de la réduction du temps de travail. Même la gauche syndicale, qui, jusqu'à hier, affirmait que la crise de l'automobile n'existait pas, et qui, aujourd'hui, met avant tout l'accent sur l'aspect manipulateur des exigences d'Agnelli, insiste sur l'obtention d'un financement étatique plus important pour la *FIAT*. Pourtant, l'industrie automobile italienne, en tant que composante de l'industrie automobile mondiale, et l'économie italienne se dirigent vers une récession «classique» extrêmement grave.

Plus que jamais, dans un tel contexte, se révèle la contradiction entre la combativité et la force que possèdent encore les travailleurs italiens et le manque de direction alternative capable de proposer, en pratique, une stratégie de classe sur le plan syndical et politique afin de battre en brèche l'offensive bourgeoise. Des combats très durs s'annoncent pour cet été et encore plus pour l'automne 1980.

Sur la question de l'échelle mobile comme sur celle des licenciements, des épreuves de force de grande envergure se développeront. La LCR, section italienne de la IVe Internationale, va développer toute son activité pour que se renforcent, au sein des secteurs les plus combatifs et les plus avancés du mouvement ouvrier, les éléments d'une riposte générale à l'offensive patronale, éléments qui représentent une alternative à l'orientation syndicale. C'est sur les revendications centrales d'augmentations égales pour tous et de 35 heures que la LCR va, aujourd'hui, concrétiser, sur le plan syndical, cette réponse. En outre, elle mènera campagne, comme elle l'a déjà fait ces dernières semaines, sur le thème de la grève générale, nécessaire pour repousser le plan d'austérité. Cette bataille agitative se développera au cours des consultations au sein des entreprises où l'écho que rencontrent ces propositions, s'est déjà clairement manifesté.

Le 4 juillet 1980

□

Femmes

La conférence de l'ONU à Copenhague

LU 14 au 30 juillet, la ville de Copenhague a accueilli une Conférence mondiale des Nations Unies (ONU) sur les femmes. En réalité, cette conférence a donné lieu à des réunions de deux types : une conférence gouvernementale et un «Forum ouvert», organisé par des femmes des organisations non-gouvernementales liées à l'ONU.

La conférence gouvernementale avait pour objet de faire le point cinq ans après le début de la décennie de la femme, initiée en 1975, lors de l'Année internationale de la femme. Elle devait aussi adopter un programme d'action dans les domaines de la santé, de l'emploi et de l'éducation, principalement.

Quant au «Forum ouvert», il avait lieu à l'autre bout de la ville tandis que les entrées étaient soigneusement filtrées au «Bella Center» (où se déroulait la conférence gouvernementale). Une manifestation tangible des intentions de l'ONU qui voulait éviter à tout prix que la politique, que les luttes des femmes opprimées fassent irruption dans la conférence officielle.

C'est pour cette raison aussi que le forum ouvert ne devait pas adopter de «résolution finale» : prudence oblige après l'expérience de la conférence de Mexico, il y a cinq ans, où les interventions des femmes latino-américaines contre l'impérialisme avaient fortement marqué les débats.

Mais les choses se sont passées autrement : la révolte qui grondait depuis quelques jours parmi les participantes les plus conscientes du Forum, s'est organisée

autour de la solidarité avec les femmes, les ouvriers et les paysans de Bolivie, immédiatement après le coup d'Etat dans ce pays. La répression brutale par la police danoise du cortège qui entourait les Boliviennes venues dans l'intention de prendre la parole dans le plénum des organisations gouvernementales a éclairé d'un jour cru le caractère réel de la conférence de l'ONU. Cet événement, grâce à l'organisation de la poursuite de la lutte par certaines participantes du Forum ouvert, a finalement pesé sur la conférence officielle puisque celle-ci a fini par recevoir une délégation de femmes représentatives de luttes importantes contre l'oppression et l'exploitation dans le monde (Bolivie, El Salvador, Irlande, Brésil, minorités du Sud-Pacifique...).

Ainsi, malgré tous les efforts de l'ONU, le rendez-vous de Copenhague aura permis d'avancer dans le regroupement des femmes qui luttent dans plusieurs parties du Tiers-Monde et des femmes qui luttent dans les pays capitalistes avancés. La prise de conscience de la répression, qui frappe, même dans un contexte «démocratique», toute expression des revendications des femmes les plus opprimées de la terre, aura aussi fait avancer d'un pas des femmes (parmi les Danoises, surtout) depuis longtemps marquées par les illusions réformistes, comme le sont les femmes de beaucoup de pays

européens. Et ceci aura eu des répercussions jusque dans l'enceinte de l'ONU, jusque dans la presse internationale. Ceci démontre une fois de plus la dynamique de la montée des luttes de femmes en Amérique latine, non seulement à l'échelle de ce continent, mais à une échelle mondiale.

Nous publions ici le texte d'un entretien avec une militante féministe de l'Irlande du Nord, à propos de la lutte que mènent les femmes incarcérées dans la prison d'Armagh et de la campagne de solidarité engagée par le mouvement des femmes en Irlande du Sud et du Nord, campagne qui a reçu un large écho à la conférence de l'ONU.

Nous publions également un article sur la santé des femmes, en particulier, sur tout ce qui touche à leur capacité de mettre au monde des enfants : contraception, avortement, stérilisation. C'est un thème qui a fait l'objet de nombreux débats à Copenhague dans le «Forum des organisations non-gouvernementales», — débats souvent organisés et dominés par des associations directement liées à l'impérialisme américain, telle l'IPPF (Fédération internationale pour la Parenté planifiée). Et c'est un thème qui illustre à quel point la lutte pour l'amélioration de la condition des femmes est inséparable d'une lutte décidée contre l'impérialisme. □

Femmes

Interview d'une militante féministe irlandaise

Lors de la conférence de l'ONU sur les femmes à Copenhague, Nell McCafferty nous a accordé cet entretien. Nell est une militante féministe du groupe «Femmes contre l'impérialisme», qui a engagé une campagne en Irlande du Nord pour la libération des femmes incarcérées à la prison d'Armagh. Depuis plusieurs mois, ces femmes, dont on n'a guère parlé jusqu'ici, mènent une grève de la propreté analogue à celle

que mènent les militants masculins de l'IRA, dans le bloc H de la prison de Long Kesh (voir *Inprecor*, numéro 75 du 17 avril 1980).

Nous publions cet entretien à titre documentaire, vu l'importance de cette lutte, quelles que soient les différences de jugement politique qui peuvent exister entre Nell McCafferty et *Inprecor*.

Question. — Dans quel cadre se situe la lutte des femmes de la prison d'Armagh qui se voient refuser le statut de prisonnières politiques ?

Nell. — Cette lutte fait écho à celle de tous les militants à qui l'on refuse le statut de prisonnier politique et qui ont été condamnés comme criminels de droit commun. En mai 1976, en effet, le gouvernement britannique a décidé qu'à partir de ce jour, tous ceux qui seraient accusés de «crime contre l'Etat» seraient considérés comme des droit commun. Il s'agissait bien évidemment d'isoler tous ceux et toutes celles qui se battent pour la liberté en les faisant passer pour des criminels et pour des terroristes.

La politique des autorités britanniques en Irlande du Nord est une politique de discrimination et de répression systématique à l'égard de la minorité catholique, tant sur le plan social que sur le plan économique ou religieux. C'est d'ailleurs ce qui fut à l'origine de la campagne pour les droits civiques, qui fut engagée en 1968. Cette campagne a donné lieu aux affrontements que l'on sait et à une escalade culminant dans la guerre civile actuelle.

Q. — Quel est le rôle de la classe ouvrière dans cette lutte ?

Nell. — Au départ les intérêts de la classe ouvrière n'étaient guère pris en compte, ni par les «unionistes» (ceux qui veulent maintenir les liens avec la Grande-Bretagne), ni par les nationalistes qui se battent pour une Irlande unie. La classe ouvrière ne pouvait d'ailleurs s'identifier avec l'un ou l'autre camp dans la mesure où elle est divisée sur des bases culturelles et religieuses. Elle le pouvait d'autant moins du fait du caractère politique des positions mises en avant par l'IRA nationaliste : celle-ci exigeait certes le départ de la présence britannique en Irlande du Nord, mais ne faisait que proposer le remplacement d'un pouvoir bourgeois par un autre. Les conditions de vie de la classe ouvrière n'auraient pas changé pour

autant. Cependant, la situation commence à évoluer. Dans sa propagande, l'IRA se réfère de plus en plus souvent à la nécessité de renverser le pouvoir bourgeois, au nord comme au sud. De leur côté, les protestants para-militaires de l'UDA (qui se considèrent comme les défenseurs des travailleurs protestants) ont évolué eux aussi. Ils exigent maintenant une Irlande du Nord indépendante, qui ne dépende ni de la Grande-Bretagne, ni de la République d'Irlande. Cela représente un début de prise de conscience des intérêts de la classe ouvrière. du fait que ceux-ci ne sauraient être pris en compte par un pouvoir bourgeois, quel qu'il soit.

Q. — Quelles sont les relations qui existent à l'heure actuelle entre l'IRA et l'UDA ?

Nell. — En fait, c'est en prison que des liens se sont tissés entre les militants de l'IRA et de l'UDA, dans la mesure où les uns et les autres se voyaient refuser le statut de prisonniers politiques et où ils étaient soumis au même régime répressif. Dans la lutte pour l'obtention du statut de prisonnier politique, ce sont les militants de l'IRA qui ont engagé ce que l'on connaît sous le nom de «dirty protest» ou campagne de propreté (refus de se laver et d'utiliser les toilettes de la prison) pour les raisons expliquées par Ned Brown et Fra McCann, que nous avez interviewés (voir *Inprecor*, numéro 75). Les militants de l'UDA, quant à eux, ont refusé de porter l'uniforme de la prison, mais ceux de l'IRA — hommes et femmes — sont allés plus loin en refusant de coopérer de quelque manière que soit avec les autorités de la prison. L'importance de cette lutte est évidente : s'ils obtiennent le statut politique, ils auront fait la preuve que les problèmes qui se posent en Irlande du Nord sont de nature politique et qu'eux-mêmes ne sont ni des criminels ni des terroristes, mais des gens qui se battent pour la liberté de leur peuple.

Q. — Depuis quand les femmes incarcérées à la prison d'Armagh ont-elles engagé la lutte de leur côté ?

Nell. — Depuis le mois de février. Il faut dire que 80 pour cent de ceux et de celles qui sont accusés de «crime contre l'Etat» le sont uniquement sur la base d'une déclaration écrite qu'on leur extorque dans les centres d'interrogatoires. Amnesty International a manifesté sa préoccupation face aux méthodes qui sont utilisées dans ces centres où les accusés sont maintenus en détention plusieurs jours sans avoir accès à un avocat ou à leur proches. Les autorités ne reculent devant rien. C'est au point qu'une femme, Pauline McLaughlin, a été condamnée sur la base d'une déclaration qu'elle aurait soi-disant rédigée elle-même alors que les autorités ont reconnu ensuite devant la Cour qu'elle était analphabète. Le cas de cette femme est tragique. Elle a immédiatement engagé une lutte de protestation, mais elle est tombée gravement malade en prison, vu les conditions de détention. Elle a perdu plus de vingt kilos, passant de 60 à 36 kilos en peu de temps. Chaque fois que sa situation devenait trop dangereuse, on l'emmenait dans l'hôpital de la prison où elle était nourrie convenablement et où elle reprenait un peu de poids. Ils ont fini par la faire sortir de prison pour la mettre dans un hôpital d'Etat, le week-end dernier, étant donné la gravité de son état. Ainsi, si elle meurt, les autorités de la prison ne seront pas responsables...

Depuis le 8 février dernier, les femmes de la prison d'Armagh ont accentué leurs protestations après avoir été battues et attaquées par le personnel masculin de la prison. Durant 24 heures, on leur a interdit d'aller aux toilettes et de se laver. Elles ont décidé de poursuivre la lutte dans les conditions qu'on leur avait imposées ce jour-là. Depuis lors, tout comme leurs compagnons du Bloc H de Long Kesh, elles refusent de se laver, de se changer ou d'utiliser les toilettes de la prison. C'est leur cellule qui leur sert de wc, et elles couvrent les murs et le plafond de leurs excréments, de leur urine et de leur sang menstruel. Ces conditions totalement anti-hygiéniques ont bien sûr été à l'origine de multiples infections vaginales, urinaires et pelviennes, ainsi que de maladies de peau dont certaines sont très graves. Plusieurs de ces femmes, qui avaient accouché en prison, peu avant de commencer leur grève de la propreté refusent de voir leur enfant, de peur de les contaminer. Cela contribue à leur sentiment d'isolement, dans la mesure où elles n'ont accès ni à la radio, ni à la presse, ni à la télévision, où elles n'ont droit qu'à une visite par mois et à une heure de promenade par jour. Face à cette situation, la campagne de solidarité engagée par le groupe des «Femmes contre l'impérialisme» est décisive. Elle commence à avoir un écho international et nos camarades d'Irlande du Sud ont constitué un comité de solidarité avec les prisonnières d'Armagh.

Q. — Y a-t-il un lien direct entre le mouvement nationaliste et le mouvement des femmes en Irlande du Nord ?

Nell. — Non, pas jusqu'à présent, et cela s'explique en grande partie, étant donné les positions de l'IRA sur la question de l'oppression des femmes. L'une des difficultés auxquelles se heurtent les féministes comme



moi qui sont engagées dans la campagne de solidarité avec les femmes prisonnières à Armagh, c'est qu'elles soutiennent une lutte nationaliste dont les dirigeants ne prennent absolument pas en compte les intérêts spécifiques des femmes. Du moins pas jusqu'à maintenant. En ce qui concerne les prisonnières d'Armagh, par exemple, l'IRA n'avait rien fait ni rien dit jusqu'à ce que le groupe des «Femmes contre l'impérialisme» dénonce la répression dont elles sont victimes et attire l'attention de l'IRA là-dessus. Cela a d'ailleurs passablement irrité l'IRA, dans la mesure où «Femmes contre l'impérialisme» lie la lutte des femmes pour l'obtention du statut politique aux conditions générales qui caractérisent la situation des femmes en Irlande du Nord. Nous dénonçons notamment le fait qu'on refuse à ces femmes le droit à l'avortement, nous dénonçons le fait que les femmes en général n'ont pas accès à la contraception ni au divorce, alors même qu'il s'agit de mesures légales selon les lois britanniques qui prévalent en Irlande du Nord. Mais les dirigeants de l'IRA ignorent tous ces problèmes, tout comme ils restent silencieux à propos des discriminations dont les femmes sont l'objet sur le plan économique (l'IRA n'a jamais dit un mot sur la question du salaire égal, par exemple). Tout ce que disent les dirigeants, c'est que, si cela s'impose, ce sont des questions dont il faudra discuter après la révolution. Leur absence de prise en considération des problèmes des femmes s'est concrétisée notamment par le fait qu'ils ont refusé de contribuer aux frais de voyage pour envoyer une femme à Copenhague. Mais ils ont appris par la radio et la télévision, le 18 juillet au soir, qu'une femme de la IVe Internationale (présente dans la conférence officielle comme journaliste de Rouge) avait osé interrompre le ministre du Travail qui parlait de la situation des femmes en Irlande et des progrès accomplis ces dernières années pour lui demander pourquoi il ne parlait pas de la guerre civile en Irlande du Nord, de tous ceux et de toutes celles qui sont en prison à cause de cette guerre, et des conditions scandaleuses de détention des prisonnières incarcérées à Armagh. Cette intervention, qui a fait la une de tous les journaux irlandais, leur a fait comprendre qu'ils avaient peut-être eu tort d'être absents de Copenhague et du coup, ils ont financé le voyage de trois femmes du bras armé de l'IRA qui sont arrivées le samedi... C'est une attitude vraiment hypocrite car si cela marque la volonté du Sinn Fein de récupérer à son propre profit l'écho de cette intervention, cela n'implique en aucune manière une réelle prise en charge par l'IRA de la lutte des femmes en Irlande, notamment sur des questions telles que l'avortement, la contraception ou le divorce.

Cependant, il faut dire à la décharge de l'IRA que la plupart des féministes en Irlande du Nord se sont refusées à prendre en compte jusqu'ici la nature politique de la guerre en cours. Elles ont refusé de reconnaître que cette guerre affectait des milliers de femmes, se contentant de mettre en avant des revendications strictement liées à la situation spécifique des femmes. Si elles veulent convaincre la masse des femmes irlandaises du bien-fondé de la lutte qu'elles mènent, il faudra bien qu'elles acceptent comme une évidence que l'un des fondements de l'oppression des femmes en Irlande du Nord réside précisément dans la guerre et qu'elles en tirent des conséquences en ce qui concerne les mots d'ordre qu'elles mettent en avant.

Pour ma part, je pense que ce qui s'est passé à Copenhague aura un double résultat. La presse a largement répercuté que l'intervention des femmes du comité d'Armagh et de la IVe Internationale était le fait de militantes luttant à la fois contre la présence des troupes impérialistes en Irlande du Nord et pour le droit des femmes de choisir (plusieurs d'entre elles sont membres de la campagne internationale pour le droit à l'avorte-

ment et à la contraception, et contre les stérilisations forcées). A terme, je pense que c'est le genre de choses qui obligera l'IRA à reconsidérer ses positions sur la question de l'oppression des femmes. Et en même temps, je pense que cela incitera les féministes d'Irlande du Nord à développer des perspectives sur la question de la guerre et de la présence impérialiste, tout comme beaucoup de féministes présentes à Copenhague ont été obligées d'admettre le rôle de l'impérialisme dans la lutte des classes dont les femmes de nombreux pays du Tiers-Monde — et les Boliviennes en particulier — rendaient compte dans leurs témoignages.

Q. — En ce qui te concerne, quelle impression tires-tu de cette conférence ?

Nell. — A dire vrai, j'ai l'impression que le seul résultat immédiat, c'est passablement de confusion dans la tête de beaucoup de femmes qui se sont vues confrontées à des problèmes politiques totalement nouveaux pour elles. Mais j'ai l'impression, pour ma part, d'avoir pu faire entendre la voix des femmes d'Irlande du Nord, en grande partie grâce au soutien que j'ai reçu de la part des militantes de la IV^e Internationale présentes à Copenhague. Je suis arrivée ici sans argent, avec très peu de matériel et elles m'ont aidées en me trouvant un logement, ainsi que des facilités pour reproduire les docu-

ments que j'apportais sur Armagh. Elles m'ont aidé à récolter des centaines de signatures pour la pétition du Comité de solidarité avec les prisonnières d'Armagh. Elles m'ont mise en contact avec les femmes boliviennes, persuadant le comité d'organisation de la manifestation contre le coup d'Etat en Bolivie qu'il était important que je fasse partie de la délégation qui a finalement été reçue par la présidente de la conférence officielle de l'ONU. Ce qui m'a permis de remettre à Lucille Mair une déclaration sur la situation des femmes prisonnières politiques en Irlande, totalement ignorées jusque-là par la conférence de l'ONU. La conférence de presse que nous avons pu donner avec Domitila Barrios de Chungara — auteur de « Si on me donne la parole » — a eu le mérite de faire connaître la répression dont sont victimes les femmes de nombreuses minorités opprimées, telles les femmes maoris dans le Pacifique du Sud, les femmes de la minorité noire au Brésil, de même que la lutte que mènent les « folles de la Plaza de Mayo » en Argentine, ou les mères des prisonniers au Salvador. Ce fut la première et la seule occasion d'informer officiellement l'ONU des problèmes qui avaient été débattus dans certaines commissions du Forum parallèle, organisé par les organisations non-gouvernementales. Je pense que cela ne pourra que renforcer la lutte de toutes les femmes qui se battent de par le monde, et celles des féministes d'Irlande en particulier. □

Femmes

Les trusts pharmaceutiques et la contraception

Mariane MARAIS

SANS SCRUPULES

Très significative est l'histoire du *Dalkon Shield*, un dispositif intra-utérin (stérilet), fabriqué par la firme A.H. Robbins, l'une des plus importantes aux USA. Ce stérilet a été expérimenté par un professeur de gynécologie du *Johns Hopkings Institute* sur les femmes des ghettos de Baltimore. Le professeur en question, Davis, n'a pas hésité à écrire un livre où il vante la supériorité du *Dalkon Shield* sur tous les autres stérilets. Au moment de la parution de son livre, Davis avait déjà gagné 250 000 dollars sur la vente des stérilets. C'était en 1971. Depuis lors, l'on a établi de façon certaine que 17 femmes américaines sont mortes des suites de l'utilisation du *Dalkon Shield*. Il n'existe pas de statistiques valables pour les autres régions où ce stérilet a été vendu massivement, notamment en Amérique latine (Honduras, Mexique...). Tout cela, qui est bien connu, n'empêche pas la firme de continuer à vendre son produit dans le Tiers-Monde et même en Angleterre où une association s'est créée récemment pour défendre les femmes victimes du *Dalkon Shield*. Aux Etats-Unis, le procès intenté par une fem-

me de 28 ans a abouti : la firme, condamnée à payer 3 millions et demi de dollars de dommages, a fait appel... Elle peut se le permettre : les montants des bénéfices de la firme et des royalties versées aux divers promoteurs du *Dalkon Shield* (Davis et d'autres) prouvent que ce fut une bonne affaire.

Un autre exemple flagrant est celui du *Depo Provera*, une injection contraceptive. Ce produit a été interdit à la vente et à l'exportation par la *Drugs and Food Administration*, l'organisme officiel qui contrôle tous les produits mis en vente aux USA. Il s'agit d'une dose massive de progestérone qui, une fois injectée, se maintient dans l'organisme de 3 à 6 mois. Or on s'est aperçu qu'elle provoque le cancer du sein chez les chiennes et accroît le danger de cancer de l'utérus de 0,3 à 0,4 pour cent... Le *Depo Provera* provoque des saignements irréguliers et, dans un certain nombre de cas, la stérilité permanente après arrêt de la prise... En cas de grossesse préalable à la prise, il entraîne des déformations du fœtus. Et pourtant, le *Depo Provera* est utilisé dans 76 pays : la firme *Upjohn* (11^{ème} firme pharmaceutique sur le marché mondial) qui le fabrique, a détourné la loi américaine en distribuant son produit à partir de sa filiale belge. En 1977, l'IPPF (Fédération interna-

tionale pour la parenté planifiée) a approuvé l'utilisation du *Depo Provera* pour les programmes de contrôle des naissances, en particulier dans le Tiers-Monde. Pour elle, en effet, ce qui prime, c'est la contraception massive et la limitation des populations dans le Tiers-Monde : de ce point de vue, une piqûre qui ne nécessite pas le consentement quotidien de la femme (ni même son consentement tout court, parfois) représente bien sûr la contraception « idéale ».

ET CRIMINELS

D'une façon générale, le Tiers-Monde sert de « poubelle » pour tous les produits dont on considère en Europe et aux USA qu'ils comportent trop d'inconvénients : ainsi, les femmes du Tiers-Monde ont-elles accès, souvent exclusivement, aux marques de pilules à forte dose d'œstrogène qui sont aujourd'hui déconseillées en général. Ceci est particulièrement scandaleux quand l'on sait que des contraceptifs ou autres produits (lait en poudre pour bébé...) qui comportent peu de contre-indications dans les pays développés, exigent des précautions chez des populations sous-alimentées, anémiques... et qui, de surcroît, ne bénéficient pas d'une surveillance sanitaire. Sans attendre que toutes les questions d'infrastructures soient réso-

lues, les femmes d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, devraient pouvoir disposer des contraceptifs les plus «sûrs». Or c'est l'inverse qui se passe à cause de la politique de vente des industries pharmaceutiques.

Mais il y a pire encore. Les femmes du Tiers-Monde sont véritablement traitées comme des cobayes. Ainsi, au Guatemala, en 1974, les docteurs Charles Dafoe et Harold Thompson, de l'Université du Colorado, ont expérimenté l'introduction d'une substance inflammatoire dans les trompes de Fallope. Cette substance, la paraformaldéhyde, provoque la stérilisation totale par l'obstruction des trompes. Cette expérience fut effectuée de façon absolument scandaleuse sur douze femmes à qui l'on injecta une forte dose de paraformaldéhyde, pour leur extraire les trompes quelques jours plus tard, afin d'étudier les effets de l'injection. Le personnel médical était prévenu du danger de l'expérience puisqu'on lui avait fait prendre des précaution contre les effets corrosifs de la paraformaldéhyde. Douze femmes ont ainsi risqué leur vie, sans le savoir, et perdu définitivement des hormones vitales pour leur vie sexuelle. L'expérience a coûté 80000 dollars. Un autre hôpital, l'Hôpital de la Femme à Mexico, a reçu plus de 370000 dollars provenant de sociétés américaines pour expérimenter des

méthodes de stérilisation non chirurgicales. Les donations des compagnies nord-américaines impliquaient un certain quota de stérilisation : pour le respecter, l'hôpital en pratiqua sur des femmes de plus de 60 ans et sur des mineures de 15 ans !

C'est grâce aux femmes pauvres de Porto Rico que la pilule fut mise au point. Et, aujourd'hui encore, les femmes latino-américaines ou asiatiques testent régulièrement (sans le savoir) différentes formules de contraception hormonale.

TOUT SE TIENT

Ces expériences se font dans la majorité des cas dans le cadre de programmes de contrôle des naissances, eux-mêmes financés par le gouvernement des Etats-Unis, les grandes banques impérialistes ou encore des institutions de l'ONU (la Banque mondiale, en réalité contrôlée à 23 pour cent par les USA, bien que 129 gouvernements y soient représentés). Les trois grands pourvoyeurs de fonds des programmes de contrôle des naissances sont les fondations *Ford* et *Rockefeller...* et l'*AID*. Qu'est-ce que l'*AID* ? L'organisme responsable de «l'aide» du gouvernement des USA au Tiers-Monde. L'*AID* est bien connue en Amérique latine où elle a financé «l'Alliance pour le

progrès», les camps d'entraînements spéciaux des forces de répression... et les programmes de contrôle des naissances.

Ces programmes ont pour objectif de faire baisser le taux des naissances dans le Tiers-Monde sous prétexte de promouvoir le bien-être, le développement et la paix. Leur raison d'être véritable est, on ne peut plus clairement, exprimée par Mac Namara, ancien secrétaire d'Etat à la Défense aux USA, actuel président de la Banque mondiale: « Si l'on ne résoud pas le problème de la croissance démographique effrénée, cela mènera à la faim, au chaos politique, aux émeutes, à l'insurrection et à la violence qui peuvent s'emparer des hommes désespérés; c'est là un terrain fertile pour le communisme ».

Le véritable objectif des programmes de contrôle des naissances est donc bien de maintenir les conditions nécessaires au développement de l'impérialisme et de préparer le terrain aux investissements de l'industrie privée. L'application de programmes de contrôle des naissances fait d'ailleurs souvent partie des conditions à «l'aide économique» soumises par le gouvernement américain aux gouvernements du Tiers-Monde (en Colombie, c'est très clair). Parfois aussi, les campagnes de contraception (par stérilet ou *Depo Provera*) ou de stérilisation sont directement liées à l'exploitation de l'une ou l'autre richesse (au Brésil, dans l'Etat de Belem pourtant sous-peuplé, et parmi les Indiens d'Amérique Nord dont les réserves contiennent de l'uranium).

Tout ceci fait magnifiquement l'affaire des industries pharmaceutiques. Non seulement les programmes de contrôle des naissances contribuent au maintien du système qui les fait vivre, mais elles y trouvent une série d'avantages immédiats. Et tout d'abord, l'ouverture d'un gigantesque marché, y compris pour leurs produits les plus sujets à caution, sous prétexte d'efficacité. Ensuite les milliers de dollars investis par l'impérialisme et par le gouvernement des USA dans les programmes de «contrôle des naissances» servent, entre autre, à aider les trusts pharmaceutiques dans leurs recherches et expérimentations de nouvelles méthodes contraceptives et/ou de stérilisation. Elles disposent donc d'une aide au financement en partie d'origine publique. Et enfin, elles disposent de protections importantes en cas de démêlés avec la justice ou avec les organismes de contrôle nationaux ; de ce point de vue, l'intervention de l'*AID* et de l'*IPPF* lors de l'interdiction du *Depo Provera* aux USA est exemplaire.



UN MARCHÉ, C'EST UN MARCHÉ !

Les quelques exemples que nous avons repris prouvent l'immense mépris pour la santé des femmes dont témoignent les industries pharmaceutiques, d'une part, et les programmes de contrôle des naissances financés par l'impérialisme, d'autre part. La façon dont les femmes d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique sont traitées est véritablement révoltante.

Mais il ne faudrait pas croire pour autant que les femmes des pays capitalistes avancés sont toujours bien loties, cela malgré l'existence dans certains pays (comme aux USA) d'administrations ou d'organismes liés à l'Etat qui contrôlent la qualité des produits mis sur le marché.

En Europe, comme ailleurs, l'accès des femmes aux méthodes de contraception est commandé par des impératifs de vente des firmes pharmaceutiques, plutôt que par leurs besoins, leur santé générale ou leur demande, ceci d'autant plus que la concurrence est forte.

— La variété des produits existant sur le marché (souvent avec des compositions analogues) ne peut cacher d'importantes absences : par exemple, il existe aux Etats-Unis un stérilet étudié spécialement pour les femmes qui n'ont jamais eu d'enfant, mais il est impossible de le trouver en Europe parce que le marché a été estimé trop étroit.

— L'information qui doit accompagner l'utilisation des méthodes contraceptives comme tout médicament ou produit, est souvent directement — et exclusivement — le fait des firmes elles-mêmes, qui inondent les médecins de prospectus élogieux. Là où ils existent, les organismes de contrôle sont impuissants à empêcher cette publicité... quand ils ne se reposent pas complètement sur elle. L'exemple du Danemark est, de ce point de vue, significatif. En 1974, en effet, 8 femmes danoises ont intenté un procès à 5 firmes pharmaceutiques et à la *Food and Drugs Administration* de leur pays, ceci à la suite de thromboses cérébrales. Ces femmes n'avaient pas été examinées avant de se voir prescrire des pilules à forte dose d'œstrogènes (on sait depuis quelques années que ce sont les œstrogènes de syn-

thèse qui sont à l'origine de la plupart des effets secondaires de la pilule, ce qui a amené à fabriquer des pilules qui en contiennent peu, sinon pas du tout). L'administration danoise de «contrôle», au lieu de donner des instructions précises aux médecins quant aux examens à faire avant de prescrire telle ou telle marque de pilule, s'est contentée d'envoyer une circulaire (en 1966) aux firmes pour leur demander de donner elles-mêmes des informations aux médecins.

— La recherche est, elle aussi, commandée par le profit. Elle est le plus souvent financée par les trusts eux-mêmes. Ainsi, en 1976, 70 millions de dollars ont été consacrés dans le monde à la recherche pour des méthodes contraceptives hormonales... et 50000 dollars seulement pour les méthodes d'application locale (stérilets, diaphragmes, spermicides améliorés...). Pourquoi sinon parce que leur commercialisation est moins avantageuse : dans certains laboratoires anglais, certaines recherches ont manifestement été abandonnées quand la pilule a été commercialisée.

NATIONALISATION DES INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES

Cet ensemble de remarques et d'exemples malheureux, scandaleux, n'a en aucun cas pour but de remettre en cause le progrès extraordinaire que représente l'existence de méthodes contraceptives. L'accès à la contraception est un droit pour toutes les femmes. Nous ne voulons pas non plus alimenter la propagande qui fait hurler certains au «danger» de la pilule car cette propagande a pour principal objectif d'entraver la liberté des femmes. Il faut effectivement faire attention, quand l'on met en avant les risques de certaines méthodes contraceptives, à ne pas décourager l'accès d'individus à toute contraception... avec les conséquences désastreuses que cela peut avoir. Au contraire, nous revendiquons la diffusion massive de la contraception à travers le monde.

Mais la lutte conséquente pour le droit des femmes de choisir et le respect de leur santé passe par la mise en cause des industries pharmaceutiques, des programmes de contrôle des naissances imposés aux populations et par la condamnation de l'impérialisme. Inversement, l'existence de lois qui assurent le droit de choisir aux femmes en matière de contraception, d'avortement et de stérilisation est une condition sine qua non pour en terminer avec les abus criminels : la peur et l'absence

de choix facilitent les manipulations. La revendication de méthodes de qualité et sans danger doit valoir autant pour les femmes les plus pauvres de la terre que pour les femmes vivant dans les pays capitalistes avancés. Il y va de leur santé, voire de leur vie, et de leur droit à une vie sexuelle.

Face aux pratiques des industries pharmaceutiques, il faut revendiquer :

- leur nationalisation sans indemnité ni rachat ;
- la création d'offices nationaux de recherche et de fabrication des produits médicaux. Ces offices doivent être totalement indépendants et être contrôlés par les associations de consommateurs/trices, les organisations de femmes et de travailleurs ;
- un contrôle strict sur les licences nationales et étrangères ;
- l'information et la formation directe des médecins par ces offices nationaux ;
- l'interdiction de toute publicité à caractère commercial ;
- le libre accès et la gratuité des méthodes contraceptives ;
- une éducation sexuelle active et l'information sur les précautions, contre-indications éventuelles directement auprès de l'utilisatrice ;
- avortement libre et dans de bonnes conditions, non à la stérilisation forcée.

Etant donné la structure multinationale des industries pharmaceutiques, la lutte pour le respect de la santé des femmes et pour le contrôle de leur corps par les femmes elles-mêmes, ne peut qu'être qu'internationale, elle aussi. Poser la question de la nationalisation des industries pharmaceutiques à travers les procès en cours aux USA, en Grande-Bretagne et au Danemark et lutter contre les stérilisations forcées font partie d'une même démarche qui doit avoir pour objectif d'ébranler l'impérialisme. Le fait que de nombreux exemples d'abus proviennent d'Amérique latine témoigne de la dynamique qui lie lutte anti-impérialiste, lutte pour la libération des femmes et droit à la santé et à l'intégrité physique des populations. C'est sans doute dans cette région du monde en effet que ces luttes sont les plus avancées.

Prétendre améliorer la santé des femmes dans le monde sans s'attaquer à l'impérialisme et aux industries pharmaceutiques est un vœu pieux. A moins de les abattre, personne ne les empêchera de financer ou d'appliquer encore des programmes de stérilisation pour décimer les Indiens de Bolivie à leur insu au lieu de créer des points d'eau et des structures sanitaires de base. □



A la recherche de l'homme providentiel

Ameziane RAFIK

UN an aura suffi pour faire éclater la coalition des différentes fractions de la bourgeoisie, coalition réalisée après de dures batailles autour d'un homme de compromis : Chadli. Le Bureau politique mis sur pied lors du 4ème Congrès du FLN était conçu dès le départ comme un cadre pour canaliser les luttes inter-bourgeoises. Ce qui n'a pas empêché les chefs de file

de se comporter publiquement comme des prétendants (1).

Cela s'est traduit par une paralysie totale au moment des prises de décision, que ce soit dans le domaine économique ou bien face aux mobilisations de masse.

La dernière en date, en Kabylie, autour du problème berbère, a fait voler en éclats cette pseudo-collégialité.

par la tendance «libéralisante» que par les tenants de la «continuité», d'où leur accord sur les «réajustements»; à plus forte raison parce que les conditions de vie des masses rendent la situation explosive et peut-être incontrôlable. Les exemples tunisiens et égyptiens sont présents dans les esprits.

La situation des masses est en effet intenable; trouver un logement relève du miracle, sauf pour ceux qui peuvent payer 50 à 100000 dinars (*) de «pas de porte», (le soi-disant plan de résorption de la crise du logement, en tenant compte de leurs hypothèses qui prévoyait la construction de 200000 logements par an, ne permettra de ne revenir qu'en l'an 2020 au taux d'occupation de 1964 !). Quant à l'auto-construction, étant donné le prix des terrains et celui des matériaux de construction, elle ne touchera que les bureaucrates occupant des postes élevés et la bourgeoisie.

On trouve la même situation dans le domaine des transports urbains et suburbains, qui sont utilisés surtout par les couches populaires.

C'est encore plus dramatique dans le secteur de la santé, à tel point que les masses vivent dans la hantise de la maladie. Pour obtenir un rendez-vous à l'hôpital, il faut attendre jusqu'à un an, ou bien soudoyer le personnel dont les salaires sont très bas. Et cette situation profite surtout aux médecins du secteur privé.

HORIZON 80, PAS DE MIRACLE ALGERIEN

La crise du capitalisme mondial a des effets démultipliés sur l'économie algérienne, rançon de sa dépendance par rapport au marché mondial.

Malgré sa rente pétrolière, la bourgeoisie algérienne n'a pas cessé d'emprunter sur le marché capitaliste pour réaliser son «accumulation». L'industrialisation s'est révélée un gouffre financier, les détournements de fonds, la gabegie et l'inflation importée ont engendré des sur-coûts qui atteignent pour certains projets quatre fois le montant prévu, avec des délais de réalisation supérieurs. Certains projets ont été abandonnés, quant à ceux qui ont été réalisés, ils ne tournent qu'à 30 à 40 pour cent de leur capacité, et de nombreuses réalisations n'ont jamais fonctionné : ammoniacque d'Arzew, machines agricoles de Bel-Abbes, *Sonic* de Mostagadem et Saïda...

Les installations réalisées fonctionnent indépendamment les unes par rapport aux autres, se font concurrence et importent les produits qui leur sont nécessaires, mais que fabriquent d'autres entreprises nationales.

Le secteur des hydrocarbures, conçu comme créateur de devises permettant de financer les autres secteurs et, par conséquent, tourné vers le marché mondial, a fonctionné pour son propre compte, en se reproduisant uniquement par rapport aux besoins du marché mondial. C'est ce secteur qui reçut la plus grosse partie des investissements industriels prévus dans les

différents plans, renforçant le sous-développement des autres secteurs : mécanique, chimie, etc., et son effet d'entraînement sur le reste de l'économie est nul.

L'intégration économique, censée être réalisée par les «industries industrialisantes», est un leurre. Le régime impute son échec au modèle de De Bernis. Pour le ministre de la Planification, c'était un modèle valable pour les pays européens au 19ème siècle. Il a donc été greffé sur la «spécificité algérienne». Le rêve disparaît dès que l'on jette un coup d'œil sur l'agriculture où l'échec est flagrant, d'autant plus que les «progrès en organisation» (Réforme agraire) intégrés dans le modèle sont eux aussi sujets à caution.

Peu de gros propriétaires fonciers ont été touchés par la réforme. 40 pour cent des recours ont été acceptés alors que la majorité des terres distribuées lors de la première et de la deuxième phase appartenaient à l'Etat. Cette dernière phase a été déclarée close.

Les mandataires, momentanément écartés, sont revenus sur la pointe des pieds du temps de Boumédienne; ce retour est aujourd'hui légalisé par la dernière circulaire du ministère de la Réforme agraire.

Pendant ce temps, toutes sortes d'obstacles sont dressés devant les coopératives, ce qui a pour effet une faible augmentation de la production et la stagnation de certaines cultures alors que la population augmente, elle, de 3,2 pour cent par an.

Ce constat d'échec est reconnu par toute la bourgeoisie, aussi bien

ALGERIE NOTES

1) Yahiaoui : tenant de la «continuité» autour duquel se retrouve l'appareil du parti qu'il a mis en place depuis sa nomination à sa tête en 77, les staliniens du PAGS et la bureaucratie syndicale.

Bouteflika : homme de la bourgeoisie d'affaires et des technocrates «ouvert» à une libéralisation économique.

Le compromis s'est fait au détriment de ce dernier.

* Un dinar algérien vaut 0,88 francs français.

L'enseignement, fleuron des réalisations», connaît aussi une situation catastrophique; la sélection opère à tous les niveaux, du primaire au moyen, du moyen au secondaire, le baccalauréat étant le barrage le plus sélectif (23 pour cent de reçus). Seuls les enfants de la petite bourgeoisie parviennent à franchir ces obstacles à l'aide de cours privés (100 dinars de l'heure), qui sont un salaire d'appoint pour les enseignants, étant donné le bas niveau des salaires.

Cet échec sur toute la ligne peut être résumé par les chiffres suivants : 40 pour cent de la population active est au chômage, 70 pour cent de l'économie nationale est aux mains des multinationales; la dette extérieure s'élève à 110 milliards de dinars, le service de la dette à 23 pour cent des exportations (soit 13 milliards de dinars), la dépendance alimentaire s'accroît avec un tiers de la rente pé-

trière consacré à l'importation de produits alimentaires (15 milliards de dinars); la balance commerciale est déficitaire depuis 68. Pour les masses, ce bilan se traduit par une détérioration constante de leur niveau de vie, le SMIC étant de 950 dinars, alors qu'une étude du ministère du Travail évalue à 2000 dinars le budget minimum familial.

Dans le même temps, des fortunes colossales se constituent; certains dignitaires du régime se font construire des villas dont le prix atteint un milliard de centimes. Pour s'en sortir, la bourgeoisie algérienne entend combiner des mesures économiques allant dans le sens de l'*infithah* (libéralisation) et des mesures répressives à l'égard de la classe ouvrière, par la discipline au travail, codifiée par un nouveau «Statut général du travailleur» et par les atteintes aux libertés syndicales.

POUR UN SYNDICAT AUTONOME, POUR UNE UGTA DE CLASSE

L'emprise de Boumedienne sur la classe ouvrière commençait à montrer des signes de faiblesse de son vivant. La série de grèves de l'été 77, menées en dehors et contre les bureaucrates syndicaux, l'avait amené à réformer l'UGTA pour la rendre plus crédible aux yeux des travailleurs, d'autant plus que les bureaucrates en place sont un obstacle à son projet de construction d'un parti intégrant les staliniens du PAGES. L'élimination partielle de cette caste bureaucratique a permis l'émergence d'une nouvelle génération de syndicalistes combattifs, non corrompus, certes minoritaires, mais influents.

Après le 5ème Congrès de l'UGTA, on compte globalement trois tendances : les staliniens du PAGES, les bureaucrates du FLN et des syndicalistes combattifs encore prisonniers de l'idéologie populiste. Différées momentanément par l'agonie, puis la mort de Boumedienne, les luttes des travailleurs reprennent à la veille de l'élection de Chadli, annonçant la ferme détermination des travailleurs de ne pas faire les frais de la crise économique, conséquence de l'incapacité de la bourgeoisie.

Dans la plupart des cas, la bourgeoisie a cédé aux revendications des travailleurs, se contentant de lock-outer certaines entreprises à la veille des congés. Pressée par les travailleurs à la base, craignant de ne pouvoir contrôler la situation, la bureaucratie syndicale a élaboré, au mois

de juillet, un cahier de revendications, ce qui est un pas qualitatif important dans la vie syndicale.

En effet, depuis le coup d'Etat de 1965 et la décapitation de l'UGTA par Boumedienne, ce dernier décidait selon son bon vouloir des augmentations de salaires. Ce cahier de revendications reste bien sûr très en-deçà des revendications des travailleurs; d'autre part, les revendications telles qu'elles sont présentées, par catégories, divisent les travailleurs. Il faut des revendications unifiantes. Enfin, la façon dont a été élaboré ce cahier de revendications, en dehors des travailleurs, sans discussions à la base, est anti-démocra-

tique et ne permet pas de les mobiliser pour faire aboutir ces revendications. Seule une prise en charge effective par les travailleurs de leurs revendications élaborées, discutées en assemblées générales, peut faire reculer l'Etat bourgeois, et non pas des négociations en coulisses telles que les mène la direction syndicale.

Il n'y a pas d'illusion à se faire sur cette direction. Elle est complètement intégrée à l'Etat bourgeois, et trahit à chaque occasion les travailleurs en dévoyant leurs luttes, comme lors de la grève générale des Postes et Télécommunications où le secrétaire général, Demene a traité les syndicalistes de «fauteurs de troubles» et leur a intimé l'ordre d'accepter les 200 dinars accordés par le gouvernement; seule l'intransigeance des travailleurs a permis de faire reculer le pouvoir et d'obtenir les 450 dinars demandés. De même, cette direction accepte le «Statut général du travailleur» qui remet en cause les acquis de la précédente législation du travail.

Au moment où les libertés syndicales sont bafouées dans toutes les entreprises, où des sections syndicales entières sont arrêtées et envoyées en prison, (comme à l'Institut algérien du pétrole, comme Boufarik, etc.), la direction syndicale n'a pas mobilisé les travailleurs pour riposter, se contentant de protestations timides, sans perspectives.

Au moment où la bourgeoisie lance une offensive contre les syndicalistes combattifs (voir les modifications des statuts du FLN, obligeant les responsables syndicaux à adhérer au FLN), la lutte pour l'indépendance de l'UGTA à l'égard de la tutelle du FLN et de l'Etat bourgeois, est une nécessité vitale pour la classe ouvrière.



RENAISSANCE DU MOUVEMENT DE MASSE

Pris au dépourvu, effrayé par la détermination de la classe ouvrière, le pouvoir bourgeois va tenter une démonstration de forces, ayant pour but d'intimider les masses. En septembre-octobre 1979, les brigades anti-émeutes, aidées de chiens, les «forces de l'ordre» arrêtent, matraquent les ouvriers, les jeunes, et envoient dans des camps de travail tous ceux qui ont protesté contre cet abus de pouvoir. Ce déploiement de forces baptisé «campagne d'assainissement» n'a fait qu'exaspérer les masses et ne les a nullement intimidées.

La preuve en est donnée par la lutte menée par les lycéens quelques semaines plus tard. Ponctué de manifestations, d'affrontements avec les forces de répression pendant une semaine entière, cette lutte a fait reculer honteusement le pouvoir qui a dû céder devant les «gamins».

POUR UN SYNDICAT ETUDIANT AUTONOME POUR UNE ARABISATION FONDEE SUR L'ARABE POPULAIRE,

A peine en avait-on fini avec les lycéens que les étudiants des sections arabisées entament une grève qui se généralise rapidement dans toutes les universités du pays, touche certains lycées et une partie des enseignants. Les étudiants refusaient la politique démagogique qui fait d'eux un alibi et les laisse sans possibilité d'embauche à la fin de leurs études.

L'arabisation est encouragée par une fraction au sein du pouvoir qui, par sa formation arabophone, se trouve exclue des prises de décision économiques et dont les possibilités de se servir de cette formation sont pratiquement nulles. L'arabisation des secteurs économiques élargirait donc ses possibilités d'enrichissement.

Cette politique d'arabisation s'explique par le dilemme devant lequel se trouvait la bourgeoisie : industrialisation rapide et arabisation lente ou l'inverse.

Etant donné le type d'industrie choisi, à technologie de pointe et, par conséquent, la nécessité de former des cadres, des ouvriers qualifiés, il n'y avait pas d'autre possibilité de choix que la première solution. Le combat pour une arabisation basée sur l'arabe populaire et la suppression de la langue française comme langue dominante doit être mené aussi

bien par les étudiants «francophones» qu'«arabophones». L'utilisation du français ou de l'arabe classique exclut les masses populaires de l'information et donc ne leur permet pas un contrôle sur toutes les décisions.

POUR UN MOUVEMENT DES FEMMES AUTONOME

Par la constitution de «groupes de travail d'étudiantes», les étudiantes algériennes, vont, dans un premier temps, poser publiquement le problème de l'oppression des femmes en Algérie, de la discrimination dont elles sont l'objet dans le domaine du travail, leur enfermement à la maison et leur soumission au bon vouloir de l'homme. La rediscussion du Code de la famille va relancer la mobilisation et l'étendre à des syndicalistes de l'Université et à certaines femmes travailleuses.

Le pouvoir entend élaborer un Code de la famille en dehors des principaux intéressés, les Algériennes et les Algériens, en confiant l'élaboration du projet à une commission composée en majorité de membres du clergé et qui ne compte qu'une seule femme.

Il faut refuser tout code non discuté et amendé par toute la population algérienne. L'organisation des colloques d'Alger et d'Oran, la mobilisation du 8 mars indiquent la possibilité de mobiliser de plus en plus de femmes et d'hommes. L'UNFA, complice du pouvoir, n'a pas protesté contre cet arbitraire.

Les femmes algériennes ne pourront lutter contre leur oppression qu'en s'organisant en dehors de l'UNFA, dans un mouvement autonome.

Cette renaissance du mouvement de masse a atteint son point culminant avec la lutte pour la reconnaissance de la langue Tamazirt (berbère).

POUR LA RECONNAISSANCE DE LA LANGUE TAMAZIRT POUR L'ARABE POPULAIRE

Influencé dès sa constitution par l'idéologie jacobine, centralisatrice et uniformisante, le PPA-MTLD a imposé en son sein l'unité culturelle algérienne. Issue dans sa grande majorité des rangs du PPA, la petite-bourgeoisie algérienne qui a investi l'appareil d'Etat colonial a traduit dans les faits cette «unité

culturelle», par des attaques systématiques contre l'expression culturelle et linguistique berbère, en supprimant l'enseignement du berbère à l'Université, en boycottant dans les organes d'information la chanson et la poésie berbère, et en tentant, en 1962, de supprimer la chaîne de radio berbère.

Menée au début uniquement par les étudiants de Tizi-Ouzou, la lutte pour la langue berbère et l'arabe populaire s'étendra à l'Université d'Alger, à la suite de la répression sauvage de la manifestation du 7 avril 1980.

Les étudiants d'Alger se mettent en grève et exigent la libération des 125 détenus. Pendant 3 jours, les tentatives de manifestation sont réprimées et les meetings se succèdent jusqu'à la libération des 125. A partir du 19 avril, date à laquelle l'assaut contre l'Université de Tizi-Ouzou fut donné et qui s'est soldé par 500 blessés, la lutte s'étend à toute la Kabylie, touchant toute la population.

Les grèves et les affrontements entre les CNS (Corps national de sécurité) et la population se poursuivent pendant 3 jours. La mobilisation reprend à Alger.

Le pouvoir tente alors d'isoler la lutte en répandant mensonges et calomnies au travers de ses organes d'information, prétendant que le mouvement est en réalité un complot néo-colonial et attisant le chauvinisme anti-kabyle.

Mais ni les calomnies, ni les mensonges, ni la répression ne viennent à bout de la détermination des masses à faire aboutir leur revendications et obtenir la libération des 24 détenus pour «complot contre la sécurité de l'Etat». En s'organisant en comité populaire, regroupant

INDEX DES SIGLES

UGTA — Union générale des travailleurs algériens

PAGS — Parti d'avant-garde socialiste (ancien PCA)

UNFA — Union nationale des femmes algériennes

PPA — Parti du peuple algérien, devenu MTLD, Mouvement pour le triomphe de la libération démocratique

enseignants, étudiants, ouvriers et employés, en comités d'instituts coordonnés entre eux, les masses et les étudiants ont montré la nécessité de l'auto-organisation pour faire aboutir les luttes, la nécessité de construire un syndicat étudiant autonome et qui soit au côté des masses.

La lutte pour la langue berbère, pour l'arabe populaire, pour un syndicat étudiant sont inséparables de la lutte pour les libertés démocratiques en général, pour le droit de s'organiser librement, le droit d'avoir sa propre presse.

Révolution», sur lesquels la bourgeoisie passera dans sa marche vers la «sadarisation».

Les attaques ouvertes dont il a été l'objet pendant le congrès sont un avertissement et préparent une «chasse aux sorcières». Les amendements aux statuts du FLN sont en fait des manœuvres pour l'acculer à s'intégrer au FLN.

UN CONGRES DE DUPES POUR PLEBISCITER CHADLI

Convoqué pour adopter le Plan 80-84, ce congrès s'est transformé en concert de louanges pour Chadli; les grandes décisions économiques ayant été prises lors des comités centraux de décembre et d'avril, la seule fausse note fut l'agriculture.

Le projet du pouvoir, clairement énoncé dans le rapport de la commission économique du Parti, prévoyait le démantèlement du secteur de la Réforme agraire et la transformation du secteur autogéré selon les normes industrielles. C'est le PAGS qui a engagé publiquement la bataille contre ce projet, et ce, avant le comité central d'avril, en organisant des discussions dans l'UGTA qui furent ensuite publiées dans la presse, ce qui lui valut de violentes critiques de la part du régime et des menaces de la commission économique du Parti. Le secrétaire général de l'UGTA s'est fait rappeler à l'ordre, accusé d'être manipulé par le PAGS.

Les difficultés soulevées par la politique agricole, les bévues en Kabylie, tout cela a paralysé le gouvernement et, pour s'en sortir, la bourgeoisie s'en remet à Chadli.

Pour Chadli, consacré homme providentiel par la bourgeoisie afin de juguler le mouvement de masse et de préserver son pouvoir, le congrès sera donc l'occasion de renforcer ses positions.

Alors que quelques mois plus tôt la collégialité était présentée comme la qualité principale du régime, ce qui permettait de décocher au passage des flèches au «pouvoir personnel» de Boumedienne, les dignitaires se mobilisent tout à coup derrière Chadli. Il n'y a pas d'intervention qui se fasse sans référence à la «parole de Chadli»; les staliniens du PAGS enfourchant le même cheval de bataille pour «préservier les acquis de la Révolution».

Le PAGS est en fait dans une impasse. Son projet d'intégration au FLN a été freiné par la mort de Boumedienne et il n'est toléré que s'il fait preuve de docilité. Il est d'autre part largement rejeté par une fraction du régime. S'il ne veut pas perdre sa base qui se rétrécit de jour en jour, surtout à l'Université, il est obligé de se faire le défenseur des «acquis de la

La direction stalinienne du PAGS continue à induire en erreur les militants de base et à entretenir des illusions sur ce régime pourri, sur son anti-impérialisme de façade, alors que la dépendance du pays vis-à-vis de l'impérialisme ne cesse de se renforcer : dépendance technologique, dépendance alimentaire, contrôle de l'industrie nationale par les multinationales, endettement croissant.

Il ne s'agit pas pour les marxistes-révolutionnaires de rester «neutres» dans la bataille que se livrent les différentes fractions de la bourgeoisie sur la «Révolution agraire».

Ils doivent se battre contre la remise des terres aux propriétaires fonciers, contre la privatisation des terres appartenant à l'Etat, tout en continuant à dénoncer cette Réforme agraire bourgeoise limitée.

Ils exigent la nationalisation intégrale sans indemnisation de toutes les propriétés des «absentéistes», en premier lieu des capitalistes et des dignitaires du régime.

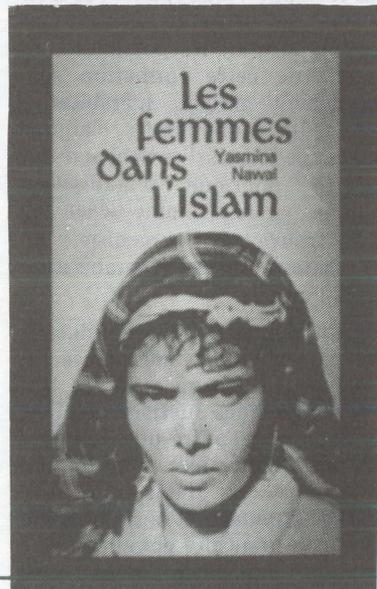
Ils doivent lutter contre le retour des mandataires dans le circuit de distribution, pour la nationalisation du commerce de gros, exiger la nationalisation de tous les capitaux étrangers, l'application effective du monopole sur le commerce extérieur, tout en sachant les limites et l'incapacité de cette bourgeoisie à réaliser ces tâches démocratiques.

Au moment où les courants féministes occidentaux brisent le silence tutélaire de la société patriarcale, qu'en est-il des femmes musulmanes ?



Editions
La Brèche

30 juin 1980



La participation des paysans à la Révolution

Nous publions, à titre de document, une étude sur l'impact de la Révolution iranienne dans les campagnes. Cette étude est parue dans le numéro 87 de la revue *MERIP-Reports* (PO-Box 1247 - New York - 10025). Sur le même sujet, on peut se reporter à l'étude de M. Dowlat, B. Hourcade et O. Puech parue dans le numéro 10 de *Peuples méditerranéens*.

Eric HOOGLUND

La participation très importante de la jeunesse des couches les plus pauvres aux nombreuses manifestations qui ont conduit à la chute de la monarchie et à l'établissement de la République islamique est l'une des caractéristiques les plus frappantes de la Révolution iranienne. Il est particulièrement intéressant de souligner la participation des jeunes d'origine rurale. Leur engagement, qui contraste avec l'image répandue sur la passivité traditionnelle de la paysannerie iranienne, s'est manifesté à une relativement large échelle (1). Etant donné le manque d'exemples de mobilisations politiques systématiques avant 1978 chez les paysans, cette politisation est d'autant plus remarquable. Mais il semble logique de se demander pourquoi ceux-ci — et en particulier la jeunesse — ont pris une part aussi active dans les luttes.

On peut en trouver une explication partielle dans les changements socio-économiques qui se sont produits en Iran à partir de 1962. Le programme de Réforme agraire, commencé en 1962 et qui a connu des retouches diverses au cours des 10 années qui ont suivi, a été le catalyseur des changements économiques dans les campagnes (2). Alors que la redistribution de la terre a profité dans une plus large mesure à la population rurale que dans les autres programmes similaires au Moyen-Orient, ses effets à long terme ne se sont pas révélés très favorables pour une très large majorité de la paysannerie. Presque la moitié des familles paysannes ont été exclues de la distribution de la terre parce que les chefs de famille n'avaient pas de baux de métayage en bonne et due forme. Ce groupe s'est transformé en un prolétariat agricole, à la merci d'emploi sous payés et non qualifiés, agricoles ou non, disponibles localement. L'extrême pau-

vreté et l'endettement sont devenus les principales caractéristiques de la situation économique que connaissent ces paysans sans terre.

Deuxièmement, parmi l'autre moitié des paysans qui avaient reçu de la terre, environ 84 pour cent ont reçu moins de 10 hectares, généralement dispersés en petites parcelles non contiguës. Les facteurs naturels, tels que la configuration montagneuse du terrain, l'insuffisance des nappes d'eau nécessaire à l'irrigation, l'aridité du climat et la salinité des sols, tout cela a contribué à une faible productivité agricole, rendant ces parcelles à peine suffisantes pour assurer la subsistance des paysans, même dans les meilleures conditions. Par conséquent, la plus grande partie des paysans propriétaires pratiquaient une agriculture de subsistance et non de profit, étaient fortement endettés et à peine moins pauvres que les paysans sans terre.

Troisièmement, à peu près la moitié des terres — et qui étaient constituées des meilleurs sols — n'ont jamais fait l'objet d'une redistribution mais sont restées sous le contrôle des grands propriétaires absents. Initialement, la culture de ces terres donnait des emplois aux

paysans, mais avec l'introduction et le développement des cultures commerciales, fortement mécanisées, produisant pour l'exportation et l'agro-industrie, on faisait de moins en moins appel à la main d'œuvre extérieure, ce qui a provoqué une concurrence intense entre les paysans sans terre et les petits fermiers à la recherche d'emplois de plus en plus rares.

Enfin, la politique du gouvernement visait à stabiliser les prix à la consommation et maintenait les prix de gros du blé et des autres céréales à un niveau artificiellement bas, alors que les prix des biens et des services croissaient au rythme de l'inflation. En 1977, le prix de revient réel pour les fermiers d'une tonne de blé ou de riz était plus élevé que le prix de ces marchandises sur le marché urbain de détail, où les produits alimentaires de base étaient fortement subventionnés par le gouvernement. Etant donné que 75 pour cent environ de la production de subsistance est constituée par le blé et l'orge, cela a conduit à une aggravation de la paupérisation des paysans et à une grande désillusion sur l'avenir de l'agriculture.

MIGRATIONS VERS LES VILLES

Cet ensemble de changements économiques a provoqué, au cours des années 70, des courants migratoires vers les villes d'une importance dramatique. Alors que ce mouvement avait déjà connu une grande ampleur à partir du milieu des années 50, il s'est accéléré de manière considérable et dramatique en 1972-73. Il est étroitement lié à la situation économique de l'agriculture et il fut par la suite relancé par le boom économique général créé par les revenus du pétrole. La principale caractéristique du boom au niveau de la paysannerie est cons-

titué par l'essor de l'industrie de construction. Les jeunes hommes de la campagne ont constitué la principale source de main-d'œuvre dans ce

1) L'absence de rébellion paysanne large au 20ème siècle en Iran a fait l'objet d'un examen minutieux de Farhad Kazemi et Ervand Ebraharian publié dans «The non-revolutionary Peasantry of Modern Iran», *Iranian Studies*, XI, 1978, pp. 259-304.

2) Les éléments concernant les conséquences de la Réforme agraire sont tirés de ma thèse de doctorat «The Effects of the Land Reform Program on Rural Iran», (John Hopkins University, 1975).

secteur. Au plus haut du boom de la construction, en gros du milieu de l'année 75 jusqu'à la fin de 1977, plus d'un million d'hommes furent employés sur les chantiers de construction à travers tout le pays, alors que la population totale mâle de 16 ans et plus n'excédait pas 8,5 millions.

Ce mouvement migratoire des paysans vers les zones urbaines a eu le plus fort impact dans les grandes villes, Téhéran, Ispahan, Mashhad, Tabriz, Chiraz et Ahwaz. Cependant, pratiquement toutes les villes de plus de 50 000 habitants connurent un flot migratoire important au cours des années 70, la plupart ont grossi d'environ 4 à 6 pour cent annuellement. Dans toutes ces villes, les migrants ruraux se sont généralement installés dans les zones les plus pauvres, souvent dans des taudis sordides faits de boue séchée, de bidons de tôle et même de simples tentes. Ces zones sont totalement dépourvues de tous les services élémentaires de la vie urbaine, tels que l'électricité, l'eau courante, les égouts et ils connaissent une densité de population élevée. Cependant, ces conditions n'étaient pas ressenties comme particulièrement insupportables par les nouveaux venus, étant donné que plus de 90 pour cent des 60 000 villages manquent totalement du moindre équipement. Bien plus, les migrants étaient attirés par les villes où les occasions de trouver du travail et de gagner de l'argent étaient plus nombreuses. Même dans les bidonvilles les plus sordides, les paysans avaient accès à l'éducation, à des services de santé et à des possibilités de se divertir plus nombreuses que dans les zones rurales.

Si l'émigration rurale a touché tous les sexes et les diverses tranches d'âge, ce sont surtout les jeunes nés après 1953 qui furent les plus nombreux à aller vers les villes. Une partie de ceux qui émigrèrent avaient quelquefois à peine une dizaine d'années et la plupart de ceux qui partaient à la recherche d'un travail avaient entre 15 et 16 ans. Ce sont en général des célibataires qui épargnent une partie de leur salaire en vue de leur mariage, prévu en général avec une femme de leur village qu'ils ont l'intention de faire venir en ville. Les hommes plus âgés, et qui sont déjà mariés, laissent généralement leur famille au village, travaillent pendant plusieurs mois ou années, puis amènent leur femme et leurs enfants à la ville. En 1977, il y eut un véritable exode massif de jeunes migrants vers les bourgs et les villes. L'enquête que j'ai menée au cours

de l'été de cette année-là a révélé que, dans un grand nombre de villages de l'ouest de l'Iran, 65 à 90 pour cent des jeunes hommes de 14 à 27 ans avaient émigré vers des villes proches (entre 50 et 100 kilomètres) ou plus lointaines (plus de 100 kilomètres) pour trouver du travail. Ces résultats sont confirmés par les rapports de sociologues iraniens ayant étudié d'autres régions du pays. En fait, le précédent gouvernement lui-même s'était alarmé de cet exode massif et de ses conséquences à long terme pour la production et le développement agricoles, au point qu'il avait convoqué une conférence de spécialistes du monde rural en 1977 afin de trouver un débouché et endiguer ce flot migratoire. L'importance de la préoccupation du gouvernement peut être déduite du fait que les participants furent non seulement encouragés à parler en toute franchise, mais assurés de surcroît que les critiques portées à la politique gouvernementale ne leur vaudrait aucune censure ni attaque de la SAVAK (3). Cependant, à ce moment-là, l'ancien gouvernement avait déjà perdu le contrôle de la situation économique et, moins d'une année plus tard, il perdait aussi le contrôle de la situation politique. Avant l'éclatement de la révolution, aucune mesure n'avait été mise en œuvre.

L'exode rural n'affecte pas tous les villages de la même manière. Le modèle que nous avons rencontré,

moi et d'autres chercheurs, en 1977 et 1978, était le suivant : dans les villages situés dans les régions les plus lointaines (plus de 100 kilomètres) des grandes villes (plus de 100 000 habitants) le taux de migration était plus élevé alors que dans les villages les plus proches des grandes villes, le taux était plus faible. En particulier, dans les villages qui se trouvaient dans un rayon de 40 à 50 kilomètres des grandes villes, le taux de migration des jeunes hommes était ordinairement inférieur à 50 pour cent du groupe d'âge et souvent inférieur à 20 pour cent. Les jeunes hommes de ces villages allaient régulièrement en ville, mais en tant que migrants journaliers, pour travailler sur les chantiers de construction ou dans des usines et revenaient dans leur famille au village chaque soir. J'ai observé et étudié ce schéma pour la région de Téhéran-Varamin et celle de Chiraz au cours de la période 1977-1979. Il correspond aux schémas de migrations journalières observés dans d'autres villes, telles qu'Ispahan, Kermanshah, Tabriz et Semnan (4). Je pense que la plupart des villages situés à une distance relativement faible des villes (jusqu'à une heure maximum de transport) monteraient des caractéristiques semblables; des jeunes gens se rendent en ville pour travailler aux côtés de travailleurs appartenant aux couches citadines les plus pauvres et dont la plupart ont émigré récemment.

LA PROLETARIANISATION DE LA JEUNESSE PAYSANNE

Les paysans qui émigrent chaque jour pour travailler dans les villes constituaient, en 1978-79, la majorité des jeunes gens d'origine rurale âgés de 14 à 27 ans. Bien qu'ils continuassent à résider au village, à participer à la vie et aux activités agricoles pendant leur temps de congés, ces jeunes hommes trouvaient certains traits qui étaient plus caractéristiques des couches plébéiennes urbaines que de la paysannerie (5). Tout d'abord, ces jeunes hommes considéraient les travaux non agricoles comme leur source de revenus. Cela ne veut pas dire qu'ils n'aimaient pas les travaux des champs, bien que cela soit vrai pour certains; une majorité exaltait les vertus de l'agriculture, mais ils se plaignaient de ce qu'ils ne pouvaient en vivre. La plupart d'entre eux, en fait, travaillaient sur leurs parcelles familiales, le soir, pendant leurs jours de congés et les vacances. Il est significatif que certains, ayant dépassé 22 ans, soient associés par leur père aux décisions concernant

les travaux des champs même si leur rôle actif se limitait à leur travail en ville. Malgré cela, aucun de ces jeunes gens ne voit son avenir dans l'agriculture. Ils aspirent à une sécurité économique qu'ils sentent n'être accessible que sur le marché du travail urbain. Cela ne veut pas dire qu'ils trouvent une quelconque satisfaction dans leur travail. Il y a une importante mobilité de l'emploi, les travailleurs étant sans arrêt

3) Information fournie par plusieurs étudiants iraniens qui y participèrent.

4) Information orale donnée par divers sociologues iraniens spécialistes du monde rural.

5) Les éléments suivants sont fondés sur de nombreuses interviews et conversations que j'ai eues avec de jeunes ruraux de la région de Chiraz sur une période de 14 mois en 1978-79. Je remercie les nombreux jeunes gens qui ont bien voulu réfléchir avec moi et m'ont apporté à ce moment-là leur aide et leur amitié.

à la recherche de meilleures conditions de travail, de meilleurs horaires et surtout de meilleurs salaires. La plupart d'entre eux se considèrent comme *kargar* — ouvriers — et non comme paysans. Il semble même qu'ils en tirent une certaine fierté bien qu'ils reconnaissent qu'ils vivent «*mieux*» que les ouvriers des villes, car ils jouissent d'un air plus pur, loin du bruit et de la crasse de la ville.

Le second trait peut être qualifié de «*matérialiste*». Ces jeunes gens semblent heureux d'acquérir des vêtements et des biens de consommation tels que des montres, des transistors et des magnétophones à cassettes. Tous rêvent d'acheter une voiture ou au moins une mobylette. Il est rare qu'ils soient propriétaire de leur logement, étant donné le haut niveau des prix et la difficulté d'obtenir des prêts pour s'installer. Il y a aussi une forte demande de «*logements modernes*». C'est le terme par lequel ces hommes désignent des cours pavées entourées d'un mur de briques avec une maison de briques, équipée d'une «cuisine de ville», d'une salle de bain individuelle, de l'eau courante et de l'électricité. En effet, dans beaucoup de villages autour des villes, on constate qu'une activité fébrile se développe pour construire ces maisons, répliques exactes de celles des couches urbaines les plus pauvres.

Le troisième trait consiste en une attitude positive à l'égard de l'éducation. Chez ces jeunes hommes, l'analphabétisme total est presque inexistant, bien qu'il y ait d'énormes variations dans le niveau réel de scolarisation. Seule une très petite minorité est allée jusqu'au bout de l'enseignement secondaire alors que ceux qui sont allés au-delà sont encore plus rares. Il est courant de constater que ces hommes ont passé six années à l'école et achevé le cours primaire (six ans) alors que près de 20 pour cent seulement sont allés jusqu'à la fin de la neuvième année. En 1978-79, ceux qui étaient inscrits dans une école secondaire étaient très peu nombreux. Dans presque tous les cas, cela signifiait aller à la ville. Quel que soit le nombre d'années réellement passées à l'école, on constate qu'ils sont tous conscients que l'éducation est nécessaire pour obtenir les emplois meilleurs et mieux rétribués auxquels ils aspirent. En fait, chez les hommes âgés de 20 ans et plus et qui ne sont jamais allés dans une école secondaire, on entend communément dire que les cours du soir sont une bonne chose. Un certain nombre sont inscrits à un cours du soir, ce qui veut dire aller en ville trois ou quatre soirs par semaine. Parmi ces jeunes gens qui ont terminé ou qui pensent



achever des études secondaires, pratiquement tous jugent favorablement les études supérieures. Ce groupe ressent avec une amertume toute particulière ses faibles chances de jamais accéder à un collège d'enseignement supérieur, étant donné la «difficulté» de l'examen d'entrée qui récompense en fait ceux qui ont eu la chance de recevoir une meilleure éducation dans une école secondaire de bon niveau, où sont éduqués les enfants de la moyenne et de la grande bourgeoisie.

Le quatrième trait est la religion. Ces jeunes hommes posent le problème de la religion dans des termes très militants. La politisation de la religion qui était, et reste encore, une composante très forte de la Révolution, est acceptée avec enthousiasme. Cela ne veut pas dire que tous ces hommes soient d'actifs pratiquants des règles et des rites religieux. En fait, dans les villages, il est possible de trouver des prises de position très laïques, voire anti-religieuses, chez des jeunes qui n'ont fréquenté que l'école primaire. Dans l'ensemble, cependant, il se manifeste un intérêt très fort pour les personnalités religieuses et leurs sermons. Jusqu'en août 1979, une très grande majorité apportait son soutien inconditionnel à l'Ayatollah Khomeiny et le reconnaissait loyalement pour son imam. Ils ne croient pas que Khomeiny doive être obéi à la lettre, dans tous les domaines, en particulier dans le domaine social. Mais à chaque fois que Khomeiny parle des enjeux de la Révolution et met en garde les Iraniens contre le danger de la diabolique influence étrangère, ces jeunes hommes écoutent attentivement. Les cassettes religieuses sont très populaires. Les foyers qui comptent au moins un jeune garçon peuvent se targuer de posséder une telle collection de cassettes enregistrées. Les cassettes de feu Ali Shari'ati sont les plus populaires et les idées de celui-ci sont largement débattues (6).

La plus grande partie des jeunes paysans ne croit pas qu'il y ait de contradiction entre la religion et le plaisir. Certains membres du clergé mettent l'accent sur le caractère contradictoire de ces deux notions et c'est la raison principale de la naissance d'un fort courant d'anticléricisme souterrain. Le clergé est en soi très respecté pour sa piété incontestée, sa spiritualité et ses connaissances, mais il est raillé pour son conservatisme social. Ces jeunes gens acceptent mal les remontrances au sujet de leur «mauvaise conduite». Ils considèrent que leurs distractions sont innocentes, en particulier lorsqu'il s'agit d'activités telles que danser lors d'un mariage, écouter de la pop music iranienne, fumer de l'opium et aller occasionnellement au cinéma. Pour eux, ces activités veulent dire jouir de la vie et constituent une récompense après les longues heures passées à travailler dur. Dans le même temps, ils se considèrent comme «religieux», sinon pieux, et ils sont prompts à affirmer que l'Imam Ali lui-même aimait à chanter et danser.

Le dernier trait que nous pouvons observer est un degré très élevé de conscience nationale. Ils sont certainement très conscients de ce qui se passe dans le monde, au-delà de leurs villages. Ils se sentent iraniens et s'identifient très fortement à leur pays (7). Beaucoup de ces hommes de plus de 18 ans ont voyagé dans d'autres parties de

6) Shari'ati a été le principal théoricien des courants islamo-progressistes, insistant notamment sur le rôle des shoras dans l'organisation de la nouvelle société à bâtir en Iran. («Inprecor»)

7) En parlant de conscience nationale, je fais référence spécifiquement à l'ethnie persanne et j'exclus les minorités ethniques telles que les Turcs, les Kurdes, les Arabes, etc. Toute étude de cette notion de minorité ethnique devrait examiner les effets des interactions entre la conscience ethnique et le chauvinisme perse sur leurs concepts et leur loyauté envers l'Iran.

l'Iran, soit lorsqu'ils ont fait leur service militaire ou lorsqu'ils ont rendu visite à des amis, à leur famille ou sont allés en pèlerinage dans les lieux saints. Presque tous ont de la famille vivant dans les villes et leur contact et leur connaissance de la vie urbaine est aussi étendue que celle de n'importe quel Iranien. Ils montrent un grand intérêt pour tous les événements nationaux qui sont souvent sujets de discussion dans les rassemblements sociaux. Ils se considèrent certainement comme mieux informés que leurs pères et ainsi n'hésitent pas à faire entendre leur point de vue auprès des anciens du village. Ecouter les informations à la radio est un passe-temps courant. Pendant la Révolution, beaucoup ont commencé à lire régulièrement les journaux et la plupart ont continué de manière plus ou moins suivie. Pendant toute l'année 1978, ces jeunes hommes étaient au courant des événements politiques et à la fin de l'année, ils étaient aussi politisés que n'importe quel autre groupe.

Quels sont les facteurs spécifiques qui ont influencé leur conduite politique en 1978-79 et quelle attitude ont-ils prise à l'égard de la Révolution ? Un fort sentiment de frustration concernant leur situation économique paraît avoir été déterminant pour les préparer à une activité politique. La très grande majorité de ces jeunes gens occupait des emplois non qualifiés pour des salaires très bas. Beaucoup travaillaient sur des chantiers de construction, mais on les trouvait aussi dans tous les emplois mal payés que l'on rencontre en ville et qui demandent un faible niveau de qualification. Les salaires moyens étaient de l'ordre de 15 000 rials (8) par mois (environ 200 dollars), somme qu'ils considéraient tous comme insuffisante.

Les revenus n'étaient pas la seule source d'insatisfaction. Très peu d'entre eux étaient satisfaits de leur travail. Les travailleurs de la construction, en particulier, redoutaient le chômage puisqu'il n'y avait pas de syndicat pour leur procurer un travail lorsqu'un chantier était terminé. Ils étaient embauchés pour des périodes très courtes, ce qui les obligeait à être sans cesse à la recherche d'un autre emploi. Les mesures économiques «déflationnistes» prises par le gouvernement Amuzegar, en 1977, ont eu pour conséquence une baisse d'activité dans la construction, dès le début de l'année 1978. Chez tous les hommes interrogés, on sentait un grand ressentiment à l'égard des hauts salaires payés par le gouver-

nement et les entreprises privées aux salariés qui avaient un haut niveau de qualification. Les hommes de la campagne critiquaient à l'unanimité l'injustice dont ils étaient victimes, alors que ces salariés touchaient des rémunérations de 10 à 20 fois supérieures aux leurs. L'animosité était aussi dirigée contre les 100 000 étrangers présents en Iran en 1978 et dont on pensait que la plupart gagnaient au moins 20 000 tomans par mois (3 000 dollars) (8).

Une petite minorité de ces jeunes ruraux n'était pas tant mécontente de sa situation économique que frustrée en raison de l'impossibilité dans laquelle elle se trouvait d'arriver à la position à laquelle elle aspirait. Il s'agissait des paysans qui avaient suivi un enseignement secondaire ou, dans certains cas, un enseignement post-secondaire. Ils travaillaient comme instituteurs, employés qualifiés dans les industries, techniciens ou employés de bureaux de l'administration ou des entreprises du secteur privé. Ces hommes composaient une sorte «d'élite intellectuelle» au sein de la jeunesse rurale. En tant que groupe, ils aspiraient à poursuivre des études supérieures, mais ils n'avaient pas réussi l'examen d'entrée, en raison probablement de la qualité médiocre de l'enseignement dispensé dans les écoles villageoises. Ils étaient en général rendus très amers par cette exclusion dont ils étaient victimes d'une meilleure éducation et nourrissaient un fort ressentiment à l'égard des étudiants des universités, dont ils pensaient que la plupart gaspillaient les possibilités d'éducation qui leur étaient faites et qu'ils ne les méritaient pas. Ce groupe de jeunes hommes avaient sans aucun doute une conscience de classe. Alors qu'un certain nombre était assez familiarisé avec la terminologie marxiste, presque tous considéraient que l'Islam, en particulier un Islam revivifié tel que le prêchait Shari'ati, pouvait apporter des solutions aux diverses inégalités sociales.

Les frustrations que connaissaient tous ces jeunes gens les rendaient particulièrement sensibles aux discours politiques promettant une nouvelle société. C'est précisément ainsi que le mouvement politique contre le chah fut perçu à la fin de 1978. L'identification entre une idéologie nationaliste et une idéologie religieuse fut déterminante pour mobiliser ces jeunes gens et les engager dans l'action politique. Une telle fusion donnait une légitimité à cette action.

Les premiers paysans qui répondirent à l'appel du mouvement politique furent «l'élite intellectuelle». Celle-ci observa avec sympathie

et participa quelquefois activement aux manifestations appelées par les religieux au cours du printemps et au début de l'été 78. Puisqu'ils étaient mieux éduqués et avaient des emplois meilleurs que la moyenne des paysans, ils étaient en général bien informés des problèmes politiques nationaux, ils pouvaient devenir très persuasifs et en sont arrivés à exercer une influence considérable sur leurs aînés. A l'automne 1978, ils ont ouvertement défié les anciens des villages et les autorités en prenant la parole en public et en participant à des manifestations. Il en a émergé rapidement des leaders villageois qui consciemment employaient les symboles religieux et nationalistes pour gagner la majorité de la jeunesse rurale à la Révolution. Ces jeunes gens ont réussi à organiser un soutien aux manifestations anti-chah qui avaient lieu presque quotidiennement à travers tout le pays au début décembre 1978. Ces jeunes ruraux qui se rendaient en ville tous les jours pour participer aux manifestations avaient en commun avec les manifestants d'extraction urbaine le désir de remplacer le gouvernement du chah par un gouvernement islamique. Bien que leur conception d'un gouvernement islamique n'ait jamais été clairement définie, les discussions qui réunissaient des dizaines de jeunes hommes révélaient qu'ils partageaient dans l'ensemble les mêmes espoirs : sécurité de l'emploi, syndicats ouvriers, salaires plus élevés, assurance médicale et autres garanties sociales, distribution de la terre, prix plus élevés des produits de la terre, prêts à faible taux d'intérêt, enseignement gratuit, électrification des zones rurales et un plus grand nombre de dispensaires, tels étaient les revendications que la plupart des jeunes villageois avançaient dans les discussions tout au début de 1979. Après la victoire de la révolution en février 1979, la majorité de la jeunesse rurale reconnut que la réalisation de tous les programmes et la mise en œuvre d'une politique qui satisfasse les diverses attentes serait une tâche de longue haleine pour le gouvernement. Alors que la Révolution a maintenant plus d'un an, il n'y a aucun signe que ces jeunes gens, maintenant politisés, aient tout à fait renoncé à leurs espoirs. La question qui se pose maintenant est la suivante : quelle durée sera considérée comme suffisante pour que le gouvernement démontre qu'un progrès est en voie de réalisation et quelle seront leurs réactions si naît un sentiment général d'insatisfaction ? □

8) Environ 75 rials pour un dollar. Le toman est l'expression qui désigne couramment 10 rials.

Impérialisme, Thaïlande et l'aide aux réfugiés

Pierre ROUSSET

LE 23 juin 1980, de violents combats éclataient le long de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Les premières informations se faisaient des plus alarmistes : l'équivalent d'une division vietnamienne (environ 10 000 hommes) avait pénétré, en de nombreux points de la frontière, sur le sol thaïlandais, peut-être pour y rester.

L'affaire prenait peu après de plus justes proportions. Tous les combats, à l'exception de l'un d'entre eux, avaient incontestablement eu lieu du côté cambodgien de la frontière. Ce n'est qu'au niveau du village de Non Mark Moon que des troupes vietnamiennes avaient pénétré de 2 km, pour une douzaine d'heures et avec les effectifs de deux compagnies (200 hommes environ), sur le territoire contrôlé par la Thaïlande. En-

core est-il que le tracé de la frontière dans cette région est contesté : pour les cartes françaises de 1906-1909 (qui servent, en général, à régler les litiges de cet ordre), ces localités sont cambodgiennes ; mais pour les cartes américaines des années soixante, utilisées par Bangkok, elles sont thaïlandaises.

Toujours est-il que, pour la première fois en 16 mois, c'est-à-dire depuis qu'elles sont entrées au Cambodge, les forces vietnamiennes ont délibérément pénétré en territoire sous contrôle thaïlandais et se sont trouvées engagées dans un combat significatif avec l'armée royale et ce à la veille de la réunion d'une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN (1) qui devait traiter de la situation indochinoise. Il s'agit donc beaucoup plus que d'un simple incident ou d'un épisode fortuit.

LA POLITIQUE THAÏLANDAISE DE «RAPATRIEMENT VOLONTAIRE»

Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des Affaires étrangères, dénonçait alors qu'il faisait escale à Bangkok peu après les combats, la politique suivie par Bangkok qui consiste à porter secours aux réfugiés durant la saison sèche pour «les renvoyer, en tant que soldats, combattre au Kampuchea durant la saison des pluies qui donne l'avantage aux guérillas (2)». Et il semble bien que l'organisation par l'armée thaï, avec la couverture du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU, à partir du 17 juin, d'une nouvelle opération de «rapatriement volontaire» de Cambodgiens du camp de Sakeo, contrôlé par les Khmers rouges, soit à l'origine de cette dernière escalade du conflit.

Au départ, des responsables du HCR en Thaïlande avaient décidé d'engager des négociations en vue de rapatrier au Cambodge les réfugiés qui le désiraient, seule façon de résoudre durablement le problème en évitant

la formation de camps permanents de réfugiés, analogues aux camps palestiniens. Revenant début février d'un voyage à Hanoi et Phnom Penh, qui avait suscité l'opposition des États-Unis, le coordinateur régional du HCR, Zia Rizvi, déclarait que le retour volontaire des réfugiés était à la fois «réalisable et souhaitable», si un climat de confiance pouvait être établi (3). Peu après, le gouvernement Heng Samrin appelait le gouvernement thaï à engager des négociations à ce sujet.

Les Khmers rouges ont alors violemment dénoncé ce plan de «rapatriement volontaire» et Bangkok s'est refusé à engager toute négociation à ce sujet avec Phnom Penh sous prétexte qu'il ne voulait pas reconnaître ainsi «de fait» un régime qu'il combat. Au contraire, le gouvernement thaï a proposé la création d'une vaste zone à cheval sur la frontière, sous contrôle international, dans laquelle seraient regroupés les réfugiés, et a commencé

à organiser de façon unilatérale son propre plan de «rapatriement volontaire». Le conflit politique qui oppose, depuis début 1979, les capitales indochinoises à la Thaïlande, les puissances occidentales et la Chine au sujet de l'organisation des aides humanitaires a pris, dans ces conditions, une dimension nouvelle :

— La mise sur pied éventuelle d'une vaste zone de regroupement, sous contrôle international, (et partiellement située en territoire cambodgien), tendrait évidemment à constituer un petit «Cambodge libre», échappant officiellement à l'autorité de Phnom Penh et donnant chair à la thèse des «deux Cambodge», mise à mal par l'absence de zone de population dans le pays même où les Khmers rouges et les Khmers serei seraient à même d'établir leur administration.

— L'existence de cette zone largement alimentée par l'aide internationale occidentale aurait constitué un pôle d'attraction considérable pour une population cambodgienne toujours frappée par la disette et menacée par un retour de la famine. Déjà, le maintien du «pont humain», établi par des organisations humanitaires, afin de faire parvenir à partir de la frontière thaïlandaise des semences de riz, de la nourriture, des instruments agricoles, des médicaments, voire des animaux de traits comme le projetait Oxfam Amérique, commençait à jouer un rôle déstabilisateur malgré les secours immédiats et partiellement irremplaçables qu'il fournissait. Un flot continu de paysans, marchands et citadins se rendait aux points de distribution sur la frontière, à pied, à dos de buffle, à bicyclette, en camion-stop, illustrant

(1) ASEAN : Association des nations du Sud-Est asiatique regroupant la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et les Philippines.

(2) Cité par Derek Davies, «Far Eastern Economic Review», (FEER), du 4 juillet 1980.

(3) Cité par Nayan Chanda, FEER du 4 juillet 1980.

l'ampleur des besoins et de la demande. Mais, en même temps, le «pont humain» contribuait au développement du marché noir et d'un commerce spéculatif, développait des mentalités d'assistés, détournait des tâches de la production. A l'approche de la saison des pluies et des labours, le problème se faisait plus aigu : alors que le pays manque terriblement de cheptel (il aurait été détruit à 70 % depuis 1969), les buffles s'épuisaient dans d'incessantes allées et venues entre les villages et la frontière. Nombre d'observateurs (journalistes, responsables des services d'aides, membres de l'administration khmère...) s'inquiétaient de plus en plus des conséquences que cela allait avoir avec l'arrivée de la mousson.

— Une conférence internationale s'est réunie sous l'égide de l'ONU, les 26 et 27 mai, à Genève. Elle fut l'occasion d'un nouveau tir de barrage contre le Vietnam et de fortes pressions ont été exercées par les «pays donateurs» (impérialistes) et la haute administration de l'ONU sur les responsables des projets d'aide en cours pour qu'ils durcissent leur attitude vis-à-vis de Phnom Penh. On a beaucoup discuté des difficultés qu'il y avait à contrôler exactement la distribution des vivres au Cambodge. Mais personne ne semble avoir voulu soulever le problème de l'utilisation de l'aide distribuée à la frontière thaïlandaise. Or, chacun savait que : «malgré la présence massive d'organisations internationales humanitaires (dans les camps de réfugiés) combattants et civils sont toujours restés confondus (4)». Dans ces conditions (et une fois la situation alimentaire stabilisée), «il est devenu de plus en plus clair que l'aide internationale, utilisée à des fins politiques, militaires et mercantiles, favorisait en priorité le renforcement des éléments armés et, de ce fait, alimentait la poursuite de la guerre (5)».

— Le «rapatriement volontaire», mis unilatéralement en œuvre par Bangkok, a peut-être été l'élément le plus provocateur de la «politique de l'aide» développée par l'Occident à partir de la Thaïlande. La nature de cette opération est, en effet, sans ambiguïté aucune : «Le transfert va s'opérer directement au profit des mouvements de la résistance anti-vietnamienne (Khmers rouges d'une part et Khmers serei et serika anti-communistes de l'autre)... A de très rares exceptions près, il ne s'agit donc pas, selon les intéressés eux-mêmes, d'un rapatriement vers leurs villes et villages d'origine, ni d'une soumission aux nouvelles autorités mises en place par l'armée vietnamienne (6).»

Dans le camp de Khao-I-Dang, sur une population totale de plus de 130000 personnes, vers le 20 juin, il n'y avait encore que 500 volontaires pour le rapatriement. Il s'agirait, dans ce cas, de véritables volontaires souhaitant bien souvent retrouver leurs villages et leurs familles.

Mais il n'en va pas de même dans le camp de Sakeo où les principaux départs (environ 9000 personnes) ont eu lieu début juillet. Ce camp, fort de plus de 24000 âmes, est sous contrôle khmer rouge. «Il est divisé entre une minorité de Khmers rouges et des milliers de civils, surtout des paysans qui cherchent à tout prix à leur échapper. Les premiers, au grand maximum un tiers de l'ensemble, sont fiers de leur appartenance à l'Angkar et ne cachaient pas, ces jours-ci, leur impatience de rentrer au Cambodge pour en découdre avec les Vietnamiens. Ils règnent en maîtres sur des milliers de civils angoissés, dont beaucoup n'osent guère parler ouvertement aux étrangers... Volontaire à Khao-I-Dang, l'opération paraît singulièrement faussée à Sakeo. Les organisations internationales qui n'ont aucune autorité sur ce camp, placé sous contrôle de l'armée thaïlandaise, n'ont jamais été en mesure de faire cesser le règne terroriste de l'Angkar. Elles l'ont même généralement passée sous silence. Les professionnels occidentaux de l'aide humanitaire et les fervents bouddhistes ne se sont pas souciés outre mesure de la protection de ceux qui leur adressaient des appels angoissés ou qui cherchaient refuge à la pagode. On a, a priori, considéré la quasi-totalité des civils cambodgiens arrivés à Sakeo en octobre avec les Khmers rouges, comme acquis à leur cause : c'était bien souvent des otages... Faut-il rappeler que c'est précisément à Sakeo que Mme Carter, entourée d'un essaim de journalistes, était venue s'apitoyer sur leur sort et leur promettre que l'Amérique ne les abandonnerait pas (7).»

Dans le camp de Sakeo, une véritable campagne d'intimidation a été organisée pour forcer les paysans à suivre les combattants lors de l'opération de rapatriement dit volontaire. «Les leaders khmers rouges de Sakeo ont créé», lit-on dans le *Figaro*, «une force spéciale de 300 hommes, chargés de faire comprendre aux réfugiés que ceux d'entre eux qui veulent rester au camp creusent leurs propres tombes et qu'ils seront exécutés (8).»

— Il est aussi possible qu'une série de provocations directes aient été montées par Bangkok à la veille de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN afin de susciter une riposte vietnamienne et

de ressouder les rangs divisés du bloc néo-colonial d'Asie du Sud-Est. Plusieurs incursions des forces thaïlandaises auraient eu lieu en territoire cambodgien, notamment pour «aider» aux rapatriements. C'est d'ailleurs ce que reconnaît un colonel thaïlandais dans une interview accordée au journal de Bangkok, *Matichon* (9). C'est aussi le gouvernement thaïlandais et l'état-major thaïlandais qui ont décidé de faire passer la confrontation à un niveau très supérieur en envoyant l'aviation et les blindés sur le champ de bataille. C'est enfin de Bangkok que sont venues les nouvelles alarmistes (et fausses) d'une «invasion» du pays par «des milliers» de soldats vietnamiens. C'est dans cette atmosphère que la réunion de l'ASEAN a dénoncé «l'agression» vietnamienne.

Lors de la nomination du nouveau Premier ministre thaïlandais, Prem Tinsulanond, au début de l'année, nombre d'observateurs se sont demandés s'il n'allait pas suivre une politique indochinoise plus «modérée» que celle de son prédécesseur, Kriangsak. Il n'en a rien été et l'établissement, sous un prétexte largement gonflé pour la circonstance, d'un blocus du Laos est là pour le confirmer. Un incident frontalier a fait un mort, un officier de la marine fluviale thaïlandaise. Selon l'enquête menée par le correspondant du *Monde* (10), la vedette militaire aurait pénétré dans les eaux territoriales laotiennes pour tenter de récupérer le corps d'un contrebandier thaï tué. Là encore, Bangkok a refusé toute négociation avec Vientiane, ces contacts sont pourtant prévus dans de tels cas par les accords signés entre les deux pays. Le gouvernement thaïlandais a décidé d'instaurer un blocus total du Laos qui n'est à ce jour toujours pas levé. Cette mesure est extrêmement grave : c'est l'un des pays les plus pauvres du monde et il ne bénéficie d'aucun débouché maritime pour s'approvisionner. Il dépend en-

(4) Roland-Pierre Paringaux, «Le Monde» du 28 juin 1980.

(5) R.P. Paringaux, «Le Monde» du 13-14 juillet 1980.

(6) R.P. Paringaux, «Le Monde» du 21 juin 1980.

(7) R.P. Paringaux, «Le Monde» du 21 juin 1980.

(8) «Le Figaro» du 25 juin 1980.

(9) Il s'agit du colonel Prachak, cité dans «Le Doanket» (Paris) du 12 juillet 1980.

(10) Voir R.P. Paringaux, «Le Monde» du 17 juillet 1980.

tièrement de la Thaïlande pour ses échanges maritimo-terrestres et pour une part de ses échanges aériens. Une route et un pipe-line sont en train d'être construits entre Vientiane et la province côtière de Nghe Tinh au Vietnam. Mais les communications vers ce dernier pays restent particulièrement difficiles, surtout en période de mousson, car elles doivent traverser la cordillère annamite. Bangkok a saisi le premier prétexte venu pour asphyxier le Laos comme en 1975 et 1976, accentuant par là la dépendance du plus petit des trois pays indo-chinois envers le Vietnam, dépendance que le gouvernement thaïlandais combat officiellement !

— Enfin, pour compléter ce tableau, il faut souligner que les puissances occidentales — en tout cas les Etats-Unis — s'approprièrent à développer leur politique en matière «d'aide». «*Les Etats-Unis*», note John Edwards, «doivent partir du présupposé qu'un règlement politique au Kampuchea est des plus improbables et que, tant que la guerre se poursuit en Thaïlande, la Chine et les USA ont intérêt à soutenir les Khmers rouges contre le régime Heng Samrin. Cela veut dire poursuivre le conflit pendant les trois ou quatre années à venir durant lesquelles le rôle des camps frontaliers de réfugiés et le programme international d'aide alimentaire revêtiront une importance militaire croissante pour les deux côtés (11).»

Quand le CICR (la Croix-Rouge) et l'UNICEF (organisme de l'ONU chargé des secours aux enfants) ont décidé d'interrompre la distribution des vivres dans les zones contrôlées par les soldats khmers rouges, à la suite des derniers combats, les Etats-Unis et le Japon (ainsi que d'autres puissances occidentales) ont exercé de fortes pressions pour renverser cette décision, sans se préoccuper des principes humanitaires invoqués par les organismes concernés. Ils ont pris, évidemment, fait et cause pour le régime thaïlandais qui se refuse à séparer les combattants des civils dans les camps de réfugiés et profère des menaces de rétorsion envers le CICR et l'UNICEF.

Richard Nation souligne d'ailleurs que «l'ambassade des Etats-Unis a bien fait comprendre aux agences privées d'aide qui travaillent étroitement avec elle que la distribution des secours dans les zones de Pol Pot était la clef politique de toute l'opération cambodgienne d'aide». Devant les remous provoqués dans les organisations humanitaires par cette politique de guerre sous couvert d'aide, «ceux qui poussent à une attitude

de exempte de tout compromis à la frontière cambodgienne — l'ambassade des Etats-Unis soutenue par celles du Canada, de la France et de la Grande-Bretagne —... se tournent vers Sir Robert Jackson, le coordinateur pour les Nations Unies des secours déployés de Bangkok, pour fournir la direction que le CICR (Croix-Rouge) a pris pour un temps sur elle-même».

C'est dans cette «alliance informelle entre la Thaïlande et les organisations humanitaires internationales», note Nation, qu'il faut voir «le véritable objectif de l'attaque vietnamienne (12)».

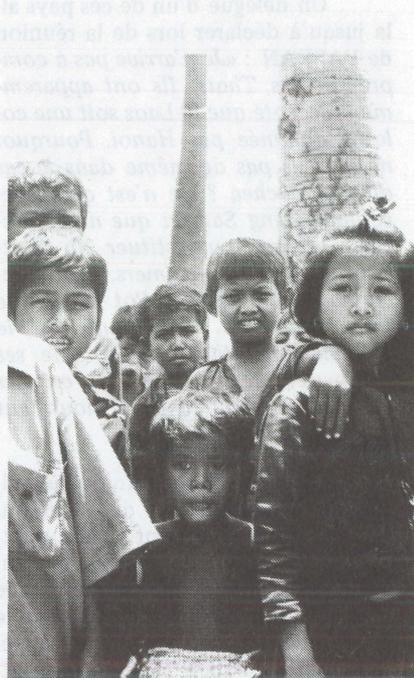
L'incursion vietnamienne du 23 juin apparaît dans ce contexte comme une riposte limitée et une mise en garde face à cet ensemble de mesures visant à accroître, sous le couvert de l'aide humanitaire, la pression militaire à la frontière.

LES DIVISIONS DE L'ASEAN

Sur le terrain, l'effet le plus immédiat des derniers combats frontaliers aura été la fermeture du «pont humain» organisé via le village de Nong Chan, la décision (fort tardive) du CICR et des autres grandes agences de suspendre la distribution des secours là où ils bénéficient de toute évidence aux Khmers rouges, la suspension prévue des opérations de rapatriement opérées depuis Sakeo (celle de Kao-I-Dang étant déjà interrompue). Il est probable qu'un certain nombre d'agences privées, notamment américaines, prendront le relais des organisations liées à l'ONU.

Par ailleurs, les combats se sont déplacés vers le massif montagneux de Phnom Malai, adossé à la frontière thaïlandaise et qui sert de bastion et de zone-refuge aux forces khmères rouges dans l'ouest du Cambodge.

Sur le plan international, la première conséquence des combats a été la publication d'un violent communiqué de la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN qui a réaffirmé son soutien aux Khmers rouges et à la Thaïlande, comme à l'opération de «rapatriements volontaires». C'est-à-dire que le débat qui devait s'ouvrir lors de cette conférence sur l'attitude à avoir à l'égard du Vietnam et de la question cambodgienne n'a pas eu lieu, étouffé par l'annonce de «l'agression vietnamienne». Mais les divergences qui se sont manifestées, officiellement certes mais clairement, entre les



membres de l'ASEAN sur ces problèmes sont trop profondes pour être ainsi durablement effacées.

La Thaïlande — qui souhaite faire du Cambodge un Etat-tampon entre elle et le Vietnam et qui voudrait restaurer son influence sur l'ancien royaume khmer — Singapour et, semble-t-il, les Philippines s'accordent pour, sur une ligne dure : saigner le Vietnam, en accord avec les Etats-Unis et en profitant de l'attitude chinoise, quand il en est encore temps. Ils suivent par là l'orientation dominante des pays impérialistes depuis la victoire de 1975 et l'ouverture des nouvelles crises sino-indochinoises.

Par contre, la Malaisie et l'Indonésie supputent, avec inquiétude, les conséquences que peut avoir à long terme cette politique provocatrice. Ils jugent qu'un Vietnam trop affaibli ne saurait jouer le rôle indispensable d'Etat-tampon entre l'Asie du Sud-Est et le géant chinois dont le poids peut devenir excessivement grand dans la région si la politique des «Quatres modernisations» produit effectivement des fruits. Ils considèrent cette question comme beaucoup plus grave que la menace exercée par une Indochine unie sous direction de Hanoi. Ils croient enfin que l'URSS souhaite maintenir une politique de coexistence pacifique à l'égard des pays de l'ASEAN.

(11) John Edwards, FEER du 11 juillet 1980.

(12) Richard Nations, FEER du 11 juillet 1980.

Un délégué d'un de ces pays a la jusqu'à déclarer lors de la réunion de l'ASEAN : «*Je n'arrive pas à comprendre les Thais. Ils ont apparemment accepté que le Laos soit une colonie dominée par Hanoi. Pourquoi ne font-ils pas de même dans le cas du Kampuchea ? Ce n'est qu'en acceptant Heng Samrin que nous pouvons espérer reconstituer un Etat-tampon avec les Khmers. Notre reconnaissance de Pol Pot n'est que très temporaire. Mais tant que le Vietnam maintient le gros de ses troupes et que des élections n'ont pas eu lieu au Kampuchea, il nous faut reconnaître Pol Pot.*» (13)

Par delà le communiqué unanime de condamnation du Vietnam, ces divergences restent. C'est peut-être pourquoi il n'a été assorti d'aucune mesure collective concrète, telle la suspension des contacts avec le gouvernement vietnamien, le rappel des ambassadeurs à Hanoi, etc. Peut-être aussi parce que la détermination américaine apparaît trop superficielle. L'expérience a en effet montré que les Etats-Unis n'avaient pas les moyens politiques de mettre en œuvre leurs orientations simultanément en divers points du globe. Or, depuis l'affaire des otages en Iran et, bien sûr, depuis l'Afghanistan, l'attention de Washington se porte avant tout vers l'ouest du continent asiatique. Et la crise qui vient d'éclater en Corée du Sud réclame de même une intervention suivie dans le nord-est.

Dans ces conditions, les Etats-Unis et la Chine ont les moyens de faire très mal à un Vietnam et à une Indochine en butte à de multiples difficultés et tensions intérieures et extérieures. Mais, ils n'ont pas pour le moment les moyens de concentrer leurs efforts pour faire plier Hanoi sur des questions essentielles — notamment sur le Cambodge.

Quant aux Khmers rouges, ils entrent dans une période qui leur est militairement favorable, celle de la mousson. Ils vont certainement tenter de mener des coups d'éclat en prévision de la tenue, en octobre, de la session de l'ONU. Ils sont à même — ils l'ont montré — de mener des coups de mains dans de très nombreux points du territoire et de faire ainsi régner l'insécurité. Ils freinent la relance de la production, forcent les troupes vietnamiennes à un épuisant travail de police, maintiennent une menace constante dans certaines zones (et justifient par là, aux yeux d'une partie de l'opinion cambodgienne, la présence de forces vietnamiennes chargées de la protéger !). Mais ils ne peuvent nulle part faire état de façon crédible d'un réel soutien populaire.

Politiquement, leur situation est, en conséquence, faible. Malgré d'intenses pressions exercées par les Chinois, les Thais et les Américains, l'élargissement du «front uni» proposé par les Khmers rouges est resté lettre morte et aucun groupe vraiment significatif de Khmers serei n'a accepté, officiellement, de se joindre à eux. Quant à Sihanouk, que Pékin et Washington voulaient voir prendre la tête de ce nouveau «front uni», il continue à refuser et vient de renouveler son appel à l'ONU pour qu'elle laisse vacant le siège du Cambodge, à l'automne.

Sur le plan international, on sent que l'appui fourni à la direction khmère rouge (le «Kampuchea démocratique») s'effrite. Fin 1979, la Grande-Bretagne décidait de retirer sa reconnaissance au gouvernement Pol Pot-Khieu Samphan, malgré les clameurs des pays de l'ASEAN. Et l'Inde vient de reconnaître le régime Heng Samrin, le 7 juillet. Le fait est d'importance : c'est le premier grand pays qui n'appartient pas au «bloc communiste» qui reconnaît diplomatiquement Phnom Penh et c'est un pays qui a un poids réel dans le «Mouvement des non-alignés». Plus significatif encore, cette reconnaissance (attendue depuis la réélection d'Indira Gandhi) est intervenue peu après les incidents frontaliers avec la Thaïlande, alors que Bangkok espérait bien que l'Inde serait forcée de reporter sa décision dans le climat nouveau créé fin juin.

Dans les instances internationales de l'ONU, la position des Khmers rouges semble bien se dégrader depuis plusieurs mois : un vote à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a donné 22 voix en faveur de Phnom Penh, 44 contre et 48 abstentions. Pourtant, le 21 septembre 1979, le siège de l'ONU avait été maintenu pour le «Kampuchea démocratique» par 71 voix contre 35, 34 abstentions et 12 absents. La résolution de l'ONU demandant le retrait des forces vietnamiennes et reconnaissant la «légitimité» des Khmers rouges était passée par 91 voix contre 21 et 29 abstentions, majorité considérable s'il en est !

Bien qu'il soit encore trop tôt pour en juger, il est probable que les Khmers rouges sauveront encore une fois, cet automne, leur siège à l'ONU. Mais cela pourrait bien être la dernière.

Quant aux Khmers serei et srika (anti-communistes), ils sont incapables de prendre aujourd'hui la relève des Khmers rouges. Ils sont beaucoup moins forts militairement et plus occupés, en général, à vivre des mille et un trafics frontaliers que de combattre. Ils s'opposent, de plus en

plus, dans de sanglantes confrontations pour le contrôle lucratif de tel ou tel camp de réfugiés. Même le mouvement de l'ancien Premier ministre sihanoukhiste, Son Sann, ne semble pas mordre dans cette situation. Ils viennent par ailleurs de subir un certain nombre d'attaques de la part des forces vietnamiennes et des troupes de Phnom Penh. Mais ils disposent d'un réseau (plus ou moins organisé) de sympathisants dans la capitale cambodgienne — et notamment dans des secteurs de l'administration, ce que les Khmers rouges ne semblent pas avoir (14).

DES MOIS DIFFICILES

Dans les mois à venir, les forces pro-impérialistes d'une part, les Khmers rouges et la Chine d'autre part, vont probablement tenter de frapper le Vietnam à son talon d'Achille indochinois : l'absence d'une administration khmère stabilisée. Selon la plupart des témoignages qui nous parviennent, la situation au Cambodge s'est nettement améliorée sur plusieurs plans : nourriture, assistance médicale, éducation, formation de milices armées khmères, transports et capacité de distribuer l'aide, etc. Mais ces progrès restent qualitativement insuffisants pour sortir le pays du chaos et du danger de famine. Et la situation sanitaire reste encore catastrophique.

La difficulté provient évidemment partiellement de l'état d'effondrement dans lequel le pays s'est retrouvé en janvier 1979, tant sur le plan économique que social et psychologique. Mais elle tient aussi à l'impossibilité de remettre sur pied le pays alors que l'administration khmère reste embryonnaire au niveau local malgré son renforcement relatif au niveau central et provincial. Et ce squelette administratif est lui-même politiquement hétérogène. Les anciens militants communistes, compagnons de route des Vietnamiens, sont trop peu nombreux pour occuper plus que quelques postes-clefs. Les autres membres du PCK étaient des «Khmers rouges» de diverses obédiences et le sont longtemps restés. Enfin, nombre de fonctionnaires, même placés à des postes importants, n'ont été recrutés que parce qu'ils possédaient quelques qualifications techniques ou administratives dans un pays où les «élites» ont été décimées ou se sont enfuies.

(13) Cité par Derek Davies, FEER du 4 juillet 1980.

(14) Voir Patrice de Beer, «Le Monde» du 24 mai 1980.

Faible et hétérogène, l'administration khmère laisse un vide que les cadres et l'armée vietnamienne sont amenés à combler bien au-delà de ce qu'ils souhaiteraient et sans pouvoir espérer intervenir efficacement jusqu'au niveau du village. Tant que cette situation durera — et elle tend naturellement à se perpétuer d'elle-même — le danger existera de voir se développer de vifs sentiments anti-vietnamiens dans la population cambodgienne. Il est certes impossible de savoir quels sont, aujourd'hui les sentiments de la paysannerie. Il semble cependant bien que plus la menace khmère rouge reste sensible, plus le maintien d'une forte présence vietnamienne est acceptée, souhaitée. A Phnom Penh, par contre, où se trouve une importante population petite-bourgeoise et où les Khmers rouges sont incapables de faire autre chose que quelques coups de mains, des réactions anti-vietnamiennes s'expriment souvent.

Les mois qui viennent vont être, à nouveau, très difficiles après l'épuisement des maigres récoltes de la précédente moisson, les difficultés de transports liées à l'arrivée des pluies, l'aggravation de l'insécurité militaire et l'accentuation des pressions internationales opérées par le biais de la Thaïlande et directement par la Chine.

Le problème est d'importance: L'orientation américaine reste celle de la confrontation Washington a annoncé l'accélération des envois d'armes à la Thaïlande en réponse à la soi-disant «agression» vietnamienne. Fin mai, à l'occasion d'une rencontre entre le Vice-président Geng Biao et le Secrétaire d'Etat à la défense américain Harold Brown, les Etats-Unis ont décidé d'autoriser la vente à Pékin de matériel paramilitaire (hélicoptères, radars, matériel de navigation, etc.). Et lors d'une rencontre au sommet entre le Président Carter et Hua Guofeng à Tokyo, pour l'enterrement de l'ancien Premier ministre japonais Ohira, les deux chefs d'Etat *ont souligné l'importance pour leurs pays et pour le Japon de coordonner leurs stratégies à long terme afin de réduire la menace que représente l'accroissement de la capacité militaire de l'Union soviétique dont témoignent l'invasion de l'Afghanistan et le soutien de Moscou à l'intervention du Vietnam au Cambodge* (15).

Sur le plan diplomatique, les capitales indochinoises viennent de reprendre l'initiative. Les ministres des Affaires étrangères du Vietnam, du Laos et du Cambodge ont, en effet, rendu publique le 18 juillet un plan visant à résoudre la tension sur

la frontière avec la Thaïlande. Il prévoit notamment la constitution d'une zone démilitarisée entre ce dernier pays et le Cambodge, ainque des négociations entre Bangkok, Phnom Penh et les organismes humanitaires. Il exige que la distribution des secours s'opère dorénavant seulement sur le sol cambodgien et préconise l'ouverture d'un dialogue entre les capitales khmère et thai, quel qu'en soit les formes. Le plan déclare que les camps de réfugiés *«devront être implantés loin de la frontière pour éviter les incidents.»* *«Suivant les lois internationales sur la neutralité, les Khmers armés — que ce soit les débris de Pol Pot ou les autres groupes réactionnaires — réfugiés en Thaïlande, doivent être désarmés, rassemblés dans des camps installés loin du lieu des hostilités* (16)». Le communiqué de la réunion des ministres des Affaires étrangères d'Indochine dénonce aussi la *«fermeture unilatérale»* par Bangkok de la frontière avec le Laos.

Les dirigeants vietnamiens assortissent, par ailleurs, cette proposition d'une menace : au cas où Bangkok la refuserait, ils se réserveraient *«le droit sacré d'autodéfense»* (17).

Le gouvernement thaïlandais a rejeté, dès le 19 juillet, ce plan de réglemment comme il avait refusé auparavant la signature d'un accord de non-aggression avec le Vietnam. Par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, le maréchal Sitthi Saweetsila, il dénonce une nouvelle fois dans cette proposition *«une manœuvre politique inacceptable»*. Il refuse la perspective d'une zone démilitarisée sur la frontière cambodgienne et affirme que les réfugiés seront placés là où Bangkok le souhaite — c'est-à-dire pour l'instant sur la frontière même.

Ces propositions placent pourtant le régime thaïlandais dans une situation délicate, alors que le conflit qui l'oppose au CICR et à l'UNICEF transparaît au grand



jour et qu'il prétend être neutre dans le conflit indochinois et n'être animé que par des motifs humanitaires et par sa volonté de protéger l'indépendance nationale de son pays. Le rejet simple de ce dernier plan de paix met en lumière son engagement actif auprès des groupes armés anti-vietnamiens réfugiés en Thaïlande qui ne résisteraient pas à une séparation entre les civils et les militaires ni à un déplacement des camps de réfugiés. Mais il bénéficie de l'appui des Etats-Unis, du Japon et de nombreux pays occidentaux (dont il applique la politique) ainsi que de celui de la Chine et se fonde, sur le plan diplomatique, sur la résolution de l'ONU du 14 novembre 1979 qui exige le retrait préalable des troupes vietnamiennes du Cambodge.

La confrontation va donc se poursuivre à la fois sur le terrain et dans l'arène diplomatique. Comme hier, la crise indochinoise et l'affaire des réfugiés s'inscrivent dans le contexte d'une vaste confrontation internationale.

Dans l'immédiat, l'impérialisme et la Chine vont chercher à maintenir une forte pression aux frontières de la Thaïlande (blocus économique du Laos, pressions militaires...), vont relancer une campagne de limitation et de «contrôle» de l'aide à un moment où la situation risque de se détériorer brutalement au Cambodge et où le Vietnam doit faire face à de graves pénuries. L'approche de la session d'automne des Nations-Unies va relancer le jeu diplomatique visant à maintenir la représentation khmère rouge. Le mouvement ouvrier international doit être prêt à faire face à ces grandes manœuvres. □

(15) Philippe Pons, «Le Monde» du 11 juillet 1980.

(16) Voir «Le Monde» des 20/21 juillet 1980.

(17) Voir «Le Monde» du 23 juillet 1980.

Document de l'opposition démocratique

Nous publions ci-dessous la traduction d'un court article paru dans le numéro du 18 avril 1980 du *Quotidien du Centre* de Hong Kong. Il relate la tenue d'une réunion organisée par la Jeunesse communiste de la province de Canton à la suite de la réunion du 5ème Plénum du Comité central du Parti communiste chinois qui a vu le renforcement des positions de Deng Xiaoping, l'éviction du Bureau politique de quatre membres de la fraction post-maoïste (dont Wang Dongxing, l'ancien garde du corps de Mao), l'annonce de la réhabilitation de Liu Shaoqi (dénoncé durant la Révolution culturelle comme le «Krouchtchev chinois») et la suppression des «Quatre grandes libertés». C'est autour de cette suppression que le débat s'est organisé. Il s'agit de quatre droits démocratiques que Mao avait fait inscrire dans la Constitution : droit aux campagnes de critique et de remise en cause, droit de placar-

der des affiches murales (les fameux *Dazibao* de la Révolution culturelle), droit aux échanges d'expériences révolutionnaires entre unités de base, droit à une démocratie étendue.

Cette réunion de la jeunesse communiste de la province de Canton fut le théâtre de violentes critiques à l'encontre de la suppression par Deng Xiaoping de ces droits constitutionnels (appelés les «Quatre grandes»). Cette réunion fut d'autant plus importante que de nombreuses figures du *Mouvement démocratique* de Canton y étaient invitées bien que plusieurs d'entre elles n'appartiennent pas à la Jeunesse communiste. Cet article cite tout particulièrement l'intervention de Wang Xizhe, personnalité très connue du *Mouvement démocratique* dont *Inprecor* a publié certains documents. Il illustre l'existence dans et hors les organes du PCC d'oppositions antibureaucratiques.

(...) Il poursuivit son intervention en dénonçant l'existence dans les faits d'une mythification hystérique des «Affiches murales à grands caractères» dont tout le bien et tout le mal viendraient de leur pouvoir. Il posa modestement les questions suivantes (2) : «*La chute de Peng Dehua fut-elle le fait des affiches murales ? La répudiation de Liu Shaoqi n'a pas été due à leur puissance. Le renversement de Wu Han, Deng Ta, celui de Deng Xiaoping et celui de la Bande des Quatre ont-ils été le fait des affiches murales ? Et qu'en est-il de la montée au pouvoir de Lin Biao et de la réémergence de Deng Xiaoping ? Je crois que rien de tout cela ne fut la conséquence du pouvoir des affiches murales, mais la conséquence de décisions prises par le Centre. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que les affiches murales n'ont jamais rien donné de positif. Si l'on affirme une telle chose, alors il faudrait dire de même du «Drapeau rouge», du «Quotidien du peuple» et des autres organes du Parti, ainsi que des stations de radio, qui ont eu leur part dans la propagation de fausses allégations et de rumeurs ! La critique de Wu Han, Deng Ta, Liu (Shaoqi), Deng (Xiaoping), Tao (Zhu) a toujours été initié dans les organes de presse du Parti. Ne pourrait-on pas dire alors que les périodiques, la presse et la radio — tel le «Drapeau rouge» et le «Quotidien du peuple» — n'ont jamais rien donné de positif auparavant ? Et devraient-ils aussi être supprimés ?*»

La salle réagit profondément et avec excitation (à ces propos), applaudissant de façon prolongée. Quant aux représentants étudiants, ils déclarèrent à la même occasion que les étudiants de l'Université de Zhong Shan avaient organisé une réunion de discussion spéciale sur le 5ème Plénum du Comité central et que pas un seul d'entre eux ne s'était déclaré en faveur de la suppression des «Quatre grandes».

«Le Comité provincial de Guangdong de la Ligue de la jeunesse communiste a organisé, le 14 avril, un forum de discussion sur le communiqué du 5ème Plénum du Comité central du PCC. On notait, parmi les participants, la présence de militants des droits de l'homme : Li Zhengtian, Wang Xizhe, Chen Yiyang — trois d'entre eux réunis (1) — ; des représentants de diverses publications *Samizdats* de Canton dont *La Voix du peuple*, *La Rue du peuple*, *Mobilisation et Vivre*; des étudiants représentant l'Université de Zhong Shan, du Collège d'enseignants de Hua Nan, du Collège technique de Hua Nan; le tout avec des cadres du groupe de la Jeunesse communiste du Bureau des transports maritimes. Les participants à cette réunion ont fait connaître leur objection à l'encontre de la suppression des «Quatre grandes» et ont exprimé vigoureusement leurs opinions respectives sur la résolution du 5ème Plénum réhabilitant Liu Shaoqi ainsi que sur d'autres questions dont la démission de Wang

Dongxing et de trois autres membres.

Wang Xizhe prononça un discours touchant, centré précisément sur la décision erronée prise par Deng Xiaoping de supprimer les «Quatre grandes». Il déclara : «*Je pense que la suppression des «Quatre grandes» (campagne de critique et de remise en cause, affiches murales, larges échanges d'expériences révolutionnaires et démocratie étendue) est contraire à la Constitution. Deng lui-même a déclaré en 1978 à un étranger que les masses ont le droit de placarder des affiches murales. C'est un droit que leur accorde la Constitution et nul ne peut y faire objection. Cette attitude de respect à l'égard de la Constitution était vraiment correcte. Mais alors comment est-il possible qu'environ un an plus tard, on déclare que les Quatre grandes n'ont jamais été utiles ni positives ?*» □

1) Il s'agit d'une allusion au fait que ces trois personnes étaient membres d'un groupe très connu sous le nom de «groupe Li Yi Zhe».

2) Wang Xizhe fait ici allusion à diverses luttes fractionnelles qui ont secoué le PCC depuis son arrivée au pouvoir, à commencer par l'éviction de la direction du général Peng Dehua à l'occasion du «Grand bond en avant» des années 50. D'autres concernent les débuts de la Révolution culturelle (Liu Shaoqi, Wu Han...) ou ses suites (Lin Biao, Bande des Quatre...).

APPEL DU SECRETARIAT UNIFIE DE LA
IVe INTERNATIONALE

Solidarité avec la résistance des masses boliviennes contre le coup d'Etat !

LES généraux boliviens ont déclenché un nouveau coup d'Etat qui a provoqué le renversement de Lidia Gueiler et amené à la formation d'un gouvernement militaire sous la présidence du général Garcia Meza.

Début novembre de l'année passée, un coup analogue avait été organisé par Natusch Busch. Mais, après un succès éphémère et le départ de Guevara Arce, Busch avait dû renoncer à son aventure — condamnée y compris par une partie de l'armée et presque unanimement à l'échelle internationale — face à la riposte massive du mouvement des masses.

Garcia Meza avait participé à l'opération de Busch qui l'avait nommé commandant de l'Armée de terre. Destitué quelques jours après sa désignation, il avait toutefois imposé à la présidente Gueiler de nommer au poste de responsabilité qu'il avait dû abandonner le «dur» Rocha, à la place du «modéré» Villaroel. Au mois de mai dernier, il avait repris ses fonctions. Deux mois lui ont suffi pour mettre au point le mécanisme d'un nouveau coup qu'il avait de toute évidence conçu dès le lendemain de l'échec de Busch.

L'opération a été préparée cette fois plus soigneusement, y compris avec la participation de «conseillers» argentins et, en fait, aucune division apparente ne s'est manifestée au sein des forces armées. Cette unité de l'armée, combinée à la rapidité avec laquelle les militaires ont pu arrêter de nombreux dirigeants des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière et en assassiner certains, a rendu possible le succès du coup, malgré une grève générale très suivie et une résistance populaire courageuse, qui, une semaine après, n'avait pas encore été étouffée dans les régions minières.

Le but proclamé des «golpistes» était d'éviter qu'arrive à la présidence, après un vote du Parlement, le représentant de la gauche du MNR, Hernan Silez Suazo. Déjà, en 1978 et 1979, les élections générales n'avaient abouti à aucun résultat, respectivement à la suite de leur annulation pour fraudes et du coup du général Pereda et de la destitution rapide de Guevara Arce. Cette

fois, les généraux sont intervenus encore plus directement et plus durement et ils ont repris le pouvoir en mains, en se reliant à la tradition réactionnaire de Barrientos et de Banzer.

Silez Suazo représente l'aile modérée de la bourgeoisie, favorable à «l'institutionnalisation» et à une normalisation des rapports avec les syndicats et les organisations politiques ouvrières. Il ne constituait en lui-même aucun danger pour les classes dominantes indigènes, ni pour l'impérialisme, qui justement ne voulait pas que son avènement à la présidence soit empêché et qui a jusqu'à présent condamné ouvertement le coup. Mais les généraux craignaient évidemment qu'il ne puisse pas offrir de garanties suffisantes de contrôle et de canalisation du mouvement de masse, avec le recours à la répression si nécessaire, dans une étape où la situation économique catastrophique ne permet pas d'envisager des concessions tant soit peu sérieuses.

L'attaque a été lancée avec une violence extrême, les victimes sont déjà nombreuses et une répression encore plus brutale menace les mineurs qui sont encore une fois à l'avant-garde d'une résistance héroïque. Le stade de La Paz, remplis de prisonniers, évoque des souvenirs de mauvaise augure pour les militants ouvriers et les défenseurs des droits démocratiques.

Le nouveau coup indique encore une fois les limites étroites de «l'institutionnalisation» préconisée par des secteurs des classes dominantes et de l'impérialisme et la précarité de toute restauration des droits démocratiques aussi longtemps que les appareils de répression de la dictature ne sont pas démantelés. Il confirme de la façon la plus dramatique que la classe ouvrière et les masses paysannes ne peuvent compter que sur leur organisation généralisée et centralisée et leurs organes d'auto-défense pour défendre leurs droits démocratiques et leurs intérêts les plus élémentaires et éviter d'être périodiquement les victimes désarmées de la férocité des classes dominantes.

Il faut malheureusement constater que les multiples leçons du passé n'ont pas donné de fruits.

Le coup était prévisible et, en fait, tout le monde s'y attendait. Malgré cela, il n'y a pas eu la préparation nécessaire pour le contre-carrer avec succès. La COB avait joué, au cours de la dernière année notamment un rôle important. Mais elle était sous l'influence prépondérante de dirigeants qui n'ont pas pu ou voulu assurer une centralisation effective et, en dépit des déclarations, n'ont rien fait pour organiser sérieusement l'auto-défense des ouvriers et des paysans.

Le mouvement ouvrier bolivien, durement frappé dans ses dirigeants et ses militants et menacé d'une répression beaucoup plus dure que dans le passé par l'instauration d'un régime à la chilienne, doit pouvoir compter immédiatement sur la solidarité massive du mouvement ouvrier international. L'opération des «golpistes» a été si cynique et brutale que pas une seule voix ne s'est élevée jusqu'à maintenant pour les défendre et même ceux qui y ont collaboré de l'extérieur de la Bolivie n'osent pas revendiquer ouvertement leur participation. Il est encore possible d'éviter que la résistance soit écrasée et que les généraux consolident un pouvoir dictatorial réactionnaire. Les partis ouvriers, les syndicats, les comités de défense des droits démocratiques doivent se mobiliser sans délai dans tous les pays et s'associer partout aux protestations qui ont déjà été organisées par l'occupation d'ambassades boliviennes et d'autres initiatives similaires.

Il faut exiger la cessation immédiate de toute action de répression. Il faut exiger la libération de tous les prisonniers politiques et la garantie du plein fonctionnement démocratique de toutes les organisations du mouvement ouvrier.

Aucun pays ne doit reconnaître le président imposé par les armes! Le nouveau gouvernement ne doit recevoir aucune aide militaire ni économique!

Assurons de notre solidarité tous les Boliviens qui sont obligés encore une fois de reprendre le chemin de l'exil!

Contre la dictature militaire de Garcia Meza!

Solidarité avec la classe ouvrière et la paysannerie boliviennes!

25 juin 1980

Derrière la controverse, PT «classiste» ou PT «de masse» : un parti ou un front ?

Dans le précédent numéro d'*Inprecor*, nous avons publié une interview de Lula, le dirigeant syndical des métallurgistes de Sao Paulo, précédé d'un court article. Nous y annonçons que la première rencontre nationale représentative du Parti des travailleurs s'était tenue le week-end du 29 mai et nous en donnions les principaux résultats.

Nous publions ci-dessous deux articles parus après cette rencontre dans le quinzomadaire *Em Tempo*, dont les rédacteurs et collaborateurs sont organisés dans un noyau de base du PT. *Em Tempo* apparaît comme un

porte-parole ou une tribune des courants les plus clairement classistes du PT.

Le premier article, de Flavio Andrade, fait le point sur le fond du débat qui s'est instauré lors de la rencontre du PT par delà l'opposition formelle et trompeuse entre «parti de classe» et «parti de masse».

Le second article, de Raoul Pont, souligne l'actualité du mot d'ordre d'Assemblée constituante, non adopté par la rencontre du PT au moment où la dictature durcit la discussion et où les partis d'opposition se refusent à engager la moindre lutte concrète pour la Constituante, même lorsqu'elle figure formellement dans leurs programmes.

Il y aurait beaucoup à dire sur les résultats de la rencontre nationale du Parti des travailleurs (PT)... Ce parti est une réalité extrêmement dynamique et peu cristallisée. Ce n'est qu'à moyen terme que l'on pourra porter sur lui un jugement définitif. Il y a, cependant, certaines questions confuses sur lesquelles il est possible d'apporter quelque clarté, si partielle soit-elle.

Aux yeux de l'opinion publique, informée par la grande presse, l'axe de la polémique qui s'est développée pendant les deux jours de la rencontre, serait de savoir si le PT doit être un parti «classiste» ou un parti «de masse». Cette manière de polariser la discussion constitue cependant une mauvaise caricature du débat en cours qui ne s'achève pas avec la rencontre et ses résultats.

Il faut avant tout souligner un point : c'est la gauche qui a dominé, dirigé et mené le débat, la gauche au sens large. Les syndicalistes n'ont pas fait sentir leur poids : ils furent tout le temps absents de l'assemblée générale et des commissions — occupés en conclave à établir la liste unique de direction qui fut finalement approuvée — et les textes préalablement élaborés comme base de discussion se situent clairement dans le cadre idéologique de l'extrême-gauche. Les autres forces constitutives du PT, en plus des syndicalistes, et qui formaient de fait les pôles de la discussion, les secteurs progressistes de l'Eglise, les parlementaires combattifs et les militants — organisés ou non —

de l'extrême-gauche, toutes pensaient la réalité actuelle à partir de l'héritage de la gauche révolutionnaire brésilienne des dernières années.

UN PARTI POUR LA LUTTE DE CLASSE...

Il n'y a rien de mal à cela ; mais cela nous oblige, pour comprendre la signification réelle des débats qui ont eu lieu lors de la rencontre, à nous référer à cet héritage idéologique où certains termes et positions, apparemment gratuits, prennent toute leur signification spécifique.

Pour comprendre à quel point l'opposition «classiste» versus «de masse» est fautive, il suffit d'observer qu'aucune proposition, parmi celles en débat, ne s'opposait à aucun des deux termes en question. Personne ne défendait un «parti de cadres» contre un «parti de masse». Personne non plus ne défendait un «parti de conciliation de classes» contre un «parti classiste».

Comme on dit, la question est ailleurs. La question qui était réellement en débat porte sur le caractère que l'on veut donner au PT. Autrement dit, un «parti stratégique» ou un «parti tactique» ? Un parti proprement dit ou un front ? Un parti des travailleurs, en tant qu'exploités, ou un parti des secteurs globalement qualifiés de «populaires» ? Un instrument militant d'intervention ou un canal d'expression et de représentation institutionnelle ?

C'est au fil de ces questions que se sont profilées les convergences et les divergences. Et, soit dit en passant, les positions en controverse se croisèrent plus d'une fois sur ces points sans que se vérifie une cohérence qui permette de conclure cette confrontation entre deux conceptions achevées et complètes. D'où la conclusion que le débat a mal commencé. En vérité, le PT rassemble en son sein les positions les plus variées et d'origines fort différentes qui passeront encore par tout un processus de redéfinition avant de se cristalliser plus ou moins définitivement. Quoi qu'il en soit, une polarisation a existé, même si elle demeure imprécise.

Les dénommés «classistes» sont ceux qui ont défendu la conception d'un PT comme un parti proprement dit. Pour eux, le lancement du PT par les dirigeants syndicaux les plus combattifs du pays doit offrir une occasion précieuse pour que les travailleurs s'organisent en tant que classe indépendante dans un parti qui leur soit propre. Il s'agirait de partir de la montée du mouvement ouvrier combattif dans le pays, d'utiliser toutes ses potentialités pour que son processus d'émergence s'opère dans la perspective d'organisation de la classe ouvrière, pour soi, en tant que classe dans un parti propre... Comme tel, ce parti aurait nécessairement des tâches stratégiques, telles que la prise du pouvoir et l'installation d'une société nouvelle, sans exploitation, socialiste. Au-delà de la tâche immédiate qui est centrée aujourd'hui sur le renversement de la dictature militaire. Cette position ne préten-

daït cependant pas que le PT devrait présenter, dès maintenant, un programme achevé de ce que devait être cette société nouvelle.

Mais elle expliquait que le programme du parti devait déjà donner des indications sur les grands objectifs à atteindre. C'est-à-dire qu'il s'agissait non pas d'un parti révolutionnaire déjà prêt et achevé, mais dès à présent d'un processus en vue de la constitution future de ce parti.

Pour cela même, par la dimension et le caractère des tâches qu'il doit s'assigner, le parti ne peut être conçu comme un simple canal d'expression parlementaire, il doit être conçu comme un instrument d'organisation et d'intervention politique, un instrument militant pour les travailleurs. Donc, un parti différent des partis conventionnels qui sont bien davantage une «masse de manœuvre» pour les élections et les congrès. Donc, un parti de masse, un parti militant qui soit un cadre d'organisation pour l'activité politique des travailleurs dans le but d'intervenir aussi bien sur les questions de leurs luttes quotidiennes que sur les questions de politique générale. D'où l'insistance de ce secteur pour que le noyau de base figure clairement dans les statuts comme l'organe de base du PT.

Finalement, et c'est évident, ceux qui défendaient un parti de ce type, sont intransigeants quant à sa caractérisation comme «parti des exploités, parti de la classe travailleuse», un parti qui n'accepte pas dans ses rangs de représentants des intérêts de la bourgeoisie afin de préserver son indépendance de classe.

... OU UN FRONT POUR L'EXPRESSION INSTITUTIONNELLE ?

De l'autre côté, les tenants du «parti de masse» avaient une vision opposée sur presque tous ces points. D'une part, ils soulignaient que le PT

doit seulement être un parti tactique, sans perspectives stratégiques. Dans cette mesure, il se rapprocherait davantage d'un front — de gauche, démocratique ou populaire, peu importe — dans le but d'accomplir certaines tâches de l'heure dans la lutte contre la dictature. Dans la logique de cette dilution du caractère du PT, la caractéristique «populaire» était privilégiée au détriment de la caractéristique «travailleurs».

Derrière cette divergence, il y a pour une bonne part le problème du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. La grande majorité des partisans du «parti de masse» pense qu'un parti révolutionnaire doit être dès sa création un parti achevé, de communistes et avec une proposition programmatique définitive déjà élaborée. Ils ont donc tendance à penser que le PT doit courir dans un couloir spécifique pendant que le parti révolutionnaire suit son chemin dans un autre couloir, bien distinct.

Cette vision du parti va de pair avec la volonté de remplacer le terme «travailleurs» par le terme «populaire». Non que les partisans de cette position défendent ouvertement un parti de collaboration de classes, qui soit typiquement un front populaire classique. Mais leur peu d'insistance sur la délimitation de classe, sur l'indépendance de classe aujourd'hui, ici et maintenant, autorise à coup sûr un glissement. Elle laisse la porte entrouverte à d'éventuelles combinaisons interclassistes au nom du «réalisme politique de l'heure».

D'autre part, liée à la proposition d'un PT plus frontiste, tactique et populaire, on trouve aussi l'idée que le principal dans la conjoncture actuelle du pays, c'est l'occupation de l'espace institutionnel par le mouvement populaire. Il en découle simplement que le parti ne doit pas trop s'occuper de l'intervention militante de ses membres, la structure de ses

noyaux tendant alors à être davantage une concession qu'une nécessité cohérente avec la conception du parti qu'impliquent ces positions. De ce point de vue, les relents de «masse de manœuvre» plutôt que simplement de masse, inhérents à ce type de conception, sont indiscutables.

Enfin, puisque le PT doit être simplement tactique, il est cohérent de défendre pour un tel parti une simple plate-forme de lutte à court terme plutôt qu'un programme proprement dit. Les tâches programmatiques et stratégiques ne sont pas, dans ce cas, des choses pour le PT mais pour les «véritables partis de classe». Ici, le ton pédant se démasque derrière les discours, apparemment positifs, selon lesquels «la base n'a pas encore discuté des points qui devraient être inclus dans un programme complexe et complet».

Voici, en résumé, la signification réelle de la controverse «classiste» versus «de masse». Sans doute, cette typologie de la polémique est-elle insuffisante et même un tantinet formelle. Mais elle trace un chemin à partir duquel il est possible d'approfondir le défrichage des discussions de la rencontre.

Il est difficile, il faut le répéter, de caractériser les résultats de la rencontre. D'une part, parce que les résolutions approuvées comportent une bonne dose de compromis entre les diverses positions. D'autre part, et surtout, parce qu'il ne s'agit pas de deux blocs monolithiques et cohérents, en opposition ou en accord, mais bien d'un chassé-croisé de positions diverses et passablement nuancées. En tout cas, tout indique que c'est sur ces axes que le débat va continuer et que c'est entre ces grandes lignes que le PT devra opter.

Flavio ANDRADE

□

Document Brésil

Après le congrès du PT, sur la conception du parti et le mot d'ordre de Constituante

LE spectre de la crise économique hante le pays. Le gouvernement admet déjà, fût-ce à contre cœur, que la récession est peut-être inévitable. Incapable de maîtriser l'inflation et l'accroissement de la dette

extérieure, le régime n'a pas un grand choix de solutions. Lancer le pays dans une récession, en dépit des déclarations contraires de Delfim Neto, aggraverait encore, à coup sûr, l'illégitimité du régime militaire.

Qualifier le régime d'illégitime serait peut-être redondant puisque ses dernières initiatives, comme la réforme des partis politiques, la répression policière et la transgression de ses propres lois, dans le cas des

métallurgistes de Sao Bernardo et, plus récemment, dans celui de la violence contre les étudiants et les parlementaires, sont des preuves suffisantes que les demi-mesures juridiques ne servent pas à grand-chose pour récupérer un minimum de crédibilité aux yeux de la nation.

Cette situation, cependant, ne se produit pas dans un moment de défaite des classes populaires. Au contraire, les mouvements sociaux tendent à se développer et avec la réforme partidaira, bien que limitée, on voit naître de nouveaux partis et adversaires inattendus, comme le PT, qui peuvent servir de canal organisé pour que différents secteurs de la société puissent s'exprimer de manière plus agile, plus efficace et surtout plus forte.

Cette situation de montée du mouvement de masse, de réorganisation des partis et d'approfondissement de la crise que vit le pays, montre clairement que les oppositions doivent se préoccuper, dès maintenant, de définir une alternative à la dictature militaire. Cette question n'est ni prématurée, ni hors de propos. Elle est encore moins étrangère aux luttes les plus concrètes et immédiates pour de meilleures conditions de vie, pour la liberté syndicale et pour le plein droit d'organisation politique. Ce sont des questions qui ne sont pas séparées et qui demandent une réponse ferme et unifiée de l'ensemble des oppositions.

HIER ET AUJOURD'HUI

La crise de la dictature met à l'ordre du jour la question de la Constituante. Il ne s'agit pas là d'un drapeau pour les seuls partis politiques mais d'un objectif déjà approuvé par des assemblées et des conférences nationales du mouvement de masse : une assemblée constituante libre et souveraine.

La proposition n'est pas neuve. Il y a quelques années, l'ex-MDB avançait ce mot d'ordre dans un moment où les libéraux étaient hégémoniques dans l'opposition, à un moment où les classes populaires ne commençaient pas encore à sortir dans les rues, à reprendre leurs luttes et à se présenter comme une alternative possible pour le pays.

Depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. L'illégitimité de la dictature a crû dans la même proportion que le mouvement de masse qui, en 1979 et 1980, a laissé beaucoup de gens perplexes devant sa vitalité spontanée, sa capacité de résistance et son organisation croissante.

Le lecteur se demandera certainement : mais cette lutte intéresse-t-elle les travailleurs ? Leurs revendica-

tions quotidiennes comme celles sur le coût de la vie, les salaires, les loyers, les libertés syndicales, ne seraient-elles pas prioritaires ?

Le fait que le Parti des travailleurs, lors de sa rencontre nationale, n'ait pas inclus l'Assemblée constituante dans sa plate-forme de lutte, n'indiquerait-il pas qu'il ne se préoccuperait pas aujourd'hui de la classe travailleuse ? Ce fait isolé est insuffisant pour que la réponse soit affirmative. La non-inclusion de ce mot d'ordre par le PT est due à une question de circonstances dans le débat en son sein. Une insuffisante préparation du débat et un rapport de forces déterminé au plénum furent responsables de la non-adoption de ce mot d'ordre au profit d'une discussion dans le parti.

Ce qui importe, c'est de développer le thème, de l'approfondir. Pour beaucoup, certainement la majorité de la population, tenue à l'écart de la vie politique depuis des siècles, le thème est peut-être inconnu, confus ou dépourvu de sens. Cela ne diminue pas pour autant son importance, puisqu'en suivant un tel raisonnement, nous devrions conclure que l'amnistie ou la réforme partidaira sont aussi des questions qui n'ont pas de sens pour les larges masses.

L'INTERET DES TRAVAILLEURS

La question de l'Assemblée constituante intéresse les travailleurs parce que les travailleurs ont aujourd'hui besoin d'une alternative de gouvernement face à la dictature militaire. Et, si cette question n'est pas présente dans la conscience de la grande majorité des classes populaires, systématiser et indiquer une alternative pour le mouvement de masse constitue une tâche pour les partis d'opposition, pour les secteurs les plus combattifs et organisés de la classe travailleuse en tant qu'avant-garde.

Il est évident que les travailleurs ne sont pas intéressés par une « constituante avec Figueiredo », ni par une constituante qui se limiterait à instaurer un « état de droit » sous hégémonie des libéraux.

Les travailleurs sont intéressés par une constituante qui synthétise une solution globale à l'ensemble de leurs revendications démocratiques comme la liberté syndicale, le droit de grève et d'organisation politique.

Pour les travailleurs, la démocratie substantielle et effective n'est pas une revendication de circonstances, passagère, mais quelque chose de fondamental pour la construction d'une société nouvelle. Dans notre pays, la bourgeoisie et même ses secteurs libéraux ont déjà suffisamment démontré qu'ils sont incapables



de garantir cette démocratie. Ils ne peuvent pas se passer de leur garde prétorienne et la seule démocratie qu'ils ont à leur offrir, c'est la phraséologie creuse des généraux et des ministres dont la pratique est la cassation des députés, l'intervention dans les syndicats, la répression et la torture.

Les travailleurs doivent prendre en charge la lutte pour l'Assemblée constituante car elle synthétise aujourd'hui les revendications démocratiques et la riposte à la crise dans laquelle se débat le régime militaire, en l'état actuel de la conscience des masses et du rapport de forces dans la société.

En prenant la tête de la lutte pour la démocratie, les travailleurs pourront diriger d'autres secteurs sociaux, leurs alliés potentiels dans la lutte pour une société nouvelle, les soustraire à l'influence libérale, leur montrer comment la conquête de la démocratie est indissolublement liée au dépassement de la société capitaliste. C'est la voie pour assurer un espace politique à l'exercice de leurs propres formes de démocratie ouvrière à l'intérieur de la société capitaliste.

Actuellement, le régime cherche à se réformer de l'intérieur, à l'espagnole. Il ne manque pas de conseillers du « président Joao » pour s'inspirer à la source ibérique. A coup sûr, ne manqueront pas non plus les éternels libéraux pour applaudir et se contenter de nouveaux artifices qui leur permettraient de sauvegarder leurs privilèges.

C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas renoncer au drapeau de la Constituante, libre et souveraine, entraînant avec eux et sous leur direction de larges secteurs populaires de ce pays qui n'ont plus aucun espoir dans le régime militaire et dans son système d'exploitation et de misère.

Raoul PONT

Résolution du PRT sur le bilan des élections

Alors que l'on pensait généralement qu'il y aurait une accalmie sociale, au moins temporaire, après les élections, Belaunde doit déjà affronter une vague de grèves dans le secteur public, parmi les employés municipaux, dans les compagnies aériennes, les postes et une série d'entreprises. Les revendications sont doubles et portent sur l'augmentation des salaires et la réintégration des militants et syndicalistes licenciés sous la dictature. En outre, le projet de restitution à leurs anciens propriétaires des journaux qui avaient été saisis par la dictature suscite des réactions parmi les journalistes de gauche et la gauche qui se mobilisent contre ce projet en proposant la constitution de coopératives. Le coup d'Etat en Bolivie a également suscité une réaction de masse et une importante manifestation s'est déroulée à Lima le 25 juillet pour dénoncer le coup.

Le processus de transfert du pouvoir aux civils bourgeois, qui faisait partie du «Plan Tupac Amaru» de la dictature militaire et qui a commencé il y a trois ans, s'est achevé avec les élections présidentielles au cours desquelles une large majorité s'est prononcée en faveur du parti bourgeois, l'*Accion Popular*. Celui-ci a recueilli approximativement 43 pour cent des votes. L'APRA vient en seconde position, le PPC (*Partido Popular Cristiano*) en troisième, et, aux quatrième et cinquième rangs, on trouve les organisations de gauche, le PRT et UNIR.

Il était tout à fait prévisible que l'AP obtiendrait la majorité électorale mais on ne pensait pas que son score serait aussi élevé. Le pourcentage obtenu dépasse largement toutes les prévisions puisqu'on estimait qu'aucun parti ne dépasserait 36 pour cent. D'autre part, les résultats de la gauche sont bien au-dessous des chiffres escomptés.

Les élections ont révélé que l'APRA était le grand perdant de cette confrontation : la diminution de son électorat l'a empêché d'apparaître comme l'alternative politique en ce moment. Cependant on ne pas parler d'une défaite historique de ce vieux parti.

agissant contre les intérêts des masses. Cela a été largement mis en évidence par le PRT et toute la gauche.

L'AP n'a pas participé aux élections pour l'Assemblée constituante mais elle ne s'est jamais opposée au gouvernement pour défendre les libertés démocratiques. Au contraire, elle a fait entendre de rares protestations pour défendre certains secteurs de l'industrie privée. C'est dire si l'AP a veillé à ne pas apparaître comme le fidèle serviteur du gouvernement, mais elle n'a pas pour autant critiqué les liens de dépendance à l'égard de l'impérialisme, imposés par la politique économique de la dictature militaire qui s'est totalement soumise au FMI. En fait, l'AP a montré qu'elle défendait certains secteurs de la bourgeoisie contre les interventions de l'Etat.

LE VOTE POUR BELAUNDE

On doit voir que ce triomphe de la droite est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs qui ont eu une influence sur la conscience de larges secteurs que la gauche n'a pas pu canaliser en sa faveur à cette occasion.

a - Le PRT estime que le triomphe de l'AP s'est produit dans une situation caractérisée par l'absence d'un mouvement de masse d'importance nationale, s'affrontant directement à la dictature militaire et à la bourgeoisie. La lutte héroïque des travailleurs municipaux a eu lieu à la fin de la campagne électorale. Elle n'a pas obtenu un soutien massif et ne s'est pas généralisée au niveau de l'ensemble de la métropole. Le mouvement ouvrier et populaire avait soutenu, au cours de la période précédente, diverses luttes qui n'avaient pas remporté de victoires importantes (grève des mineurs, des enseignants, des postes et télécommunications, etc.).

La dictature est parvenue à imposer ses mesures contre la sécurité de l'emploi, à ajourner les négociations sur les revendications syndicales. Pourtant, dans l'ensemble, les

syndicats et les organisations de travailleurs maintiennent leurs forces intactes. Les luttes qui sont apparues lorsqu'existait l'ARI n'ont pas pu être centralisées, montrant dans les faits les limites de ce projet unitaire. Les stalinien, à partir de la direction de la CGTP, et les maoïstes de *Patria Roja* ont contribué à la division du mouvement syndical.

b - Le vote pour l'*Accion Popular* a été l'expression d'une conscience anti-apriste et anti-militaire, au terme de 12 années de dictature militaire. Pour les masses, il fallait tout faire pour éviter un gouvernement apriste parce que cela était synonyme de l'imposition de «méthodes fascistes» de gouvernement. D'autre part, le *Partido Popular Cristiano* est perçu comme un parti franchement pro-impérialiste. De plus, en comparaison de Belaunde et de Villanueva del Campo, Bedoya est pratiquement inconnu dans le pays.

c - L'AP n'a pas vu son prestige diminué, comme l'APRA et le PC du fait de leur action à l'Assemblée constituante où ils se sont clairement révélés être les fers de lance de la dictature militaire en

d - Belaunde a largement bénéficié de son opposition apparente au gouvernement ; de plus il a axé sa campagne sur le thème qu'un «vote pour l'AP n'était pas un vote perdu», ce qui a été très efficace. De la même manière, il n'a pas mené une campagne d'attaque systématique contre les autres partis afin d'apparaître comme un «bonaparte» qui voulait établir un «gouvernement pour tous», bien que l'on sache qu'il masque derrière cela son caractère de classe, bourgeois et pro-impérialiste. Il s'est activement employé à faire apparaître ce qu'il y avait de positif dans son plan de gouvernement. Ses propositions ont un aspect pragmatique qui les rend apparemment viables et susceptibles d'apporter une solution à la crise qui touche le pays. C'est, par exemple, la promesse de création d'un million d'emplois. Belaunde, logique avec le pragmatisme de son parti, n'a pas donné l'impression de se revendiquer d'aucun courant doctrinaire. Il a soutenu la nécessité des liens avec l'impérialisme car «ceux-ci étaient toujours source de travail» et permettraient de résoudre le problème de l'emploi au Pérou.

Ce sont les événements antérieurs qui ont permis à l'AP de donner à Belaunde son image charismatique d'ex-président renversé par un coup d'Etat contre la démocratie bourgeoise. Cela lui donnait alors la possibilité de dire que son parti ne recherchait pas l'hégémonie et travaillait à l'entente natio-

nale. Le PRT déclare que la seule raison de cette ouverture est que l'AP ne peut mettre en place seule un «gouvernement pour tous» et qu'elle devra faire appel aux autres partis bourgeois, à l'APRA et au PPC, parce que cette alliance est indispensable pour faire face au mouvement ouvrier et populaire.

naire de la bureaucratie chinoise sur laquelle ils s'alignent.

Les centristes de l'UDP, de leur côté, ne cherchaient qu'à profiter du prestige d'Hugo Blanco pour se construire en tant que parti. Rappelons-nous qu'ils n'ont recherché tout d'abord que l'unité avec le PRT, et non avec UNIR dont ils étaient plus proches sur le plan programmatique. Ont-ils plus d'affinités avec le trotskysme ? Et pourquoi n'incluaient-ils pas alors le POMR et le PST dans cet accord ? Si l'UDP répondait à ces questions, il serait démontré qu'elle ne cherchait pas à faire l'unité de toute la gauche car elle n'a fait aucun effort pour retenir UNIR dans le front et, pire encore, elle a signé avec le PRT un accord qui était en contradiction avec son programme concernant la négociation de la dette extérieure à l'égard de l'impérialisme, c'est-à-dire qu'elle n'avait pas, dans la pratique, l'intention de respecter cet accord.

Le PRT a lutté jusqu'au dernier moment pour l'unité, en faisant des concessions importantes sur son programme mais il a commis sans aucun doute un certain nombre d'erreurs. La principale fut de renoncer à mener la bataille pour que le front se prononce sur un programme de gouvernement, c'est-à-dire pour une orientation en faveur du Gouvernement des travailleurs, sans généraux ni patrons. Cela était fondamental pour le front qui n'était qu'un front électoral, au moment où les masses allaient voter pour élire un gouvernement et pas autre chose ; de plus, le PRT n'a pas dénoncé le centrisme ni le maoïsme se refusant à lutter pour l'unité et l'indépendance de classe.

Cependant, l'UDP et UNIR, à travers *Marka* et *Amauta*, ont lancé des attaques contre le PRT, utilisant la calomnie et l'injure afin de discréditer le trotskysme. De plus, pendant la campagne électorale, ils ont passé sous silence les énormes meetings de masse que le PRT a tenu dans tout le pays ; en ce sens, ils n'ont pas eu une attitude différente de celle de la presse officielle.

Mais l'impossibilité de parvenir à un accord garantissant l'unité et l'indépendance de classe plonge ses racines loin dans le passé. Avec la destruction du FOCEP, la dictature qui a accordé à Ledesma le sigle, a consacré la fin de cette alternative politique existante, beaucoup plus développée que l'ARI. En effet, les masses considéraient le FOCEP comme «leur parti», c'est-à-dire comme une arme politique pour lutter contre la dictature et contre les patrons.

L'APRA, LA GRANDE PERDANTE

Nous avons dit que, pour les masses, le vote *Accion Popular* était un vote contre l'APRA ; en effet, la chute des votes pour l'APRA consacre son échec à se poser en alternative de gouvernement au Pérou dans la période actuelle. Cependant, on ne peut pas encore dire qu'il s'agisse d'une défaite historique du vieux parti réactionnaire. Cela pourrait désarmer le mouvement ouvrier et populaire et lui laisser négliger cet ennemi de classe, en particulier à un moment où il va apparaître comme l'opposition bourgeoise à Belaunde.

La dictature avait initialement choisi l'APRA pour lui succéder au gouvernement, étant donné que son projet politique, que nous n'allons pas analyser dans ce bilan, permettait à la dictature militaire de maintenir la continuité de sa politique, ainsi que celle du FMI. Lors des élections et de toutes les séances de l'Assemblée constituante, on a pu constater la collusion APRA-PPC-dictature, à chaque occasion.

Mais après la mort d'Haya de la Torre, l'APRA s'est épuisée en luttes internes pour le contrôle du Parti. Ces luttes sont ensuite devenues publiques, notamment pour l'établissement des listes de candidats aux élections, présidentielles et parlementaires. Les «armandistes» et les «andresistes» ont été jusqu'à s'affronter physiquement. L'élection de Villeneuve, et plus tard la disparition presque totale de Townsen de la vie politique, ont provoqué de sérieux bouleversements et des divisions à l'intérieur de l'APRA, Villeneuve, comme on peut le supposer, n'étant pas considéré par ses adversaires comme le plus apte à gagner les élections. D'autre part, la nationalité de sa femme a aussi joué contre lui, sans aucun doute, parce que cela heurtait le chauvinisme traditionnel de larges secteurs des masses qui n'auraient pas accepté une «première dame chilienne».

L'APRA a également reçu l'appui politique et financier de la social-démocratie, des partis qui appartiennent à la Seconde Internationale, et qui connaissent surtout un développement important dans les pays

d'Europe capitaliste où ils ont une influence sur des secteurs importants de la classe ouvrière. Ils sont les agents contre-révolutionnaires de l'impérialisme. L'APRA a investi des sommes considérables dans cette campagne car elle pensait que ces élections étaient pour elle la grande occasion d'arriver au pouvoir, mais cela n'a servi à rien ; son électorat s'est réduit en fait à ses militants et à ses sympathisants inconditionnels. Par rapport aux élections à l'Assemblée constituante, elle perd environ 170000 voix.

Cependant, le PRT estime que la principale raison de la défaite électorale de l'APRA est liée au combat que les masses mènent dans les syndicats et les organisations ouvrières où la gauche a gagné le contrôle de secteurs importants. C'est ainsi que les masses n'ayant pas une alternative unique de gauche ont tout fait, au sein de la confusion qui régnait, pour éviter un gouvernement apriste.

La gauche a été à la tête des luttes de masses lors des affrontements contre la dictature ; c'est la raison pour laquelle elle s'est implantée dans les organisations populaires qui combattent aussi l'APRA. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas dire que la diminution des votes pour l'APRA constitue une défaite historique.

L'ECHEC DE L'UNION DE LA GAUCHE

C'est l'absence d'un accord unitaire pour présenter un seul bloc qui a été le facteur déterminant et la cause des faibles résultats électoraux de la gauche. Après la rupture de l'ARI, on a connu une certaine démoralisation, surtout dans les secteurs d'avant-garde du mouvement ouvrier et populaire. L'ARI avait semé des illusions concernant un projet d'unité qui n'est pas parvenu à se concrétiser ; UNIR et l'UDP en portent l'entière responsabilité. D'un côté, les maoïstes d'UNIR n'acceptèrent pas qu'un trotskyste soit tête de liste. Blanco était le symbole de l'indépendance de classe, ce qui était en contradiction avec l'orientation contre-révolution-

Pendant la campagne électorale, l'UDP et UNIR, tout comme le FOCEP de Ledesma et l'UI (*Unidad de Izquierda*), qui, malgré leurs divergences, ont pour dénominateur commun l'abandon de l'indépendance de classe, se sont refusés à lutter pour un Gouvernement des travailleurs, à mettre en avant cette ligne politique qui aurait permis aux masses de considérer la gauche comme un pôle totalement opposé à la droite. Cela a augmenté la confusion et Belaunde a canalisé ces «votes pour le moindre mal». L'UDP au cours des mois précédents avait reconnu la justesse de notre mot d'ordre de gouvernement, mais plus tard elle l'a rejeté. Le PRT a commis alors l'erreur de ne pas accentuer la pression sur l'UDP — comme il est d'usage — afin de gagner certains secteurs centristes à une politique d'indépendance de classe.

A la proposition de retirer ses candidatures, le PRT a répondu affirmativement par l'intermédiaire de son journal, mais à la condition qu'UNIR et l'UDP s'engagent à ne voter au Parlement pour aucun parti bourgeois. La réponse de l'UDP fut lamentable : ils exigeaient qu'en échange de la candidature à la présidence de Malpica, on leur laisse la tête de liste dans 18 départements, le PRT et UNIR se partageant le reste. C'est-à-dire qu'ils avaient la même attitude qu'UNIR au moment

«L'UNIDAD DE IZQUIERDA», LA BANQUEROUTE DU FRONT POPULAIRE

Les staliniens du PC(*Unidad*) comme les autres petites organisations réformistes ont préféré l'unité avec le PSR, parti bourgeois, en lançant comme candidat à la présidence le général Leonidas Rodriguez. C'est la vieille tactique stalinienne du «front populaire» impulsée dans de nombreux pays à des moments divers et qui consiste, pour les partis ouvriers, à s'allier à des partis bourgeois réformistes, qualifiés de «patriotiques» ou de «progressistes», avec un programme qui défend un secteur de la bourgeoisie contre les autres sur la base du maintien de l'Etat bourgeois.

Au Pérou, la base du «front populaire» est le programme du «velasquisme». La proposition de l'UI, d'un gouvernement populaire vers le socialisme signifie l'approfondissement des soi-disant changements structurels de la première phase. C'est en outre la concrétisation de l'archi-trahison que signifie la transition pacifique au socialisme. Le PC(U), en tant que bureaucratie, n'a pas hésité à utiliser la CGTP

de l'ARI. Le PRT répondit d'une manière correcte que l'important était d'arriver à un accord politique ce à quoi l'UDP ne répondit pas, démontrant une fois de plus que sa proposition de reconstruire l'ARI n'était rien de plus que le désir de retourner aux méthodes opportunistes en vigueur au moment de l'ARI.

Parallèlement, UNIR a mis en avant un programme qui intègre la droite de l'UI, assaisonnant de temps en temps ses discours de déclarations anti-trotskyistes. Il est bien connu que son mot d'ordre de «gouvernement non aligné» découle en droite ligne de l'orientation contre-révolutionnaire de la bureaucratie chinoise ; mais la plupart du temps, ils n'en parlent pas. A tel point que lors de leur meeting central de la place San Martin à Lima, le camarade Zeballos n'a pas dit un seul mot à ce sujet.

De cette expérience, le PRT conclut que la lutte pour le front unique ouvrier ne doit pas cesser et que la pierre angulaire en est la défense de l'indépendance politique de la classe ouvrière, en tant que seule classe dirigeante du mouvement populaire. De la même manière, dans le cas d'un front électoral, il est tout à fait correct de mettre en avant de manière tactique le mot d'ordre de Gouvernement des travailleurs, en signalant que l'organisation et la mobilisation des masses est l'unique voie pour y parvenir. Sur ce point, toute la gauche classiste est d'accord.

pour mener à bien son projet de collaboration de classe, y compris lors du meeting du 1er mai. La CGTP s'est laissée manipuler par le PC(U) pour servir sa campagne électorale. Cela fut remis en question par certains secteurs classistes qui assistaient au meeting.

Mais cela a hypothéqué la lutte de la classe ouvrière et du peuple contre tout ce qu'avait représenté la dictature militaire dans ses deux aspects. Et cela lui a coûté cher sur le plan électoral, au sein même de l'électorat du PC(U) qui lui était resté relativement fidèle jusqu'alors. Car la classe ouvrière n'a pas reconnu dans le stalinien Gamarra son représentant naturel de classe, ni en Jorge del Prado, son représentant politique.

Cette défaite du «front populaire» doit être largement utilisée par le PRT pour approfondir la crise du stalinisme. Le PRT a lancé un appel à la base du PC(U) et de la CGTP afin qu'elle réfléchisse et condamne la trahison du PC(U), pour qu'elle oblige les directions à prendre le

chemin de la lutte en appelant à un front unique pour l'indépendance de classe.

Ledesma a connu le même sort. Le FOCEP a été quasiment détruit depuis que la dictature s'est entendue avec cet individu ; ses hésitations et ses trahisons des aspirations à l'unité et à la lutte des masses lui ont valu le mépris le plus total.

LE VOTE POUR LE PRT

Notre parti a recueilli plus de 160000 voix et cela revêt une importance particulière que nous devons souligner. Ce qui apparaît à première vue est l'homogénéité entre les votes pour la présidence, les sénateurs et les députés ; les variations sont en effet minimales. Ce n'est pas le cas d'UNIR ni de l'UDP, dont l'électorat a voté avec la lampe dans une main et la torche et l'arbre dans l'autre.

Nous affirmons avec certitude que les votes pour le PRT ont connu une évolution allant de la simple sympathie à l'égard de notre camarade Hugo Blanco jusqu'à devenir un vote plus conscient pour le PRT, pour l'indépendance de classe et pour un gouvernement des travailleurs sans patrons ni généraux. Nous en sommes au point où Blanco est identifié au PRT et au trotskysme et c'est une grande conquête politique que nous devons approfondir.

Le PRT est sorti renforcé de cette campagne électorale au niveau national. Nous avons la possibilité de nous construire comme parti avec une structure nationale. Nous avons obtenu nos plus forts pourcentages à Lima surtout dans les bidonvilles du nord et dans d'importantes concentrations ouvrières ; à Puno, de larges secteurs paysans ont voté pour le PRT, ainsi qu'à Tacna, pour ne mentionner que quelques endroits importants.

LE PROCHAIN GOUVERNEMENT DE BELAUNDE

D'une manière générale, les votes nombreux obtenus par l'AP ne sont pas dus à la cohérence de son programme ni à la faiblesse de ses opposants les plus immédiats, l'APRA et le PPC, mais au manque d'une direction révolutionnaire de la classe ouvrière qui puisse attirer à elle les masses, c'est dire à quel niveau on se trouve de la construction du parti trotskyste au Pérou.

Le triomphe de Belaunde signifie la venue au pouvoir des secteurs de la bourgeoisie industrielle les plus

étroitement liés à l'impérialisme et les résultats électoraux vont être utilisés par l'impérialisme comme modèle et exemple de la validité de la démocratie bourgeoise. Les prises de position affichées par Carter en faveur de la démocratie en Amérique latine lui permettent de marquer un point grâce au Pérou.

L'appel à former un «congrès à base large» signifie rechercher l'unité des réactionnaires contre les exploités, mais c'est aussi la reconnaissance par Belaunde de la faiblesse de son parti et de son incapacité à gouverner seul. Bedoya s'est empressé de répondre à cet appel parce qu'il a intérêt à négocier avec l'AP une partie de son programme tout en maintenant l'APRA dans l'opposition bourgeoise au gouvernement de l'AP.

Belaunde prend le pouvoir alors que l'économie connaît une reprise relative mais la tendance est encore à l'hésitation et à la récession. En effet, la production dans l'agriculture et l'élevage a diminué au cours des trois premiers mois de l'année 1980 de 4,7 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. Cela est dû à la sécheresse, à une baisse de la production qui a fait perdre 90 000 millions de soles (*); plus de 160 000 hectares sont restés non ensemençés, ce qui représente plus de 16 pour cent des surfaces cultivées. Cela a eu un effet direct sur les approvisionnements en aliments et a aussi provoqué une augmentation des prix à la consommation parallèlement à une aggravation du chômage et de la misère d'un grand nombre de paysans.

Les industries d'extraction ont augmenté leur production globale, grâce à l'augmentation de la production de pétrole, mais celle du cuivre et du fer a diminué. L'augmentation de la production signifie une surexploitation brutale de la classe ouvrière. De plus, au Pérou, la production minière est en grande partie orientée vers l'exportation grâce à laquelle l'impérialisme obtient des surprofits importants. Ainsi la hausse conjoncturelle des prix sur le marché mondial ne sera apparemment pas de longue durée. Ce qui pourrait signifier l'entrée en lutte du prolétariat des

* Un franc français vaut 66 soles.

mines mais cela dépendra en grande partie de facteurs subjectifs, du niveau de conscience et de la direction politique. La Fédération minière est à demi paralysée; ses dirigeants les plus importants appartiennent à l'UDP et ils se sont montrés incapables de construire un front unique politico-syndical.

Le secteur industriel montre des signes de croissance mais surtout dans les branches orientées vers l'exportation et à forte concentration monopoliste comme dans les industries de biens de capital (montage, par

exemple). Mais ce redressement ne touche pas les branches orientées vers le marché intérieur alors que celui-ci est touché par la détérioration des salaires réels des travailleurs.

L'inflation est phénoménale. Comme toujours, Silva Ruete diminue les chiffres, il parle de 40 pour cent mais tout paraît indiquer que la hausse des prix approchera 70 pour cent à la fin de 1980. L'inflation qui se profile dans les pays impérialistes se répercutera au Pérou.

NOTRE LIGNE POLITIQUE

L'axe de la tactique du PRT dans la situation actuelle est de réimpulser le mouvement de masse autour de la lutte pour les revendications économiques et démocratiques en appliquant les méthodes du front unique ouvrier, c'est-à-dire de l'indépendance politique de la classe ouvrière.

L'APRA se trouve aujourd'hui dans l'opposition bourgeoise au gouvernement et elle va chercher à canaliser le mouvement de masse. C'est un danger qui va nécessiter un combat particulier contre ce parti. Pour cela, le PRT défendra inlassablement l'indépendance politique de la classe ouvrière.

Il va lutter pour approfondir la crise du stalinisme qui contrôle la CGTP ainsi que le sectarisme des maoïstes d'UNIR, en se battant pour la Centrale unique de classe, en appelant à l'unité d'action, en

menant la lutte idéologique contre eux, mais tout en maintenant le front unique contre l'APRA.

Notre politique se résume en une plate-forme de lutte qui regroupe les aspirations de divers secteurs exploités. Elle pose la nécessité de mobiliser et d'organiser les masses en fonction de ces objectifs avec pour axe principal d'impulser des assemblées populaires, des assemblées de syndicats et de fédérations, dans les campagnes, les bidonvilles, les secteurs étudiants, etc., en recherchant leur centralisation au sein d'organisations spécifiques.

Belaunde a fait de nombreuses promesses. Le PRT va le prendre au mot et proposer la mise en œuvre immédiate de ces promesses; ainsi, à travers des actions de masse, nous démontrerons la démagogie de l'AP qui n'est pas un «gouvernement pour tous» mais celui des capitalistes locaux et de l'impérialisme.



Cette même plate-forme doit être présentée par les parlementaires de gauche lors de l'installation du Parlement bourgeois, le 28 juillet, qui doit être accompagné d'une mobilisation à Lima jusqu'à l'ouverture du congrès et qui sera coordonnée au niveau national pour mobiliser d'une manière unitaire dans toutes les provinces. Nous appelons toute la gauche à ne soutenir aucun parti bourgeois au sein du Parlement.

Au cours de la lutte extra-parlementaire, nous démontrerons l'incapacité du Parlement bourgeois à satisfaire les besoins des exploités et de la même manière, la nécessité pour les masses de s'organiser sous la direction de la classe ouvrière. Nous démontrons que seul un Gouvernement des travailleurs sans patrons ni généraux pourra apporter des solutions à ces problèmes. C'est ainsi que les trotskystes luttent pour faire avancer le mouvement ouvrier et populaire, aidant «les masses au cours de la lutte quotidienne à faire la jonction entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste»*.

* Trotsky, «Programme de transition»

NOTRE PLATE-FORME DE LUTTE

- Pour la Centrale unique avec comme axe la CGTP
- Centralisation des paysans autour de la CCP
- Amnistie générale pour les prisonniers politiques
- Augmentation des salaires et des traitements de 100 pour cent, avec un minimum de 50000 soles mensuels et un réajustement suivant l'augmentation du coût de la vie
- Suppression de la loi sur l'instabilité du travail
- Reconnaissance de toutes les organisations syndicales, comme le SUTEP, la CCP, le CITE, etc.
- Dissolution de l'OCI, du SINADI et de tous les organismes qui portent atteinte aux libertés publiques
- Distribution immédiate et gratuite de la terre aux paysans, sous forme collective ou individuelle à déterminer lors d'assemblées paysannes
- Etablissement d'un fond régional, c'est-à-dire qu'une partie des impôts reste dans chaque département ou province afin de créer des emplois de nécessité publique et de donner également du travail à la population. La priorité des emplois devra être définie par la population réunie en assemblée ; ces assemblées devront également gérer les fonds.
- Installation de l'électricité, de l'eau et d'un système d'égouts dans tous les «pueblos juvenes» et bidonvilles du pays
- Suppression de toutes les lois et dispositions légales qui instaurent la discrimination à l'égard des femmes, égalité de traitement et de salaires
- Rétablissement de la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux
- Dénonciation des contrats pétroliers défavorables au pays et récupération des mines et autres ressources naturelles
- Dénonciation de la dette extérieure
- Respect des droits démocratiques des soldats et des officiers subalternes des forces armées

Afrique du Sud

A propos de la mort de Ben Kies

A propos de l'article paru dans *Intercontinental-Press* du 17 mars 1980 et *Inprecor*, numéro 74 du 3 avril 1980, nous avons reçu la lettre que nous publions ci-dessous :

*

«Permettez-moi de corriger quelques erreurs bien compréhensibles qui se sont glissées dans l'article à la mémoire de Ben Kies, mort au Cap le 19 décembre 1979.

Ben Kies est né en 1918 et non en 1917. Le New Era Fellowship qu'il contribua à fonder en 1937 n'était pas un «club d'études marxistes», mais un forum ouvert à tous les points de vue et à tous les anti-racistes. Certaines personnalités éminentes, non marxistes, furent membres de ce célèbre forum. Kies n'était pas le représentant du Parti ouvrier d'Afrique du Sud à la Conférence du front uni des «non européens» en 1939, mais celui du New Era Fellowship.

Le Parti ouvrier d'Afrique du Sud n'est pas entré dans la clandestinité en 1943 (lorsque le Mouvement unifié des non-européens fut fondé par Kies et d'autres personnes) mais a cessé ses activités en 1939 à la déclaration de guerre.

Ben Kies n'était pas membre de la IVe Internationale et il n'a jamais rencontré, au cours de ses voyages en Europe, aucun membre de la IVe Internationale. Il était un internationaliste, à sa propre manière. Il n'était pas d'accord avec les analyses de la IVe Internationale sur la nature des États ouvriers européens après la guerre (il les considérait comme «socialistes», sans discussion possible). Il n'était pas davantage d'accord avec ses positions sur Berlin, la Hongrie et la Tchécoslovaquie (en 1968). Il n'était pas plus d'accord avec Pablo qu'avec Healy. Il a toujours soutenu le MPLA et jamais le FLNA au cours de la lutte en Angola. Il a toujours été sans aucun doute

possible contre le «Biafra» qu'il considérait comme une manœuvre de l'impérialisme et il prit la même position au sujet de l'Erythrée, défendant l'unité nationale de l'Ethiopie. Il refusait la notion «d'ethnie» d'où qu'elle vienne et considérait le Mouvement de la conscience noire comme un courant étranger lié à l'impérialisme et «raciste» au sein du mouvement de libération qui devait être combattu bec et ongles. Mais, ainsi que votre article le souligne très justement, il a donné sa vie pour défendre les membres persécutés de ce courant.

J'espère que ces quelques lignes vont aider à une compréhension plus complète de la richesse, de l'importance et de la variété des écrits de Ben Kies lorsque ceux-ci auront été réunis et publiés dans leur ensemble. Il n'y a pas que l'Afrique qui ait une dette à l'égard de cet infatigable militant pour la libération et de ce penseur exceptionnel.»

Un Vietnam pour toute l'Amérique centrale

Eduardo MEDRANO

FACE au soulèvement révolutionnaire des masses d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Pentagone déploie ses efforts pour créer une force militaire d'intervention fondée sur les régimes du Pacte andin : la Colombie, le Pérou, l'Équateur, la Bolivie et le Venezuela.

Cette révélation qui a fait sensation dans la presse colombienne, a été publiée par un journaliste de ce pays, Patricia Lara, dans un long article du quotidien libéral de Bogota, *El Espectador*, du 29 juin 1980. Lara utilise des sources officielles de New York et de Washington. Selon ces informations, le projet de créer une force militaire andine a fait de rapides progrès dans les cercles dirigeants nord-américains après une réunion, organisée au printemps dernier, par le Pentagone pour examiner les différents moyens et plans d'action à mettre en œuvre pour combattre l'insurrection au Salvador.

En développant ce plan, une personnalité « bien connue et discrète », agissant au nom de l'administration Carter, est venue convaincre les présidents Turbay Ayala de Colombie, Herrera Campins du Venezuela et Lidia Gueiler de Bolivie (1) d'organiser cette force militaire andine. Le même envoyé spécial comptait pouvoir convaincre rapidement et gagner à ce plan le nouveau président péruvien, Belaunde Terry, et le président équatorien Jaime Roldos.

Avec l'envoi de mercenaires somozistes et anti-castristes, entraînés au Guatemala par la CIA (plan qui a commencé d'être mis en œuvre et qui a été dénoncé depuis le 23 mai dernier par plusieurs journaux bourgeois latino-américains), ce projet de constitution d'une force militaire andine est considéré comme le plus fiable face à la situation politique régionale. D'autres propositions d'action pour stopper le développement de la révolution salvadorienne ont été évoquées avant d'être écartées, au moins pour le moment, parmi lesquelles :

— Une intervention militaire américaine directe mais qui pourrait déboucher sur un véritable ouragan anti-impérialiste dans toute l'Amérique latine ;

— Une intervention militaire combinée du Guatemala et du Honduras, sous le prétexte d'un incident de frontière avec le Salvador. Il est bien connu que les organisations de guérilla sont, à l'heure actuelle engagées dans des combats avec l'armée salvadorienne tout le long de la frontière entre ces deux pays. Mais les gouvernements guatemaltèque et hondurien sont eux-mêmes aux prises avec des mouvements populaires combatifs dans leurs propres pays ;

— La création d'une force inter-américaine de défense, ce qui avait déjà été proposé par le président colombien, Turbay Ayala, lorsque les Sandinistes étaient sur le point de renverser le régime de Somoza. Mais cette formule, qui avait dû être écartée à l'époque en raison des protestations populaires et des manifestations qu'elle avait suscitées, devra, aujourd'hui encore, compter avec la résistance de certains pays, comme la République dominicaine ; cela pourrait empêcher l'Organisation des Etats américains, OEA, d'obtenir les 14 voix nécessaires à la constitution d'un tel corps expéditionnaire.

En 1965, le même type de couverture, l'OEA, avait été utilisée, lors de l'invasion sauvage de la République dominicaine par l'impérialisme américain. « Mais ce pays accepterait l'intervention, au Salvador, d'une force militaire qui, par un habile tour de passe-passe, ne soit pas directement celle des Etats-Unis ni celle de l'OEA, telle cette force militaire andine dont la création ne devrait être approuvée que par les pays membres du Pacte andin. »

La diplomatie américaine s'emploie à surmonter les hésitations que continuent d'avoir certains dirigeants politiques colombiens, hésitations

qui ont un écho dans certains secteurs de l'OEA qui s'inquiètent de voir le Pacte andin assumer des responsabilités politiques en plus de son rôle économique. Ils craignent que cela ne porte préjudice aux fonctions mêmes de l'OEA.

Mais les projets contre-révolutionnaires du président vénézuélien Herrera Campins ne font pas de doute. Après la victoire électorale démocrate-chrétienne, le régime vénézuélien a contribué à la dégradation de ses rapports avec Cuba. A tel point que, lors d'une récente visite au Costa Rica, Herrera Campins a proposé à son collègue démocrate-chrétien, le président costaricain, Rodrigo Carazo, de mettre en œuvre une politique agressive contre Cuba. Le ministre vénézuélien de la Justice a affirmé que son gouvernement était prêt à relâcher les Cubains, Orlando Bosch et Luis Posadas Carriles, et les Vénézuéliens Fredy Lugo et Hernan Ricardo. Ce serait une véritable déclaration de guerre, non officielle, contre Cuba puisqu'il s'agit des assassins qui avaient placé une bombe et fait exploser un avion cubain, en 1976, près de La Barbade ; 73 personnes étaient mortes dans cet attentat.

Depuis lors, le Venezuela a mis en œuvre un important plan d'équipement militaire avec le concours des Etats-Unis. En 1979, le Venezuela a dépensé 587 millions de dollars pour des achats d'armes, tandis que le Pérou en dépensait 401, la Colombie 188 et la Bolivie 81.

Le régime vénézuélien a également créé un « Groupement d'entraînement mobile des forces spéciales (2) », a accepté la visite, au cours de l'année dernière, d'un groupe important d'officiers nord-américains de haut rang et a demandé à participer à la phase terrestre des manœuvres militaires américaines, *Solid Shield 80*, qui étaient dirigées contre Cuba.

(1) Lidia Gueiler vient d'être renversée par un coup d'Etat militaire.

(2) Les forces spéciales sont les unités militaires d'élite contre-insurrectionnelles.

La volonté du gouvernement colombien de participer à une agression impérialiste contre les révolutions centro-américaines et caraïbes ne surprendrait personne.

Selon *El Espectador*, des sources proches du Congrès colombien affirment que la Commission colombienne des Affaires étrangères a déjà avalisé l'idée de la création de cette force militaire andine pour une intervention en Amérique centrale. De plus, le gouvernement colombien a menacé le Nicaragua à propos de ses revendications sur l'île de San Andres et sur l'archipel de la Providence. Il a contribué à empêcher Cuba d'occuper un siège au Conseil de sécurité des Nations-Unies, ce qui a aggravé les relations entre les deux pays.

Le gouvernement militaire péruvien s'est engagé, sans vergogne, dans la campagne impérialiste visant à discréditer la révolution cubaine après l'incident des réfugiés de l'ambassade péruvienne à La Havane. Et

tout laisse prévoir que le président, qui vient d'être élu au Pérou, va poursuivre cette politique.

La révélation de la possibilité d'une intervention militaire du Pacte andin en Amérique centrale a provoqué une émotion considérable dans l'opinion publique colombienne. Patricia Lara analysait ainsi les implications d'une telle intervention : «*Face à une intervention militaire se produisant au Salvador pour stopper une nouvelle révolution en Amérique latine, ni le Nicaragua, ni Cuba, ni Grenade, ni les nombreuses organisations de guérilla de la région ne resteraient l'arme au pied. Un Vietnam s'étendrait jusqu'aux Andes, propulsé, ce qui est paradoxal, par la politique officielle des gouvernements andins et latino-américains.*»

Un éditorial de l'édition du 30 juin d'*El Espectador* tentait de désamorcer l'idée d'une armée andine et cherchait à blanchir le président Turbay et son chancelier, Diego Uribe

Vargas, de tout soupçon. Cependant, dans un rapport du 29 juin, Uribe Vargas reconnaissait que la vietnamisation de l'Amérique centrale constituait un danger réel, même si, selon lui, le conflit continuait de garder un caractère interne. Mais il suggérait que, si cela cessait d'être le cas, un «*mécanisme extérieur*» d'intervention devrait être mis en œuvre.

Les masses exploitées et opprimées des pays du Pacte andin et leurs compatriotes à l'étranger doivent rester vigilants face à toute tentative faites par leurs gouvernements de créer un tel instrument militaire contre les révolutions centro-américaines et caraïbes. Nous devons nous opposer aux mesures, aussi limitées soient-elles, qui iraient en ce sens. Dans le même temps, nous devons appuyer de toute notre énergie les peuples qui luttent pour briser une fois pour toutes le joug impérialiste et capitaliste.

Bogota, le 30 juin 1980. □

MOBILISATION POUR ARRETER LE BRAS ASSASSIN DE LA JUNTE SALVADORIENNE !

DEVANT l'essor des luttes de masse au Salvador, qui ont atteint un niveau encore jamais vu avec le succès de la grève générale des 8 et 9 juin dernier en paralysant toute la vie économique et administrative du pays, la junte salvadorienne et l'extrême-droite ont déchaîné une terreur sanglante qui égale ce qu'on a vu de plus horrible en Amérique latine afin d'éviter un deuxième Nicaragua au Salvador.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la Junte, près de 5 000 personnes ont été massacrées. Depuis le début de l'année le chiffre des victimes — hommes, femmes, enfants — a atteint 4 500. L'escalade de la terreur se précise. Selon des témoignages d'origine catholique, des instituteurs sont abattus devant leurs élèves, des enfants sont torturés devant leurs parents.

Tous ces crimes ne peuvent se perpétrer que parce que l'impérialisme et la bourgeoisie latino-améri-

caine continuent à accorder une aide financière, économique, technique et militaire accrue aux assassins. Notamment, l'impérialisme nord-américain ne cesse d'augmenter ses fournitures d'armes et l'envoi de «*conseillers*» pour aider la junte salvadorienne.

Bien qu'un large éventail du mouvement ouvrier international — notamment les partis communistes de masse d'Europe occidentale, la social-démocratie ouest-allemande et le Parti travailliste britannique — se soient prononcés publiquement contre la terreur de la junte et de l'extrême-droite, en pratique pas grand-chose n'a été fait pour arrêter le massacre des ouvriers et ouvrières, paysans et paysannes, étudiants et étudiantes, et de leurs enfants.

Il est grand temps de mettre fin à cette inaction. Il est grand temps de mettre les assassins du peuple salvadorien au ban de l'humanité. Il est grand temps que le

mouvement ouvrier international jette tout son poids dans la balance pour enlever à la junte tous les moyens de poursuivre ses crimes.

Il faut réclamer que tous les gouvernements rompent immédiatement les relations diplomatiques avec la junte et cessent toute aide militaire et économique à celle-ci. Il faut particulièrement exiger de tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier et qui ont des représentants au sein des gouvernements, qu'ils soulèvent immédiatement la question de ce blocus total de la junte et de la réaction salvadoriennes.

Il faut que les syndicats et les partis ouvriers organisent simultanément une campagne publique massive pour dénoncer les crimes commis contre le peuple salvadorien et pour apporter tout l'appui politique et matériel aux organisations révolutionnaires qui dirigent et coordonnent la défense des masses contre la terreur. □

**A BAS LA JUNTE ASSASSINE !
MOBILISATION POUR DEFENDRE LES MASSES REVOLUTIONNAIRES !
IMPERIALISTES, BAS LES PATTES DEVANT LE SALVADOR !**

Le 18 juillet 1980

Le Secrétariat unifié de la IV^{ème} Internationale.

Les masses travailleuses accentuent leur contrôle sur la production

Fred MURPHY De Managua. —

LES organisations de masse ouvrières et paysannes ont lancé une campagne pour que le gouvernement révolutionnaire mette en application des décrets sur les salaires, les conditions de travail et l'utilisation de la terre. Principales cibles : les capitalistes récalcitrants et les propriétaires terriens; les administrateurs bureaucrates de certaines entreprises nationalisées se sentent aussi menacés.

A la suite d'une action menée par l'Association des travailleurs agricoles (ATC), dont la direction est sandiniste, une loi fut adoptée le 11 juin par le Conseil d'Etat, qui prévoyait une augmentation de 125 cordobas par mois pour tous les travailleurs qui gagnaient moins de 1200 cordobas par mois (10 cordobas valent un dollar au taux de change officiel).

Cette augmentation des salaires touche environ 300000 travailleurs nicaraguayens parmi les moins payés, et parmi eux environ 80 pour cent sont ouvriers agricoles. Allant à l'encontre des objections des délégués bourgeois du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), le Conseil d'Etat a décidé que cette augmentation serait rétroactive à partir du 1er juin.

Depuis que cette mesure a été prise, de nombreux employeurs privés affectent d'ignorer le décret ou bien refusent purement et simplement d'augmenter les salaires. Certaines entreprises d'Etat ont aussi pris un certain délai avant d'accorder des augmentations. Ainsi, le 1er juillet, l'Inter-syndicale — un organe de coordination comprenant l'ATC, la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et la Confédération des travailleurs indépendants (CGT-i) — a appelé «tous les travailleurs du pays à exiger la mise en application effective des acquis des travailleurs».

«1 — Demander dans toutes les entreprises une augmentation de 125 cordobas pour les travailleurs qui en gagnent moins de 1200;»

«2 — Saisir l'Inter-syndicale, la CST, la CGT-i, ou l'ATC au cas où les employeurs refuseraient de se plier à cette décision ;»

«3 — Demander que chaque loi révolutionnaire à l'avantage des travailleurs soit appliquée sur les lieux de travail».

La CST, pour sa part, a établi un «plan de lutte» plus ambitieux, qui représente la contribution de cette centrale à la célébration du 1er anniversaire de la révolution, le 19 juillet. Le plan de la CST comprend non seulement le renforcement du décret sur l'augmentation des salaires, mais exige aussi le respect des lois sur la sécurité et la santé dans l'industrie, des contrats de travail comprenant le paiement des congés et des retraites et le respect des droits syndicaux garantis par la révolution.

«Afin d'obtenir la satisfaction de nos revendications,» dit le plan, «nous utiliserons toutes les formes de luttes que nous nous sommes données lors du triomphe de la révolution».

Le dirigeant de la CST, délégué au Conseil d'Etat, Jorge Rojas, a donné des précisions lors d'une interview qu'il a accordée le 5 juillet à *Intercontinental Press/Inprecor* : «Afin d'obliger à la mise en application de la loi sur le réajustement des salaires», a dit Rojas, «nous allons créer des comités de vigilance à l'intérieur des syndicats qui pourront dénoncer partout les patrons qui ne respectent pas la loi et les y contraindre, par l'intermédiaire de notre ministère du Travail. Et, si en dernier lieu, il est nécessaire d'organiser une mobilisation pour protester contre l'attitude d'un employeur, alors nous le ferons.»

«Au Conseil d'Etat,» ajouta-t-il, «nous n'avons que quelques représentants, ainsi ce n'est pas par ce canal que nous pourrions imposer l'application des lois. Notre base est à la base dans les masses, chez les travailleurs».

LE CONTEXTE DE LA CAMPAGNE

Ce sont les grèves qui ont eu lieu dans plusieurs entreprises d'Etat en juin qui ont attiré l'attention de la CST sur la nécessité d'être plus vigilant en ce qui concerne les salaires et les conditions de travail. On a vu des cas où les syndiqués ont appelé à des arrêts de travail, pour des revendications salariales et cela contre l'avis des dirigeants de la CST.

Le conflit le plus important s'est produit dans la cimenterie CANAL, au sud-ouest de Managua, et à l'usine PLYWOOD à Tipitapa, à l'est de la capitale. A CANAL, la CAUS (1), dont la direction est stalinienne, fut capable de marquer des points contre la CST, à la suite de ce conflit.

Les grèves ont toutes trouvé une solution au bout de quelques jours; dans certains cas, des concessions étaient faites sur les augmentations de salaires. Dans un article paru le 26 juin, *Poder Sandinista*, l'hebdomadaire du FLSN — qui est en général centré sur les questions syndicales, de production et économiques — tirait les leçons de la grève :

«Nous avons entendu dire que les protestations des travailleurs seraient provoquées par l'ennemi de classe, que la CIA et d'autres les auraient manipulés. Nous pensons qu'il existe des causes objectives qui ont provoqué ces conflits.»

«D'un point de vue subjectif, il y a certaines faiblesses, — les syndicats sont très jeunes — et des erreurs de direction ont été commises par des militants.»

«Etant donné que le niveau politique et organisationnel de la classe ouvrière est bas, il existe naturellement un danger que la CIA et le reste de nos ennemis de classe essayent de manipuler les mouvements spontanés des travailleurs. Mais les ennemis de classe ne sont pas la cause de ces événements. Et les travailleurs sont encore moins des contre-révolutionnaires.»

«Ce qui fait défaut dans ce cas, c'est un niveau de conscience

1) Confédération syndicale dirigée par l'aile la plus sectaire du PC nicaraguayen.

politique suffisant. La solution apportée aux problèmes de PLYWOOD et dans la cimenterie, sans l'intervention de médiateurs, sans aucune augmentation de salaires supplémentaire — c'est-à-dire en dehors de l'augmentation décrétée par le gouvernement de 125 cordobas — et grâce à une série de mesures visant à défendre les salaires réels et à garantir l'augmentation des services sociaux, tout cela montre qu'il y a une compréhension sérieuse, de la part des travailleurs, de la nécessité de collaborer avec le gouvernement révolutionnaire pour améliorer la situation».

Une partie du problème réside, comme le souligne *Poder Sandinista*, dans le manque d'expérience des cadres syndicaux et qui constitue un problème pour le FSLN. A travers tout le Nicaragua, on a assisté à une explosion de constitutions de syndicats après le 19 juillet 1979 et la plupart des nouveaux syndicats sont affiliés à la CST. Beaucoup de dirigeants ouvriers jeunes et révolutionnaires se sont trouvés mis en avant, à des postes de direction. Mais il est inévitable que, dans certains cas, les organisations syndicales sandinistes aient été incapables de répondre avec souplesse aux préoccupations immédiates de la base. Cela a permis, en retour, à des réformistes ou à des sectaires de déborder la CST, en faisant de la surenchère sur les revendications salariales, tout en ignorant ou en refusant des propo-

sitions économiques et politiques plus globales que les Sandinistes cherchaient à avancer.

En lançant son plan de lutte, la CST cherche à couper l'herbe sous le pied de ses opposants dans le mouvement syndical. Cela ne signifie aucunement, bien sûr, que la CST abandonne l'orientation qui lui a permis, depuis le début, de se distinguer des autres fédérations au Nicaragua : la défense et l'éducation de la classe ouvrière sur ses intérêts stratégiques à long terme. La CST a mené des batailles pour imposer le contrôle ouvrier, pour combattre la décapitalisation et le sabotage dans les entreprises privées, pour éduquer ses membres sur la nécessité d'augmenter la production et d'aider à la réactivation de l'économie nicaraguayenne dévastée; elle a joué un rôle-clé dans la campagne d'alphabetisation et dans l'organisation des Milices populaires sandinistes.

Comme un éditorial du 8 juillet du quotidien du FLSN, *Barricada*, l'explique : «*La CST a appris comment combiner efficacement la lutte pour les revendications immédiates des travailleurs avec leurs besoins stratégiques de manière à ne pas devenir un obstacle à l'avancée générale de la révolution, mais au contraire à renforcer le rôle des travailleurs comme force motrice du processus*».

L'ATC CONTRE LES PROPRIETAIRES TERRIENS

Tout en apportant son aide à la campagne de l'Inter-syndicale pour l'application des augmentations de salaires, l'Association des travailleurs agricoles s'est aussi engagée sur un autre front de lutte. Avec la venue de la saison des pluies, c'est le moment de procéder aux semailles de céréales et de coton. Mais, dans de nombreuses parties du pays, les propriétaires privés refusent de louer leurs terres aux paysans pauvres selon le décret gouvernemental qui limite le montant des loyers de la terre à 100 cordobas par manzana (un manzana équivaut à 0,7 hectare).

«*La première réaction de la majorité des propriétaires a été de refuser de louer leurs terres*», annonce *Barricada* du 7 juillet. «*En annonçant qu'à partir de maintenant ils allaient cultiver eux-mêmes la terre, ils ne s'attaquent pas seulement à la production nationale, mais ils privent aussi des centaines de paysans de travail et de ce qui a été pendant des années leur seul moyen d'existence*».

«*Personne ne croit que ces propriétaires aient l'expérience nécessaire ni la capacité de produire quoi que ce soit. Mais il est bien évident au contraire qu'ils ont une attitude contre-révolutionnaire, qu'ils boycottent la production de céréales de base, mettent en danger les moyens de subsistance même du Nicaragua dans l'avenir. De plus, dans la plupart des cas, ils n'ont pas du tout l'intention de produire*».

En réponse à cela, l'ATC a organisé les paysans pauvres pour qu'ils prennent l'initiative et qu'ils ensemencent les terres en friche, tout en poursuivant leurs efforts pour obliger les propriétaires à signer des contrats de fermage. «*Nous appelons les paysans à ensemencer*», a dit à *Barricada* Wilberto Lara, secrétaire à la production de l'ATC. «*tout en gardant présent à l'esprit qu'il est nécessaire de payer le loyer que stipule la loi et de respecter la propriété privée. Une fois que nous aurons utilisé la terre, nous la rendrons à ses propriétaires*».

Il paraît que certains propriétaires terriens auraient accepté ces dispositions qui leur sont très favorables, mais les autres vont sans nul doute les refuser. Dans la perspective d'une résistance plus grande des propriétaires terriens, l'Institut nicaraguayen de la Réforme agraire (INRA) peut faire appel au décret numéro 6 du gouvernement révolutionnaire qui lui donne le droit de réquisitionner les terres non cultivées.

Les nouvelles initiatives prises par la CST et l'ATC montre l'importance que la direction sandiniste continue à porter aux organisations indépendantes et à la mobilisation des ouvriers et des paysans. La perspective révolutionnaire sur cette question a été résumée dans un discours du Commandant de la Révolution, Carlos Nunez, publié en brochure par le FLSN et intitulé «*Le rôle des organisations de masse dans le processus révolutionnaire*».

Nunez déclare : «*Sous la direction du Front sandiniste de libération nationale, les organisations de masse... suivent deux lignes importantes. Tout d'abord, nos organisations de masse doivent veiller et travailler à renforcer le cadre politique de la révolution. Et en second lieu, elles doivent être les instruments véritables, recevant, exprimant et transmettant les revendications les plus pressantes des masses*».

«*A partir de cela, les organisations de masse doivent prendre en compte et faire leurs les revendications de leurs membres et des secteurs sociaux et se battre pour voir celles-ci aboutir à travers les nouveaux mécanismes que la révolution a institués*».

«*Cela veut dire que les organisations de masse agissant dans le cadre de la ligne générale de la révolution doivent avoir un droit effectif de recours à la critique privée et publique, à travers tous les moyens de communication de masse, et même un droit de mobilisation pour exiger que les mesures nécessaires soient prises afin de garantir que leurs préoccupations soient entendues*».



Nicaragua

LE 19 JUILLET ET LA REFORME AGRAIRE

ALORS que la presse internationale concentrait son attention sur les délégations étrangères participant à la célébration du premier anniversaire de l'insurrection victorieuse contre le régime de Somoza, elle fit quasiment le silence sur une mesure importante et significative annoncée à cette occasion par Daniel Ortega, membre de la Junte et l'un des neufs commandants de la Révolution.

Devant les 500 000 ouvriers, paysans, membres des organisations de masse, venus à Managua, Ortega déclare que le gouvernement allait étendre et approfondir la réforme agraire. Ces mesures concernent essentiellement les terres consacrées à la culture du coton et des céréales de base. En effet, les grands propriétaires fonciers refusent de louer des terres aux paysans pauvres, prétextant que le loyer de la terre imposé par le gouvernement est trop bas (cf. article ci-dessus).

La mesure proclamée par Ortega vise à prendre le contrôle de ces terres laissées en friche. Elle répond à ce que réclame depuis un certain temps l'ATC.

Une publication spécialisée, «Latin America Weekly Report», écrit à ce sujet : «Cette initiative peut conduire à de nouveaux conflits entre le Front sandiniste et le secteur privé. En avril, ces affrontements ont surgi au grand jour, lorsque Robelo démissionna de la Junte pour protester contre ce qu'il considérait comme un 'glissement (du régime) vers le communisme'. Le gouvernement semblait avoir résolu le problème lorsque deux représentants significatifs du secteur privé, Rafael Cordoba et Arturo Cruz, furent nommés à la Junte. Mais au-delà du conflit latent, cette nouvelle mesure indique que les Sandinistes se sentent suffisamment forts pour affronter le secteur privé» (25 juillet 1980).

Lors de la manifestation d'anniversaire, Fidel Castro répéta à nouveau la volonté de Cuba de soutenir l'action du FSLN. Il ne manqua pas de tourner en dérision la politique de l'impérialisme américain en critiquant la modicité de l'aide et le retard avec lequel les Etats-Unis la donnaient, en comparaison avec Cuba. L'ambassadeur américain aux Nations-Unies, George McHenry, qui représentait les Etats-Unis, quitta la tribune quelques instants avant que les dirigeants sandinistes et les masses entonnent leur hymne qui définit les «Yankees» comme des «ennemis de l'humanité».

La mesure annoncée par Ortega, comme la mobilisation continue des masses, indique l'approfondissement du processus révolutionnaire au Nicaragua.

De nouveaux affrontements sur le plan politique se profilent entre autres sur la question des élections. □

Message du Secrétariat unifié de la IVe Internationale pour le 1er anniversaire de la chute de Somoza

La IVe Internationale envoie ses salutations révolutionnaires les plus chaleureuses aux travailleurs et paysans du Nicaragua et aux combattants révolutionnaires du FSLN à l'occasion du premier anniversaire de leur victoire héroïque sur la tyrannie Somoza, soutenue par l'impérialisme.

Depuis le 19 juillet de l'année dernière, la Révolution nicaraguayenne a continué de s'approfondir alors que des avancées importantes étaient faites dans la reconstruction du pays au profit des intérêts des travailleurs nicaraguayens. Sous la direction du FSLN, les travailleurs et les paysans nicaraguayens ont accompli des progrès importants en renforçant leurs organisations de classe, en développant leur participation au contrôle des entreprises, en élargissant la réforme agraire, en renforçant les institutions de défense de la Révolution que sont les Milices et les CDS. Parmi les mesures les plus significatives, visant à améliorer la vie des masses travailleuses, il y a la campagne d'alphabétisation, engagée pour apprendre à plus de la moitié de la population à lire et à écrire.

Le renversement révolutionnaire de Somoza et les avancées faites par le peuple nicaraguayen depuis lors ont suscité l'hostilité et la haine des exploiters nicaraguayens et de leurs maîtres impérialistes de Washington. Ils craignent que le Nicaragua ne devienne un «second Cuba», c'est-à-dire pour eux qu'il devienne le second pays de l'hémisphère occidental à se libérer de l'exploitation

capitaliste, de l'oppression et de la domination impérialiste. Ils ont peur que l'exemple courageux de la Révolution nicaraguayenne n'inspire les autres peuples opprimés du reste de l'Amérique latine à se soulever et à renverser les dictatures que leur impose l'impérialisme yankee.

En réponse, les impérialistes ont cherché à étrangler et à exercer leur chantage sur la Révolution nicaraguayenne en bloquant l'aide matérielle massive nécessaire pour combler la dévastation laissée par leur homme de main, Somoza. En contraste flagrant, avec la faible aide accordée au Nicaragua, les impérialistes yankees n'ont pas montré la moindre hésitation à envoyer pour des millions de dollars d'armes, des centaines de conseillers militaires à la junte criminelle du Salvador. Ils sont en train de paver le chemin, de jeter les bases pour envoyer dans ce pays leurs propres troupes, sous le couvert de l'OEA. Ils ont cherché à déclencher une campagne haineuse contre la Révolution cubaine et opéré des manœuvres militaires agressives dans les zones maritimes autour de Cuba. A la Jamaïque, ils ont lancé un programme de «déstabilisation» mis en œuvre par la CIA, analogue à celui utilisé

contre le gouvernement Allende au Chili en 1973. Et tout récemment, ils ont tenté d'assassiner les dirigeants de la Révolution à Grenade. La IVe Internationale appelle le mouvement ouvrier, dans le monde, à se mobiliser contre ces manœuvres agressives de l'impérialisme, à aider les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes, dans leurs combats pour la liberté et le socialisme.

La IVe Internationale a fait de la construction du mouvement le plus large possible d'aide et de solidarité avec la Révolution nicaraguayenne, sa campagne internationale centrale. La construction d'une campagne internationale massive serait une arme puissante contre les manœuvres criminelles de l'impérialisme. Nous appelons les partis de masse et les organisations du mouvement ouvrier de tous les pays à se mobiliser pour soutenir la révolution nicaraguayenne.

Le combat du peuple nicaraguayen et du FSLN constitue un exemple, une source d'inspiration pour les travailleurs, les combattants anti-impérialistes et les révolutionnaires de par le monde entier. La IVe Internationale s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider et défendre votre révolution. □

POUR UNE AIDE IMMEDIATE AU NICARAGUA

IMPERIALISTES, BAS LES PATTES D'AMERIQUE CENTRALE ET DES CARAIBES

SOLIDARITE AVEC LES REVOLUTIONS NICARAGUAYENNE ET SALVADORIENNE !

VIVE LE FSLN ET LE PEUPLE DE SANDINO !